

**Département d'histoire
Faculté des Lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke**

**« Pour un syndicalisme de lutte de classe ! » : les groupes marxistes-léninistes et le
mouvement syndical au Québec, 1972-1983**

Par

Alexis Dubois-Campagna

**Mémoire présenté
Comme exigence partielle pour l'obtention de la
Maîtrise ès art (Histoire)**

**Sherbrooke
novembre 2009**

I-2390



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-61470-9
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-61470-9

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Composition du jury

« Pour un syndicalisme de lutte de classe ! » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983

**Par
Alexis Dubois-Campagna**

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

**Louise Bienvenue, directrice de recherche
(Département d'histoire, Université de Sherbrooke)**

**Harold Bérubé, évaluateur
(Département d'histoire, Université de Sherbrooke)**

**Robert Comeau, évaluateur
(Département d'histoire, Université du Québec à Montréal)**

Remerciements

Je tiens en premier lieu à remercier ma directrice de recherche, Louise Bienvenue, pour sa confiance, son soutien et sa patience. Je désire aussi témoigner ma reconnaissance aux évaluateurs, Harold Bérubé et Robert Comeau, pour la justesse de leurs commentaires et la pertinence de leurs critiques quant à l'évaluation du présent mémoire.

De plus, je souhaite exprimer ma gratitude envers le Conseil de recherches en sciences humaines et la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec pour leur précieuse aide financière dans la réalisation de ce projet.

Je veux également remercier les personnes qui ont généreusement accepté de témoigner de leur expérience de militant dans le cadre d'entrevues que j'ai réalisées. De même, je suis reconnaissant envers les bibliothécaires et les archivistes qui ont contribué à l'avancement de mes travaux, tout particulièrement Yves Lacroix, archiviste au Service des communications de la Confédération des syndicats nationaux, ainsi que l'ensemble de l'équipe du Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal.

Enfin, mes dernières pensées sont pour Jasmine et mon fils Xavier, pour leur amour inconditionnel. Merci pour votre patience et vos encouragements ! Salutations particulières à mes camarades historiens des premières heures, Alexandre, Louis et Charles, sans qui les études universitaires n'auraient pas été aussi instructives et ludiques.

Résumé

Dès la fin des années 1960, se développe une nouvelle tendance socialiste au Québec dans un contexte marqué par l'épuisement de la Révolution tranquille et par une ébullition idéologique sur la scène internationale. Dans ce climat politique, des groupuscules marxistes-léninistes (m-l) de tendance maoïste voient le jour au Québec, principalement dans la deuxième moitié des années 1970. Au même moment, sur le front syndical québécois, la lutte est intense entre travailleurs et employeurs. Les fronts communs de 1972 et 1975 et d'importantes grèves en font foi. De plus, de nombreux chefs syndicaux n'hésitent pas à s'attaquer directement au patronat et à l'État dans des discours clairement nourris par l'idéologie socialiste. Le radicalisme politique, même s'il n'est pas homogène et généralisé dans les centrales québécoises, s'impose de plus en plus dans les syndicats locaux comme dans les instances supérieures. C'est précisément les liens entre ces deux mondes, celui des groupuscules marxistes-léninistes et celui des centrales syndicales, qui nous intéressent.

L'originalité de notre travail tient au fait qu'il lie les historiographies du marxisme-léninisme et du syndicalisme, ce qui représente un angle intéressant afin de renouveler la réflexion dans ces deux champs de recherche, certes très proches, mais malheureusement trop souvent étanches. À l'aide de diverses sources écrites, notamment les publications des organisations m-l et les archives des mêmes groupes, mais aussi d'entrevues menées par l'auteur avec d'anciens militants syndicaux, nous observons les relations entre les deux principaux groupuscules marxistes-léninistes, à savoir *En Lutte!* et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, et les centrales syndicales québécoises entre 1972 et 1983. Effectivement, il nous semble pertinent de mieux comprendre la nature des liens et des influences réciproques entre ces acteurs sociaux. L'objectif premier de cette recherche est de mettre en relief le militantisme des marxistes-léninistes au sein de ces institutions syndicales. En effet, la structure ouverte des syndicats, c'est-à-dire démocratique et accessible à tous les travailleurs syndiqués, a permis à un grand nombre de membres et sympathisants m-l de s'y intégrer et d'y faire valoir des positions d'extrême gauche. Et c'est justement le militantisme soutenu des m-l qui, contrastant avec celui beaucoup plus passif de l'ensemble des membres syndiqués, leur a permis d'influencer les positions et les stratégies des centrales syndicales, du moins de s'y faire entendre et de susciter des débats, particulièrement entre 1975 et 1980. Notre recherche sur cet aspect du militantisme syndical des marxistes-léninistes québécois éclaire des zones d'ombre de l'histoire politique récente de la province. De plus, cette étude amène une connaissance plus profonde de la place du radicalisme dans la culture politique québécoise et une meilleure compréhension du militantisme et de ses rouages.

Afin d'atteindre nos objectifs, nous analysons d'abord le discours des marxistes-léninistes au sujet du monde syndical. Il sera notamment question des critiques sévères lancées contre les chefs syndicaux, ainsi que de la lutte idéologique qui secoue les différents groupes marxistes. Nous étudions ensuite les stratégies et les actions des m-l face aux syndicats, comme la volonté de se présenter à des postes électifs. Finalement, ce mémoire tente de mettre en lumière le militantisme m-l dans les différentes instances de la Confédération des syndicats nationaux, tout particulièrement le Conseil central de Montréal.

Mots-clés : *En Lutte!*, *Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*, *Parti communiste ouvrier*, *marxisme-léninisme*, *maoïsme*, *syndicalisme*, *radicalisme politique*, *militantisme*

Liste des abréviations

ADDS	Association pour la défense des droits sociaux
Agit-prop	Agitation-propagande
AO	Atelier ouvrier
APLQ	Agence de presse libre du Québec
BHP	Bulletin d'histoire politique
CAP	Comité d'action politique
CCSNM	Conseil central des syndicats nationaux de Montréal
CEQ	Centrale de l'enseignement du Québec
CFP	Centre de formation populaire
CGT	Confédération générale du travail – France
CIP	Comité d'information politique, puis Cinéma d'information politique
CMO	Cellule militante ouvrière
COR	Cellule ouvrière révolutionnaire
CRIQ	Centre de recherche d'information du Québec
CRQ	Comité régional du Québec – En Lutte!
CSD	Centrale des syndicats démocratiques
CSLO	Comité de solidarité avec les luttes ouvrières
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CTC	Congrès du travail du Canada
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
CTM	Conseil du travail de Montréal – FTQ
ÉDJ	Équipe du Journal
EL!	En Lutte!
FAS	Fédération des Affaires sociales – CSN
FIIQ	Fédération des infirmières et infirmiers du Québec
FLQ	Front de libération du Québec
FNEQ	Fédération nationale des enseignants québécois – CSN
FRAP	Front d'action politique des salariés à Montréal

FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GET	Groupes d'étude et de travail – CSN
GMR	Groupe marxiste révolutionnaire
GSTQ	Groupe socialiste des travailleurs du Québec
ISR	Internationale syndicale rouge
LC(ml)C	Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada
LOR	Ligue ouvrière révolutionnaire
LSO	Ligue socialiste ouvrière
LUO	Ligue d'unité ouvrière
M-L	Marxiste-léniniste
MREQ	Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec
NPE	Noyau des petites entreprises
OMLCEL!	Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!
PCC(ml)	Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)
PCF	Parti communiste français
PCO	Parti communiste ouvrier
PCQ	Parti communiste du Québec
PQ	Parti québécois
RCT	Regroupement des comités de travailleurs
RMS	Rassemblement des militants syndicaux
RPS	Regroupement pour le socialisme
SÁGD	Service des archives et de gestion des documents – UQAM
SCFP	Syndicat canadien de la fonction publique
SDD	Sociaux-démocrates de droite
SDG	Sociaux-démocrates de gauche
SEHM	Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal
SFPQ	Syndicat de la fonction publique du Québec
SPUQ	Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal
UQAM	Université du Québec à Montréal
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

Table des matières

Composition du jury	i
Remerciements.....	ii
Résumé.....	iii
Liste des abréviations.....	iv
Table des matières.....	vi

Introduction

Présentation du sujet et mise en contexte	1
Bilan historiographique.....	5
Origine des organisations marxistes-léninistes.....	6
Pensée politique et actions des organisations marxistes-léninistes.....	11
La question des luttes secondaires	16
Radicalisme et présence marxiste-léniniste dans le mouvement syndical québécois	19
Problématique et hypothèses.....	23
Méthodologie et présentation des sources	25

Premier chapitre

Le discours marxiste-léniniste à propos du mouvement syndical québécois.....	28
La critique marxiste-léniniste du mouvement syndical	29
Une critique idéologique.....	31
Une critique de la pratique syndicale des officiers syndicaux	37
Le programme syndical des marxistes-léninistes	41
Le syndicalisme de lutte de classe	42
Des pratiques syndicales renouvelées ?.....	48
La division chez les marxistes-léninistes : la lutte pour la « ligne juste ».....	53
L'historique d'un débat : la lutte idéologique versus l'implantationnisme.....	55
L'expérience du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (1973-1975)	63

Deuxième chapitre

De la théorie à la pratique : les tactiques et les actions marxistes-léninistes face au mouvement syndical	71
L'organisation du militantisme syndical.....	72
Les comités syndicaux des groupuscules : un modèle théorique.....	72

Au-delà du modèle : historique du développement de la structure syndicale chez En Lutte!	75
Des études, des enquêtes et des analyses sur le mouvement ouvrier	84
Une estimation des forces en présence et sa répartition	89
Du travailleur au lieu de travail	94
L'agitation-propagande et les appuis aux luttes et aux grévistes.....	94
L'établissement en usine et dans les différents lieux de travail.....	101
Du syndicat local à la centrale	106
La volonté de prendre des postes clés dans les syndicats	106
La participation aux assemblées et aux congrès	110
Les réactions dans les rangs syndicaux	115

Troisième chapitre

Une étude de cas : le militantisme marxiste-léniniste à la CSN	124
Des racines communes.....	125
Une réflexion sur le socialisme : l'exemple du GET, 1970-1972.....	125
L'approfondissement du « deuxième front »	131
Les congrès de la CSN de 1977 : débat sur la présence de partis politiques	135
Le congrès du CCSNM.....	136
Le congrès de la centrale CSN	139
Les élections au CCSNM en 1979	142
Présentation du document « Nos pratiques syndicales »	145
Débats et réactions au document « Nos pratiques syndicales ».....	148
Renouvellement de l'exécutif.....	151

Conclusion	158
-------------------------	-----

Bibliographie	164
----------------------------	-----

Sources.....	164
Archives.....	164
Publications marxistes-léninistes.....	166
Articles de journaux et de revues	168
Documents audiovisuels.....	169
Entrevues réalisées par l'auteur	169
Études.....	169

Introduction

Présentation du sujet et mise en contexte

Dès la fin des années 1960, se développe une nouvelle tendance socialiste au Québec dans un contexte marqué par l'épuisement de la Révolution tranquille et par une ébullition idéologique sur la scène internationale (luttres de décolonisation, Mai 68, guerre du Vietnam)¹. Au cœur des réflexions, la question nationale secoue toutes les classes sociales québécoises. Certains groupes lient socialisme et indépendance, comme Parti Pris ou le Front de libération du Québec (FLQ), avec l'espoir de révolutionner les structures politique, économique et sociale qu'ils jugent anti-démocratiques et oppressives. À la suite de la crise d'octobre 1970, la gauche québécoise se divise à l'image de deux de ses leaders : Pierre Vallières joint les rangs du Parti Québécois (PQ) et décide de jouer le jeu de la démocratie parlementaire en place, alors qu'une part non négligeable des militants de gauche radicalise son discours, à l'instar de Charles Gagnon, qui souhaite la construction du parti révolutionnaire des travailleurs². Dans ce contexte,

¹ Mentionnons que ce sont à la fois les « acquis » et les « limites » de la Révolution tranquille qui stimulent la réflexion. À titre d'exemple, si la réforme du système d'éducation québécois (polyvalentes, cégeps, universités du Québec, etc.) a démocratisé l'accès aux études supérieures, certains croient que le système reste à améliorer (voir CEQ, *L'école au service de la classe dominante*, 1972). Voir sur le contexte historique, Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, t. 2, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p., Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, 2000, 319 p., Robert Comeau (dir.), *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 367 p., Sean Mills, *The Empire Within: Montreal, the Sixties, and the Forging of a Radical Imagination*, thèse de doctorat (histoire), Queen's University, 2008, 440 p. et Sean Mills, « La gauche montréalaise, le nationalisme et les années soixante », dans Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Collection « Études canadiennes », Bruxelles, Université libre de Bruxelles (Belgique), No 6, 2007, p. 115-133.

² Voir Pierre Vallières, *L'urgence de choisir*, Montréal, Éditions Parti pris, 1972, 158 p. et Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, L'Équipe du Journal, octobre 1972 (1^{ère} édition), 49 p. Évidemment le

des groupuscules marxistes-léninistes (m-l) de tendance maoïste voient le jour au Québec et connaissent une certaine popularité (bien que toute relative), principalement dans la deuxième moitié des années 1970³. Nous pensons ici surtout aux groupes marxistes-léninistes En Lutte! (EL!), actif de 1972 à 1982, et à la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LC(ml)C), actif de 1975 à 1983 ; ce dernier groupe prend le nom de Parti communiste ouvrier (PCO) en 1979⁴.

En Lutte! voit le jour à l'automne 1972, avec la création d'un petit noyau de militants connu sous le nom d'« Équipe du Journal » (ÉDJ), une appellation conservée jusqu'en novembre 1974, au moment du 1^{er} Congrès du Groupe EL!. Le groupe prend par la suite le nom d'Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte! (OMLCEL!) en 1979. En Lutte! se dissout en 1982, à la veille de son 4^e Congrès général⁵. De son côté, la Ligue naît à l'automne 1975 à la suite de la fusion de trois organisations politiques marxistes : le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), la Cellule militante ouvrière (CMO) et la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR). L'organisation devient un parti politique (PCO) en septembre 1979. Le parti se dissout

phénomène est plus complexe que cette simple division binaire. L'image reste cependant valable et plusieurs auteurs s'y réfèrent, notamment Jacques Jourdain, *De Cité libre à L'urgence de choisir. Pierre Vallières et les palinodies de la gauche québécoise*, mémoire de maîtrise (science politique), Université du Québec à Montréal (UQAM), 1995, 115 p., Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada : (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 1998, 121 p. et Pierre Dubuc, *L'autre histoire de l'indépendance. De Pierre Vallières à Charles Gagnon. De Claude Morin à Paul Desmarais*, Trois-Pistoles, Les Éditions Trois-Pistoles, 2003, 291 p. Pour bien sentir cette rupture, voir l'entrevue télévisuelle de Pierre Nadeau avec Gagnon et Vallières, « Pour un Québec socialiste », *Le 60*, 24 novembre 1972, Les Archives de Radio-Canada, Société Radio-Canada, http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-1581-10692/politique_economie/communisme_canada/clip1, page consultée le 6 décembre 2006.

³ À l'époque, on les appelle communément les « m-l » ou les « maos », abréviations qui sont reprises dans la présente étude afin d'alléger le texte.

⁴ Lorsque nous parlons des m-l, nous faisons référence à En Lutte! et à la Ligue.

⁵ André Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte! », *Bulletin d'histoire politique (BHP)*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 37-42.

en 1983, dans un contexte de crise interne⁶. Ces groupuscules, surtout formés d'universitaires et d'intellectuels, veulent changer le Québec et instaurer une atmosphère propice à la révolution socialiste⁷. Pour eux, passer par la voie réformiste est un leurre : seule la révolution prolétarienne mettra fin aux excès du système capitaliste et à l'exploitation des travailleurs.

Les organisations marxistes-léninistes québécoises ne sont, bien évidemment, pas le fruit d'une génération spontanée. Le phénomène s'inscrit plutôt dans une mouvance internationale. Trois facteurs nous semblent particulièrement significatifs pour comprendre leur émergence : tout d'abord, il ne faut pas minimiser l'attrait qu'incarne à cette époque le « camp socialiste », avec ses principaux représentants, soit l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), la Chine, Cuba, le Vietnam et même l'Albanie. Ces pays, qualifiés de modèles par une partie des militants socialistes, exercent une influence politique, sociale et culturelle qui dépasse largement leurs frontières naturelles. Deuxièmement, le mouvement m-l québécois s'appuie sur une longue tradition de militantisme communiste en Occident, tradition particulièrement forte en France, en Allemagne et en Italie, mais aussi présente aux États-unis et au Canada dès le début du 20^e siècle⁸. Cette tradition de militantisme communiste en pays capitaliste

⁶ Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *BHP*, p. 25-35.

⁷ Ce sont des « membres », généralement très éduqués, des premiers-nés du baby-boom qui, en majorité, animent les groupes m-l. François Ricard, *La génération lyrique*, Montréal, Boréal, 1992, 282 p. Voir particulièrement les chapitres « L'agitation lyrique », p. 129-147 et « Les idéologies lyriques », p. 197-219. Sur la question universitaire, voir Éric Bédard, *La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998, 199 p. et Charles Laroche, *Idéologie et pratique du mouvement étudiant à l'Université de Montréal, de 1969 à 1982*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 1982.

⁸ Voir, parmi une pléthore d'ouvrages sur la question, Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, 1 120 p., Annie Kriegel, *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Éditions du Seuil, 1985, 400 p., Ian McKay, *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left*

inspire les groupes québécois et leur permet d'affiner leur ligne tactique. Finalement, la fin des années 1960 est marquée par la Révolution culturelle chinoise qui propose une réécriture de la pensée révolutionnaire et stimule la naissance d'une nouvelle tendance communiste, dite maoïste.

Au même moment, sur le front syndical québécois, la lutte est intense entre travailleurs et employeurs. Les fronts communs de 1972 et 1975 et les importantes grèves de la Firestone (1973-1974) et de la United Aircraft (1974-1975) le démontrent clairement. De plus, de nombreux chefs syndicaux, tels Louis Laberge et Marcel Pépin, n'hésitent pas à s'attaquer directement au patronat et à l'État dans des discours clairement nourris par l'idéologie socialiste. Le radicalisme politique, même s'il n'est pas homogène et généralisé dans les centrales québécoises, s'impose de plus en plus dans les syndicats locaux comme dans les instances supérieures. C'est précisément les liens entre ces deux mondes, celui des groupuscules marxistes-léninistes et celui des centrales syndicales, qui nous intéressent. Nous voulons effectivement explorer ces militantismes qui se côtoient, se croisent, et qui, à l'occasion, s'unissent ou s'entrechoquent.

History, Toronto, *Between the Lines*, 2005, 264 p., Normand Penner, *The Canadian Left: a Critical Analysis*, Scarborough (Ont.), Prentice-Hall of Canada, 1977, 287 p., Andrew Ross McCormack, *Reformers, Rebels and Revolutionaries: the Western Canadian Radical Movement, 1899-1919*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, 228 p., Bryan D. Palmer, *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928*, Urbana, University of Illinois Press, 2007, 542 p. et Judith Stepan-Norris et Maurice Zeitlin, *Left Out: Reds and American's Industrial Unions*, Cambridge (N. Y.), Cambridge University Press, 2003, 375 p.

Bilan historiographique

Si l'historiographie de la vague communiste canadienne et québécoise des années 1920-1960 a ses classiques – nous pensons ici aux ouvrages de Robert Comeau et Bernard Dionne, Andrée Lévesque et Marcel Fournier⁹ – il y a peu d'études historiques qui font la synthèse de la mouvance marxiste-léniniste de la période 1972-1983¹⁰. Ceci dit, les articles plus spécifiques sont nombreux : la production est d'autant plus importante lorsque nous considérons le statut, somme toute, marginal de ce mouvement. En ce sens, plusieurs littéraires, politicologues, sociologues et historiens ont bel et bien commencé à défricher ce secteur d'étude. Un des efforts le plus notable en ce sens est sans doute celui donné par les collaborateurs du numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique (BHP)* intitulé « Dossier thématique : Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983. Un premier bilan », paru en 2004¹¹. Il faut aussi noter le rôle prépondérant de militants et militantes actifs dans les décennies 1960 à 1980 dans la construction historiographique : nous pensons, entre autres, aux différents textes de Charles Gagnon, Jean-Marc Potte, Louis Gill ou encore, Louis Favreau. Loin de nous

⁹ Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989, 546 p., Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p. et Marcel Fournier, *Communisme et Anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 167 p. Voir aussi, Merrily Weisbord, *Le rêve d'une génération : Les communistes canadiens, les procès d'espionnage et la guerre froide*, Montréal, VLB Éditeur, Collection « Études québécoises », 1988, 400 p. et Béatrice Richard, *Péril Rouge au Témiscamingue : la grève des bûcherons de Rouyn-Noranda, 1933-1934*, Collection RCHTQ, no 6, 1993, 256 p.

¹⁰ Notons cependant l'essai de Jean-Philippe Warren, paru à l'automne 2007, et qui constitue un premier bilan global fort intéressant : *Ils voulaient changer le monde - Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 252 p.

¹¹ David Milot, Jean-Pierre Bibeau, André Valiquette *et al.*, « Dossier thématique : Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983. Un premier bilan », *BHP*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 11-138.

l'intention d'amoindrir la valeur de ces analyses, mais il demeure que le militantisme des auteurs a certainement teinté leurs réflexions.

Nous exposerons, dans les pages qui suivent, un survol des recherches et des réflexions sur le mouvement m-l québécois de manière à bien faire valoir la pertinence de notre étude. Notre présentation se divise en quatre thématiques : l'origine des organisations marxistes-léninistes au Québec ; la pensée politique et les actions des organisations marxistes-léninistes québécoises ; la question des luttes secondaires ; et finalement, le radicalisme et la présence marxiste-léniniste dans le mouvement syndical, en particulier les études qui ciblent la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Origine des organisations marxistes-léninistes

Nous avons intégré ici les études qui, d'une part, retracent les origines de la réflexion marxiste au Québec et, d'autre part, qui traitent du contexte dans lequel des organisations marxistes-léninistes ont pris forme dans les années 1970. Ces études sont fondamentales pour bien comprendre comment la tradition marxiste passe des groupes des années 1960 à ceux des années 1970-80 et pour déceler les ruptures et continuités dans la militance marxiste au Québec.

Dans un premier temps, il faut souligner que, bien avant la fondation des premiers groupes maoïstes au début des années 1970, la réflexion sur le socialisme et le marxisme était déjà bien entamée au Québec ; nous passons volontairement sous silence le

mouvement communiste canadien et québécois des années 1920 à 1950 afin de mieux cibler notre période d'étude. Dès les années 1960, des revues de gauche comme *Parti Pris* ou *Socialisme* soumettent des balises d'analyse alors que le groupuscule du FLQ met en pratique une certaine action révolutionnaire s'appuyant sur ces préceptes. Roch Denis, qui a étudié ces premières revues socialistes québécoises, précise que l'influence de ces dernières s'étend particulièrement dans les milieux étudiant et intellectuel, et marque le monde du militantisme (action syndicale, politique et communautaire) entre 1960 et 1975¹². C'est sensiblement le même constat que fait Lucille Beaudry, lorsqu'elle traite, dans un article paru en 1990, de la genèse du mouvement marxiste québécois et de son évolution entre 1960 et 1980¹³. Elle rappelle le caractère fondamentalement intellectuel du mouvement marxiste au Québec, de même que l'importance des publications (revues et journaux) dans les différents débats idéologiques. L'apport principal de Beaudry est d'avoir identifié une mutation entre les discours des premiers groupes des années 1960 et ceux des années 1970 et 1980 : si les premiers (*Parti Pris*, FLQ...) insistaient sur le caractère « colonisé » du Québec et la nécessité de la « lutte de libération nationale », les seconds (m-l) ont surtout voulu mettre en pratique une action révolutionnaire marxiste au prix, selon elle, de se « couper de la réalité ». De leur côté, les nouveaux regroupements qui émergent au début des années 1980 (*Manifeste des cents*, Regroupement pour le socialisme (RPS)) refusent le centralisme et le dogmatisme de la seconde tendance en

¹² Roch Denis, *Luttes des classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, 359 p. Voir aussi, Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.

¹³ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 259-279.

renouvelant l'approche « socialisme et indépendance » et en misant sur un socialisme démocratique.

Voulant comprendre l'engagement d'individus dans un mouvement aussi radical et marginal que celui du marxisme-léninisme, Jean-Philippe Warren retrace lui aussi les origines de ce militantisme au Québec¹⁴. Il insiste pour sa part sur l'importance de l'expérience des associations étudiantes, puis du Front d'action politique des salariés à Montréal (FRAP) et des Comités d'action politique (CAP) dans la gestation des futurs groupuscules marxistes¹⁵. De son côté, Pierre Milot a voulu retracer les moments forts de la réflexion maoïste au Québec en analysant certaines revues de cette tendance politique publiées dans les années 1970, période caractérisée par ce qu'il appelle le « paradigme rouge »¹⁶. C'est à travers une analyse des revues comme *Socialisme québécois*, *Stratégie* et *Chroniques* que Milot relève l'empreinte de la gauche française sur « l'avant-garde politico-littéraire » québécoise et son discours marxiste : les influences de Louis Althusser et Roland Barthes étant particulièrement marquées.

L'identité marxiste-léniniste (maoïste) des années 1970-80 se construit donc dans cet environnement propice à la réflexion sur le socialisme et à l'engagement social des

¹⁴ J.-P. Warren, *Ils voulaient changer le monde...*, 252 p.

¹⁵ Pour bien comprendre les liens entre CAPs et futurs militants m-l : Marc Comby, *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, 125 p., Marc Comby, « L'expérience du FRAP à Montréal (1970-1974). La tentative de créer au Québec un parti d'extrême gauche », dans Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Collection « Études canadiennes », Bruxelles, Université libre de Bruxelles (Belgique), No 6, 2007, p. 153-175 et l'ouvrage de Robert Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*, Montréal, VLB, 1988, 257 p.

¹⁶ Pierre Milot, *Le paradigme rouge : l'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Candiac, Les Éditions Balzac, 1992, 295 p.

intellectuels québécois¹⁷. Mais quel est plus précisément le contexte d'émergence du mouvement marxiste-léniniste au Québec ? Les principaux auteurs qui s'y sont intéressés ont surtout insisté sur l'influence d'une conjoncture particulière au niveau international, et sur l'existence d'un mouvement générationnel. Au niveau international, Mao et la Révolution culturelle chinoise sont fêtés par la gauche militante, au cœur même des démocraties capitalistes occidentales ; au Québec, certes, mais aussi en France, en Allemagne et en Italie. À ce sujet, Serge Granger parle même d'une sinophilie qui toucherait le Québec, et ce bien avant la prise du pouvoir par les communistes chinois en 1949, et qui explique en partie l'attrait des Québécois pour le mouvement maoïste¹⁸. De même, les exemples cubain, vietnamien et albanais font rêver les marxistes les plus convaincus. C'est dans cet esprit, que le professeur et critique de cinéma Réal La Rochelle constate que l'implantation du cinéma et de la vidéo m-l au Québec n'est pas le fruit d'une « création spontanée du terroir » mais d'un courant mondial bien établi¹⁹. Il rappelle l'importance de la mise sur pied du Comité d'information politique (CIP) dans la diffusion de films engagés, ainsi que la création de la revue *Champ libre*²⁰. De même, Bernard Dansereau, dans l'article « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », souligne que le mouvement m-l s'inscrit dans une perspective internationale, fruit de la « montée d'un courant de contestation globale de la

¹⁷ Naissent à cette époque, en rupture avec le vieux Parti communiste canadien prosoviétique (fondé en 1921), les trois principaux groupes dits « maoïstes » : Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, l'Organisation En Lutte! et le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(ml)). Il en va de même de plusieurs groupes « trotskistes » : Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), Groupe marxiste révolutionnaire (GMR), Ligue socialiste ouvrière (LSO). Les deux derniers groupes fusionnent en 1977 en créant la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR).

¹⁸ Serge Granger, « Commentaire à propos de notre dossier sur l'histoire du mouvement marxiste-léniniste. Le maoïsme québécois : héritier d'une sinophilie qui s'ignore », *BHP*, vol. 14, no 1, automne 2005, p. 309-314 et Serge Granger, *Le lys et le lotus. Les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB éditeur, 2005, 187 p.

¹⁹ Réal La Rochelle, « Cinéma rouge au Québec », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 105-117.

²⁰ Le CIP est rebaptisé Cinéma d'information politique au début des années 1970 et intégré au Groupe En Lutte! en 1975. David Milot, « La conception de la culture chez En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 81.

société »²¹. À propos de cette idée de contestation globale, il faut cependant spécifier, à l'instar de Jean-Pierre Bibeau, que l'approche maoïste se distingue clairement de la pensée contre-culturelle. En effet, Bibeau précise que, malgré leur approche similaire de contestation du système de valeurs dominant, le mouvement m-l naît en rupture avec celui de la contre-culture des années 1960. À titre d'exemple, la libération sexuelle par l'union libre s'inscrit, pour certains tenants d'un marxisme moraliste, dans la logique du libéralisme bourgeois ; cette fausse révolution (sexuelle) est donc rétrograde à leurs yeux²².

Comme nous l'avons évoqué plus tôt, certains auteurs perçoivent aussi une composante générationnelle dans le mouvement m-l québécois. Dans sa présentation du fonds d'archives d'En Lutte!, André Valiquette identifie la jeunesse, plus particulièrement les étudiants, comme étant au centre d'un mouvement profitant d'un contexte international et social qui suggère que la classe ouvrière est sujette à investir la scène politique²³. Ce facteur générationnel est également invoqué dans l'analyse de Charles Gagnon, ancien secrétaire général d'En Lutte!²⁴. Gagnon insiste sur la volonté des jeunes à vouloir s'engager pour transformer la société. Il considère que la jeunesse « est radicale », « pressée » et « parfois excessive », ce qui expliquerait en partie l'extrémisme des m-l. On le voit dans les différentes analyses, il y a un constant croisement des facteurs conjoncturels et générationnels²⁵.

²¹ Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec... », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 25-35.

²² Jean-Pierre Bibeau, « De la contre-culture au marxisme-léninisme », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 17-24.

²³ André Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 37-42.

²⁴ Charles Gagnon, « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 43-56.

²⁵ Outre les textes précédemment présentés, il faut mentionner un autre dossier spécial publié dans le *BHP* : Jean Lamarre, Magali Deleuze *et al.*, « Dossier thématique : Le Québec des années 1960 : influences

Pensée politique et actions des organisations marxistes-léninistes

Pour mieux comprendre la vision du syndicalisme des organisations marxistes-léninistes québécoises, il est primordial de bien saisir l'idéologie générale défendue par ces groupes et les politiques qui en découlent. En définitive, les actions entreprises par les m-l au niveau syndical prennent tout leur sens à travers la compréhension de leur projet politique. C'est pourquoi nous insisterons sur les auteurs qui ont analysé l'idéologie et les actions des groupes marxistes-léninistes québécois.

Le mémoire de maîtrise de Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec : (1972-1982)*, permet de saisir de grands pans de l'idéologie m-l québécoise²⁶. S'attardant surtout à l'étude du discours, à travers l'analyse des publications des deux principaux groupes, soit En Lutte! et la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada, Milot a voulu mettre en relief l'idéologie des deux groupes en faisant ressortir leurs similitudes et divergences théoriques. Pour lui, le discours a une fonction « d'organisateur de pratiques », c'est-à-dire une fonction symbolique qui assoit le pouvoir des leaders. Cette formule politique stalinienne développée par les organisations m-l a tout d'une « machine d'incorporation », régulatrice des comportements. De plus, Milot a constaté la grande dépendance de ces groupes face à l'étranger (URSS, Chine et Albanie, tout particulièrement) pour tout ce

extérieures et héritage », *BHP*, , vol. 15, no 1, automne 2006, p. 101-177, dont l'article d'Ivan Carel, « *Feu sur l'Amérique. Propositions pour la révolution nord-américaine*, de Charles Gagnon : analyse et mise en perspective », p. 149-161, qui permet de mieux saisir la saveur internationaliste du discours révolutionnaire de Gagnon et donne une bonne idée de son chéminent intellectuel et de la particularité de son discours. Voir aussi Guy Bédard et Robert Pilon, « Entrevue avec Charles Gagnon : du FLQ à aujourd'hui », *Révoltes*, vol. 2, no 5, printemps 1986, p. 19-22.

²⁶ Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec : (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (science politique), UQAM, 1982, 92 p.

qui a trait aux questions idéologiques ; cela a contribué, selon l'auteur, au difficile ancrage des groupes au Québec.

La grande majorité des travaux identifie le dogmatisme des groupes m-l, avec, dirons-nous, divers degrés d'insistance. Dans le reportage télévisuel « L'extrême gauche au Québec », réalisé en 1979 par Hélène Saint-Martin, on met en doute l'interprétation de la réalité politique canadienne par les groupes m-l : on est incrédule à l'égard de l'analyse de ces groupes selon laquelle la lutte armée est la seule voie vers le socialisme au Canada, alors que la probabilité d'une telle lutte armée au Canada (insurrection générale du peuple) semble faible, pour ne pas dire nulle. Le reportage déplore aussi l'endoctrinement des membres et reproche aux m-l leurs théories vieillies, fondées sur des modèles étrangers ayant peu de résonance et de pertinence dans le contexte québécois et canadien²⁷. C'est aussi par la voie du documentaire vidéo que Marcel Simard fait ressortir le dogmatisme du mouvement maoïste québécois. Simard y développe une théorie de l'infiltration policière et insiste sur la naïveté des militants, considérés comme des victimes d'un embrigadement sectaire. Simard suggère qu'un certain nombre de membres des groupes m-l étaient probablement des agents fédéraux (policiers) ayant la mission de diviser la gauche québécoise pour qu'elle demeure faible, ainsi que de semer le désordre parmi les militants nationalistes. Selon cette théorie, la présence des agents fédéraux peut expliquer la prise de position des m-l face au référendum de 1980, c'est-à-dire celle de l'annulation du vote. À notre sens, le principal problème de ce documentaire est justement cette tendance à l'apitoiement : Simard réduit l'engagement

²⁷ Hélène Saint-Martin (réal.), « L'extrême gauche au Québec », *Télémag*, Montréal, Société Radio-Canada, 1979, 28 min.

des m-l à une erreur de parcours de jeunes en mal de repères, à un passé honteux qu'il vaut mieux exorciser. La lecture de Simard s'avère ainsi une quasi-négation des efforts de militance des m-l et de la volonté sincère des ces derniers d'améliorer le monde dans lequel ils vivaient²⁸.

Certains historiens et historiens de l'art ont étudié la création artistique des m-l, que ce soit en abordant leurs œuvres elles-mêmes ou, plus largement, en analysant la philosophie sur laquelle s'appuient la création et la distribution de ces œuvres. Ces auteurs insistent également sur le dogmatisme des groupes maoïstes. David Milot a fait l'analyse des principaux textes des théoriciens de l'art socialiste (Trotski, Brecht, Mao et Lukacs) en mettant en relief le positionnement du Parti communiste du Québec (PCQ) et d'En Lutte! sur les questions culturelles²⁹. Il constate une rigidité idéologique, particulièrement chez les militants d'En Lutte!, en ce qui a trait à la liberté laissée aux artistes, et ce même si la « ligne culturelle n'est pas clairement définie », la question culturelle étant secondaire³⁰. De fait, le rôle des artistes selon la conception de ce groupuscule était, somme toute, de faire passer le message politique du groupe : le médium culturel étant, avant tout, outil de propagande plutôt qu'œuvre artistique. Le côté utilitariste de l'art m-l (l'art pour *la* cause) est aussi identifié par Esther Trépanier³¹. L'historienne de l'art constate que, malgré une certaine histoire d'amour entre artistes et organisations de gauche, les collectifs de peintres marxistes-léninistes (ou collaborant avec les groupes m-l) sentaient leur liberté artistique brimée, leur rôle étant souvent limité

²⁸ Marcel Simard, *Il était une fois... le Québec rouge*, Productions Virage, 2003, 53 min.

²⁹ David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2000, 147 p.

³⁰ David Milot, « La conception de la culture chez En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 65-82.

³¹ Esther Trépanier, « Peindre à gauche », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 83-103.

à celui de « « faiseurs » d'affiches, de « badges » et de bannières », alors que leur volonté créatrice et d'expérimentation, n'était que peu considérée.

Se prononçant sur le dossier du *BHP* et sur l'analyse de la période m-l qui s'en dégage, Louis Gill insiste sur le fait que l'histoire du marxisme-léninisme au Québec fut, dès le départ, biaisée par l'utilisation même de l'expression « marxisme-léninisme ». Pour lui, ces groupes sont plutôt staliniens et l'utilisation du vocable marxiste-léniniste est somme toute stratégique : profiter du statut de Marx et Lénine, tout en minimisant l'image négative de Staline³². Gill est formel : il s'agit là du réel tabou historique autour de ce militantisme d'extrême gauche. Il ajoute que les références aux modèles chinois et albanais ne sont qu'illusions : encore là, c'est la « structure bureaucratique et autoritaire » de Staline qui prévaut au sein de ces organisations. D'ailleurs, la lutte desdits maoïstes contre les trotskistes, est aussi un héritage de Staline³³. À sa manière donc, Gill souligne aussi le caractère très dogmatique de ce militantisme des années 1970.

L'action des m-l sur l'échiquier politique et social ne s'est pas faite sans quelques heurts. Plusieurs auteurs ont condamné leur type de militantisme et ce, dès les premières années d'activité des groupuscules. C'est le cas de Jacques Benoît dans *L'extrême gauche*, un recueil d'une série d'articles que ce journaliste a publiée dans *La Presse* entre

³² Louis Gill, « Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement « marxiste-léniniste » au Québec, paru dans le numéro d'automne 2004 du *Bulletin d'histoire politique* », *BHP*, vol. 14, no 1, automne 2005, p. 299-307. Il faut mentionner que Gill n'est évidemment pas le premier à caractériser les m-l de « staliniens ».

³³ Gill revient, par ailleurs, sur cette idée de groupes « staliniens maoïstes » dans ces deux articles sur le GSTQ : Louis Gill, « Le groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) : première partie », *BHP*, vol. 14, no 2, hiver 2006, p. 227-248 et Louis Gill, « Le groupe socialiste des travailleurs (1974-1987). Deuxième partie : Les autres dimensions de l'activité politique du GST », *BHP*, vol. 14, no 3, printemps 2006, p. 271-292.

le 7 mai et le 25 juin 1977. Le journaliste insiste beaucoup sur la présence des membres de groupes d'extrême gauche (maoïstes comme trotskistes) dans les différents syndicats : soit les syndicats du secteur industriel, ceux du secteur des organismes communautaires ou encore celui des services hospitaliers. Ceci dit, Benoît développe ces idées en insistant probablement un peu trop sur la notion de menace communiste. Malgré son approche qui manque de nuances et qui lui a valu des accusations d'anti-communisme, l'ouvrage reste tout à fait pertinent pour la quantité et, somme toute, la qualité des informations qu'on y retrouve³⁴. Deux articles publiés dans *L'Actualité* en 1976 et 1998 se retrouvent sensiblement dans la même lignée de vulgarisation et développent également un point de vue très critique du mouvement m-l. Le journaliste Yves Taschereau, qui a écrit le premier de ces textes, insiste sur le danger de la présence de militants de ces groupes dans les syndicats, les groupes communautaires et les comités de citoyens à cause du « parasitage » et de la « nuisance généralisée » qu'ils y engendrent. Leur « dictature » ruine la démocratie citoyenne et nuit à la gauche modérée³⁵. Davantage nuancé, le texte plus récent de Louise Gendron insiste, comme celui de Taschereau par ailleurs, sur l'intensité de l'engagement des militants maoïstes pour qui le travail n'avait quasiment pas de limites³⁶. Si ces deux articles proposent des analyses déjà connues, ils ont cependant la qualité de permettre à la thématique du marxisme-léninisme de sortir des milieux intellectuels et ainsi accéder au grand public.

³⁴ Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, Montréal, Éditions La Presse, 1977, 137 p.

³⁵ Yves Taschereau, « Ils sont fous, ces Marxiens ! », *L'Actualité*, vol. 1, no 3, novembre 1976, p. 44-50.

³⁶ Louise Gendron, « Vive le Québec rouge ! », *L'Actualité*, 15 décembre 1998, p. 62-71.

La question des luttes secondaires

La question des luttes secondaires découle directement du thème précédent, c'est-à-dire qu'elle est intimement liée à l'idéologie marxiste-léniniste et aux actions des groupes. Nous avons identifié deux thématiques particulièrement sensibles qui marquent l'historiographie : la question du statut des femmes et la question nationale. C'est précisément la « secondarisation » de ces deux « oppressions » qui joue un rôle important, selon plusieurs observateurs, dans la débandade des groupes au début des années 1980. Il est impératif pour nous de mieux saisir ces problématiques, car ces débats idéologiques se sont répétés dans les syndicats, à travers notamment, les débats sur la condition des femmes et le débat sur le référendum de 1980.

Un certain nombre d'analyses de l'expérience m-l au Québec ont été faites dans une perspective féministe. En effet, les groupes maoïstes des décennies 1970 et 1980 considéraient que la contradiction principale (ou oppression fondamentale), qui se dégage de l'analyse des rapports de force au sein de la société est celle opposant la bourgeoisie canadienne au prolétariat canadien. Tous les efforts doivent donc être concentrés sur le combat contre la bourgeoisie canadienne pour en venir au renversement du système capitaliste. Ce n'est qu'une fois ce système aboli que l'émancipation des femmes deviendrait réalité : l'oppression des femmes découlant du système capitaliste. C'est exactement ce que Pierrette Bouchard reproche aux groupuscules m-l dans une analyse

parue en 1985 : le déclassement de la question féminine à un second rang³⁷. C'est à travers une analyse du discours de la LC(ml)C sur la question des femmes qu'elle constate que, globalement, la lutte féministe était qualifiée de petite-bourgeoise et, par conséquent, nuisible au projet révolutionnaire. À cette réflexion, Lucille Beaudry a proposé, plus récemment, certaines nuances³⁸. Elle considère que la position des groupes d'extrême gauche s'est modifiée à travers les années, passant d'une opposition aux revendications féministes à une approche d'inclusion du combat d'émancipation des femmes au sein de la lutte révolutionnaire. Beaudry considère que ce repositionnement est redevable à l'effort de persuasion de militantes oeuvrant au sein de ces groupes. Il s'agit d'un constat fort éclairant, car il remet en question, du moins partiellement, le dogmatisme, présumé inviolable, du mouvement marxiste-léniniste québécois.

C'est sensiblement la même logique – celle de contradiction principale versus contradiction secondaire – qui touche la question nationale ; le moment le plus crucial de cette position étant vraisemblablement le référendum de 1980. Ne voulant pas diviser les forces de la classe ouvrière canadienne et voulant du même coup refuser l'appui aux partis bourgeois (libéral comme péquiste), En Lutte! et la Ligue inciteront à l'annulation du vote au référendum de 1980. De manière plus générale, c'est aussi le sentiment internationaliste qui est priorisé face à un sentiment nationaliste, souvent porteur, pour les m-l, d'un relent de chauvinisme, pour ne pas dire d'impérialisme. Cette question fut étudiée par Sébastien Degagné qui, dans son mémoire de maîtrise, considère que le mot

³⁷ Pierrette Bouchard, *Féminisme et marxisme. De Marx à la Ligue communiste canadienne : une certaine continuité*, Québec, Les Cahiers de recherche du Groupe de recherche multidisciplinaire féministe, Université Laval, Cahier no 3, 1985, 66 p.

³⁸ Lucille Beaudry, « Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 57-63.

d'ordre d'annulation au référendum concourt « à la marginalisation du mouvement m-l auprès des masses »³⁹. Il rappelle ainsi, dans un article plus récent, que ce positionnement des maoïstes sur la question nationale contribua au déclin du mouvement : ce facteur s'ajoutant à ceux de la composition sociale des groupes, trop fortement liés aux intellectuels et trop peu au milieu ouvrier, et à l'essoufflement de la conjoncture plus radicale des années 1970⁴⁰. Le sociologue Louis Favreau a, lui aussi, insisté sur le fait que l'alignement des militants de gauche, soit sur le PQ ou les partis radicaux (m-l), a divisé les appuis à la question indépendantiste québécoise⁴¹. Constat qui est par ailleurs au centre de l'essai de l'indépendantiste bien connu Pierre Dubuc, *L'autre histoire de l'indépendance*⁴². Dubuc insiste sur ce rendez-vous manqué avec l'histoire qu'est le référendum de 1980. Il considère que les m-l ont très mal compris la situation politique de l'époque et que le choix de Pierre Vallières de se lier au PQ était beaucoup plus judicieux que celui de Charles Gagnon d'emprunter la voie de l'extrême gauche. Dubuc reprendra cette réflexion dans un article pour le dossier spécial sur les m-l du *Bulletin d'histoire politique*⁴³. Il y souligne que l'analyse de la situation internationale et canadienne des m-l, basée sur la théorie maoïste des trois mondes, était erronée et inadéquate pour répondre à la question du nationalisme québécois. En définitive, les positions controversées des organisations marxistes-léninistes sur la lutte d'émancipation des femmes et la question nationale soulèvent l'ire de plusieurs militants

³⁹ Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et...*, p. 103.

⁴⁰ Sébastien Degagné, « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 119-128.

⁴¹ Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 281-296.

⁴² Pierre Dubuc, *L'autre histoire de l'indépendance. De Pierre Vallières...*, 2003.

⁴³ Pierre Dubuc, « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 129-138.

progressistes. La question des luttes secondaires influence donc la nature des relations entre les militants m-l et certains syndicats. La marginalisation des problématiques nationale et féministe contribue ainsi à isoler les m-l d'une part non négligeable des militants syndicaux.

Radicalisme et présence marxiste-léniniste dans le mouvement syndical québécois

Notre intention, dans cette section consacrée aux études sur l'histoire du syndicalisme québécois, n'est pas, bien évidemment, de réaliser un bilan exhaustif de l'historiographie portant sur le syndicalisme, mais plutôt de faire ressortir les éléments qui sont susceptibles d'enrichir notre analyse. C'est pour mieux comprendre la présence des m-l dans les syndicats et, jusqu'à un certain point, pouvoir juger de l'impact du militantisme maoïste dans les institutions syndicales au cours des années 1970 et 1980 qu'il est primordial de bien connaître l'histoire de ces dernières.

S'il est un élément sur lequel la grande majorité des spécialistes insiste lorsque vient le temps de définir le syndicalisme québécois des années 1960 à 1980, c'est bien celui de la radicalisation des trois grandes centrales syndicales : la CSN, la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). Jacques Rouillard, dans sa synthèse de l'histoire syndicale au Québec, expose la présence d'un discours syndical fortement teinté de socialisme et une critique sévère du système capitaliste⁴⁴. À preuves, le schisme de 1972 à la CSN, qui mène à la création, par la tendance plus conservatrice de la CSN, de la Centrale des syndicats

⁴⁴ Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2004, 335 p.

démocratiques (CSD) ainsi que la multiplication des publications à tendance socialiste par les différents syndicats⁴⁵. Tout n'est cependant pas aussi clair et simple : des auteurs comme Louis Fournier considèrent qu'il y a une nuance entre la volonté somme toute réformiste de la FTQ (plus enclinée sur le PQ) et le radicalisme parfois « pur et dur » de la CSN⁴⁶. De plus, Jean-Marc Piotte démontre très bien qu'il y a un recul du radicalisme des syndicats dès la fin des années 1970 et le début des années 1980, et donc que le radicalisme syndical fut relativement de courte durée. Piotte explique comment la stratégie des syndicats s'est transformée à cette époque, passant du syndicalisme de combat, influencé par la théorie marxiste, au partenariat avec le secteur public et privé⁴⁷.

Mais comment se définit ce radicalisme ? Comment a-t-il émergé au Québec ? Pour plusieurs, la radicalisation devient possible avec le renouvellement des forces syndicales. Pour Bernard Solasse, l'entrée massive des employés de la fonction publique à la CSN en 1965 et 1966 (à la suite de la modification du Code du Travail en 1964), ainsi que l'ouverture du second front par Marcel Pepin en 1968 ont amené un brassage

⁴⁵ Au sujet de la création de la CSD, voir Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express/CSN, 1981, 335 p. Publications syndicales influencées par le socialisme : *L'État, rouage de notre exploitation* (1971), *Un seul front* (1971) et *Le Combat inévitable* (1973) de la FTQ, *École et luttes de classes au Québec* (1974) de la CEQ et *Ne comptons que sur nos propres moyens* (1971) de la CSN.

⁴⁶ Louis Fournier, *Histoire de la FTQ. 1965-1992. La plus grande centrale syndicale au Québec*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1994, 292 p. Il faut savoir que des tensions se développent entre la FTQ et la CSN, particulièrement à la suite de l'élection du PQ en 1976. Alors que la FTQ participe plus « franchement » aux sommets économiques du PQ, comme celui de La Malbaie en 1977, la CSN est plus hésitante et songe même à les boycotter. Dans son rapport moral de 1979, Louis Laberge, alors président de la FTQ, critique le « charriage idéologique » de la CSN et ses « positions suicidaires » face au patronat et l'État. L. Fournier, *Histoire de la FTQ. 1965-1992*, p. 143.

⁴⁷ Jean-Marc Piotte, « Du combat au partenariat », dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2^e Édition, 2002, p. 385-403.

d'idées qui a favorisé un positionnement plus progressiste⁴⁸. Jean-François Cardin avance pour sa part que les syndicats se radicalisent en partie parce qu'il y a beaucoup de pression sur leur gauche (Comités de citoyens, CAPs, FLQ, Parti Pris)⁴⁹. De plus, il affirme que la crise d'octobre 1970 accélère et confirme la radicalisation des syndicats entre 1970 et 1975⁵⁰. De cet environnement radical émerge des projets socialistes (explicites à la CSN et à la CEQ), dont le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CCSNM) représente l'épicentre, selon Poirier⁵¹. Toutefois, ces projets restent flous et incomplets comme le constatent Roch et Serge Denis : le radicalisme restant bien souvent au niveau du discours, du débat, c'est-à-dire dans la théorie et non dans la pratique⁵². De plus, il n'y a pas homogénéité dans le radicalisme syndical, plusieurs tendances s'y retrouvent et tentent de faire valoir leurs positions.

⁴⁸ Bernard Solasse, « Les idéologies de la FTQ et de la CSN, 1960-1978 », dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976. Tome II : Les mouvements sociaux, les syndicats*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 219-294. Le président de la CSN, Marcel Pepin, présente son rapport moral de 1968, sous le titre *Le deuxième front*. Le document exprime la volonté de la CSN de lutter sur les fronts politique et social (2^e front) et non plus seulement sur le front de l'action syndicale (1^{er} front). Le document influencera grandement le développement du projet de société socialiste de la CSN.

⁴⁹ Jean-François Cardin, « La CSN et le syndicalisme de combat (1960-1975) », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 33-38.

⁵⁰ Jean-François Cardin, *La crise d'Octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*, Montréal, Collection RCHTQ : Études et Documents, no 1, 1988, 309 p.

⁵¹ Stéphanie Poirier, *Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN) à l'heure de la radicalisation syndicale, 1968-1980*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, 114 p. et Stéphanie Poirier, « Solidarité et luttes de classes : du Deuxième front au socialisme au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), 1968-1980 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 31, no 1, printemps 2005, p. 4-16.

⁵² Roch Denis et Serge Denis, *Les syndicats face au pouvoir : syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, Ottawa, Éditions du Vermillon, 1992, 196 p. Ce constat est au cœur de la contestation d'une part de la gauche pour mener encore plus loin le radicalisme syndical. Voir, entre autres, l'ouvrage engagé de Diane Éthier, Jean-Marc Pottie et Jean Reynolds, *Les travailleurs contre l'État bourgeois, avril-mai 1972*, Montréal, Éd. L'Aurore, 1975, 275 p., où l'on note dès lors la contradiction entre un discours de plus en plus radical (clairement teinté de socialisme) et des pratiques syndicales somme toute réformistes (plus traditionnelles).

C'est bien le cas des militants marxistes-léninistes, une présence qui dérange, selon plusieurs commentateurs. Louis Favreau et Pierre L'Heureux ont bien décrit l'ambiance qui pouvait régner lors des congrès de la CSN⁵³. À titre d'exemple, au congrès général de 1977, un débat fait rage sur la « présence de groupes politiques au sein de la Centrale », certains critiquant fermement la stratégie maximaliste de ces militants (grève générale, refus de toute réforme...). Ces tensions reviendront dans les débats sur l'appui au PQ et à son référendum et, plus généralement, sur tout ce qui touche à la question nationale. De même, Dominique Gaucher mentionne que les m-l ont ralenti les débats sur l'équité salariale et, plus globalement, les revendications des femmes dans les syndicats, pour protéger « la sacro-sainte unité de la classe ouvrière »⁵⁴. D'autres auteurs comme Bernard Dionne et Michel Doré, sans être aussi explicites sur les actions m-l dans les syndicats, parlent tout de même de « perturbations » dans les organisations syndicales ou encore de « confusion » comme impact de leur militantisme⁵⁵. De même, Fernand Harvey rappelle que les militants qui maintenaient une « double allégeance » (à une centrale syndicale et à un parti d'extrême gauche) ont créé des « tensions » qui ont laissé des marques⁵⁶. Finalement notons la réflexion de Claude Ryan sur le caractère radical des syndicats des décennies 1960-70, dans laquelle il affirme qu'il s'agit d'une des périodes les « moins fructueuses et des plus confuses dans l'histoire du mouvement

⁵³ Louis Favreau et Pierre L'Heureux, *Le projet de société de la CSN. De 1966 à aujourd'hui. Crise et avenir du syndicalisme au Québec*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière, 1984, 269 p.

⁵⁴ Dominique Gaucher, « La CSN et l'enjeu de l'équité salariale », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 81-90.

⁵⁵ Bernard Dionne, *Le syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1991, 126 p. et Michel Doré, « La CSN : 1975 à aujourd'hui », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 45-55.

⁵⁶ Fernand Harvey, « L'histoire des travailleurs québécois : les variations de la conjoncture et de l'historiographie », dans Fernand Harvey (dir.), *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 9-48.

syndical québécois »⁵⁷. Si les spécialistes du syndicalisme n'ont jamais traité au premier plan de la présence des marxistes-léninistes dans les centrales syndicales, ils ont, nous l'avons vu, soulevé des pistes de réflexion intéressantes, s'attardant surtout à démontrer les effets négatifs de la présence de ces groupes dans les centrales syndicales. La présente étude vise précisément à faire l'analyse plus systématique du phénomène, en explicitant le militantisme des marxistes-léninistes dans les institutions syndicales.

Problématique et hypothèses

Comme nous venons de le voir, aucune des études citées précédemment n'aborde de façon précise les liens entre le mouvement marxiste-léniniste québécois et les principales centrales syndicales de la province. Cela représente, à notre avis, une carence importante. L'originalité de notre travail tient au fait qu'il lie les historiographies du marxisme-léninisme et du syndicalisme, ce qui représente un angle intéressant afin de renouveler la réflexion dans ces deux champs de recherche, certes très proches, mais malheureusement trop souvent étanches.

Après ce tour d'horizon, la question demeure entière : quels furent les rapports entre le mouvement marxiste-léniniste et les centrales syndicales québécoises entre 1972 et 1983 ? Les objectifs principaux de notre démarche sont de mieux saisir le sens de l'implication marxiste-léniniste dans les syndicats québécois, que ce soit au niveau du

⁵⁷ Claude Ryan, « Syndicalisme et pouvoir politique au Québec » dans Yves Bélanger, Robert Comeau, Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, p. 203-212

milieu de travail ou au niveau de la centrale syndicale. De même, nous voulons comprendre l'intérêt de l'adhésion des groupuscules maoïstes à des pratiques syndicales révolutionnaires. Finalement, c'est aussi toute la question des influences et des impacts sur le monde syndical au cours des décennies 1970 et 1980 qui nous intéresse. Plus précisément, notre problématique de recherche interroge les relations entre les groupuscules marxistes-léninistes, à savoir En Lutte! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, et les centrales syndicales québécoises. Effectivement, il nous semble pertinent de mieux comprendre la nature des liens et des influences réciproques entre ces acteurs sociaux. L'objectif premier de cette recherche est de mettre en relief le militantisme des marxistes-léninistes au sein de ces institutions syndicales. Nous cherchons à savoir comment les m-l perçoivent les syndicats et par quelles tactiques ils cherchent à infléchir à la fois leur idéologie et leurs moyens d'action.

Certaines hypothèses se profilent dès lors : selon nous, la structure ouverte des syndicats, c'est-à-dire démocratique et accessible à tous les travailleurs syndiqués, a permis à un grand nombre de membres et sympathisants m-l de s'y intégrer et d'y faire valoir des positions d'extrême gauche. Et c'est justement le militantisme soutenu des m-l qui, contrastant avec celui beaucoup plus modéré de l'ensemble des membres syndiqués, leur a permis d'influencer les positions et les stratégies des centrales syndicales, du moins de s'y faire entendre et de susciter des débats, particulièrement entre 1975 et 1980. Il y a donc une forme de dialectique, pour reprendre une expression chère aux marxistes, entre l'ouverture des syndicats et ce que nous pouvons appeler la militance extrême des marxistes-léninistes québécois. Notre recherche sur cet aspect du militantisme syndical

des marxistes-léninistes québécois éclaire des zones d'ombre de l'histoire politique récente de la province. De plus, cette étude amène une connaissance plus profonde de la place du radicalisme dans la culture politique québécoise et à une meilleure compréhension du militantisme et de ses rouages.

Méthodologie et présentation des sources

Afin de mener à bien notre démarche, nous avons opté pour une démonstration thématique en trois sections : premièrement, l'analyse du discours des marxistes-léninistes au sujet du monde syndical ; deuxièmement, l'examen des stratégies et des actions des m-l face aux syndicats ; finalement, l'étude du militantisme m-l dans les instances de la CSN. Afin de pouvoir répondre à nos interrogations, la construction d'un corpus complet et varié fut nécessaire. Nous présenterons ici les principales sources utilisées.

Notre corpus est composé des différentes publications du groupe En Lutte! (le journal *En Lutte!*, 1973-1982 ; la revue *Unité Proletarienne*, 1976-1982 ; les *Cahiers* théoriques ; les nombreuses brochures) et de celles de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (le journal *La Forge*, 1975-1983 ; la revue *Octobre*, 1977-1982 ; les nombreuses brochures), toutes accessibles à la bibliothèque centrale de l'UQAM, ainsi qu'au bureau de la chaire Hector-Fabre (toujours à l'UQAM). Outre les publications, les fonds d'archives des deux groupes donnent accès à une foule de documents précieux : des correspondances, des procès-verbaux, des rapports ou encore différents bilans et analyses

internes⁵⁸. Ces documents nous donnent des informations sur les membres et les sympathisants, ainsi que des renseignements fondamentaux sur les activités et les réalisations des groupes (assemblées, participation à des congrès, activités politiques et sociales des organisations). Ces sources permettent de faire l'inventaire des pratiques de militance des marxistes-léninistes québécois à l'égard des grandes centrales syndicales et de mieux comprendre les stratégies qu'ils développent et mettent en application.

De plus, dans l'intention de diversifier nos sources et afin de confirmer la justesse de nos informations, nous avons réalisé des entretiens oraux avec six anciens militants syndicaux⁵⁹. Ces militants ont soit joué un rôle direct dans les interactions entre les organisations m-l et les syndicats ou ont été des témoins privilégiés de ces interactions. Bien entendu, nous sommes au fait des risques reliés à l'enquête orale : la mémoire a ses limites et les souvenirs sont souvent reconstruits. Ceci dit, en s'appuyant sur les archives écrites pour mener ces entrevues, il fut à notre avis possible d'éviter les principaux pièges de l'enquête orale. Les questionnaires préparés pour mener ces entretiens semi-dirigés d'environ une heure, étaient personnalisés, c'est-à-dire adaptés à l'expérience particulière de chacun des participants. D'ailleurs, nous avons laissé place à l'improvisation lorsque nous le jugions opportun, en nous adaptant aux réponses des participants.

⁵⁸ UQAM. Service des archives et de gestion des documents (SAGD). Fonds d'archives de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte! (38P). UQAM. SAGD. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P).

⁵⁹ Entrevues effectuées, en ordre chronologique : Fernand Foisy, 9 juillet 2007, Pierre-Paul Roy, 27 août 2007, Louis Gill, 27 août 2007, Gérald Larose, 19 septembre 2007 et Gaétan Tremblay et Jean-Yves Vézina, 19 septembre 2007.

De manière complémentaire, diverses sources syndicales, comme les procès-verbaux des congrès généraux, ont été dépouillées en vue de mieux comprendre le point de vue syndical sur l'agitation marxiste-léniniste ; essentiellement les archives de la CSN⁶⁰. Si nous nous intéressons aussi à la FTQ et à la CEQ, nous ne tenons pas compte, par ailleurs, de la CSD, ni des syndicats indépendants comme le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) ou de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), bien que ces derniers syndicats étaient touchés par le militantisme m-l. Les publications des centrales syndicales peuvent aussi en dire long sur les tendances idéologiques et les débats importants de l'époque. Pour reprendre les mots de Jean-François Cardin :

Un moyen sûr et éprouvé de mesurer l'impact d'un événement auprès d'un mouvement aussi vaste et complexe que le syndicalisme, est d'aller voir la place que lui réserve le discours des centrales, en quels termes celles-ci en parlent et quel souvenir les dirigeants en ont gardé⁶¹.

Dans l'ensemble, ces sources syndicales nous permettent d'évaluer la présence réelle et effective des membres d'organisations m-l dans les différents syndicats. Ce sont aussi ces sources qui nous renseignent sur les effets qu'a pu avoir la militance m-l dans les syndicats.

⁶⁰ CSN. Services des communications : documentation, Montréal.

⁶¹ Jean-François Cardin, *La crise d'Octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*, p. 239.

PREMIER CHAPITRE

Le discours marxiste-léniniste à propos du mouvement syndical québécois

En pratique, pour les militants marxistes-léninistes, reconnaître le rôle dirigeant de la classe ouvrière, c'est se lier le plus étroitement possible aux couches combattives du prolétariat et former avec les ouvriers des cellules communistes.

*En Lutte!*¹

L'objectif de ce chapitre est de définir le discours des marxistes-léninistes sur la question du syndicalisme. L'exercice est fondamental, car il permet de mieux saisir les particularités du propos m-l sur le mouvement ouvrier, d'autant plus que ce discours valide les actions des organisations. Ce chapitre se divise en trois sections : tout d'abord, nous nous intéresserons aux principales critiques qu'adressent les m-l aux centrales syndicales et à leurs représentants. Par la suite, nous identifierons le programme syndical des marxistes-léninistes, soit le syndicalisme de lutte de classe. Finalement, nous analyserons les débats au sein du mouvement m-l à propos du syndicalisme : débats qui opposent les partisans d'En Lutte! et ceux qui sont identifiés à la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et aux groupuscules qui fusionneront avec la Ligue.

¹ En Lutte!, « Le rôle dirigeant de la classe ouvrière », *Les Cahiers d'EN LUTTE!*, no 8. Un recueil des dix premiers « Cahiers » a été publié par En Lutte! ; la citation est tirée de ce recueil. En Lutte!, *Les Cahiers d'EN LUTTE!*, no 1 à 10, Montréal, Les Presses Solidaires, 1975, p. 8.

La critique marxiste-léniniste du mouvement syndical

Un des premiers éléments qui émerge à la lecture des publications des groupuscules marxistes-léninistes est l'approche de confrontation avec les institutions en place (État, système judiciaire ou services policiers). Constat somme toute élémentaire, lorsque l'on se rappelle la volonté révolutionnaire de ces groupes : ce discours fait évidemment partie de la stratégie d'agitation-propagande (agit-prop) de maximisation des contradictions du capitalisme en vue de favoriser sa destruction éventuelle. Les organisations syndicales devront « encaisser » une part importante de la critique m-l. Ce qu'il faut bien noter, c'est que pour les marxistes-léninistes, le mouvement syndical doit jouer un rôle historique bien particulier, rôle identifié par les marxistes bien avant la formation des premiers groupuscules québécois². Effectivement, comme le mentionnent Comeau et Dionne :

Pour les communistes, les syndicats constituent la première forme organisationnelle de la conscience ouvrière. C'est la manifestation évidente de l'existence même des travailleurs comme classe sociale et non comme une masse d'individus isolés. [...] Organismes défensifs, ce sont aussi des « écoles de la lutte des classes », comme l'avait indiqué Lénine : les travailleurs y apprennent les lois de la solidarité de classe et aussi les limites de la stricte action défensive contre les « empiètements du capital » (Engels). Investir les syndicats, en créer au besoin, en prendre la direction pour qu'ils reconnaissent le rôle dirigeant du Parti unique de la classe ouvrière, tel doit être le rôle dirigeant des communistes à l'intérieur du mouvement ouvrier.

² Par ailleurs, les m-l, et les communistes de manière générale, ne sont pas les seuls à rechercher une alliance avec le mouvement ouvrier (ex : Confédération générale du travail (CGT) avec le Parti communiste français (PCF) en France). Les partis sociaux-démocrates ont, dans plusieurs pays, entretenu des liens étroits avec les syndicats : FTQ, CSN avec le PQ au Québec ; Congrès du travail du Canada (CTC) avec le Nouveau parti démocratique au Canada ; Fédération syndicale avec Parti socialiste en Allemagne ; l'Union des syndicats (Trade Union Congress) avec le Parti travailliste (Labour Party) en Angleterre. Voir Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2002, p. 274.

Dans cette perspective, les syndicats sont autant de « courroies de transmission » (Lénine) des directives du Parti aux masses ouvrières³.

La destinée des syndicats ne peut donc pas être prise à la légère et ne peut pas être laissée entre les mains d'agents jugés corrompus et incompetents. C'est le sort de la révolution socialiste au Canada qui est en jeu, comme le mentionne le comité central d'En Lutte! :

L'intervention des communistes dans les syndicats est une question de la plus haute importance. Regroupant les travailleurs organisés de notre pays, les syndicats jouent un rôle important dans la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière et sont appelés à jouer un rôle tout aussi important dans la révolution canadienne et plus tard dans l'édification de la société socialiste dans notre pays⁴.

Par ailleurs, l'implication des communistes dans les syndicats est aussi la voie à privilégier pour rallier des ouvriers aux groupuscules et au futur Parti. Le recrutement des ouvriers avancés se fera si les communistes savent mener les luttes à leurs côtés :

Et cela prend une importance particulière aujourd'hui où la composition sociale de notre groupe, voir du mouvement marxiste-léniniste, est majoritairement petite-bourgeoise. Il faut donc lutter pour la prolétarianisation de notre groupe et cela doit se matérialiser par un changement progressif de sa composition sociale⁵.

Nous nous intéresserons ici à deux aspects de cette critique du mouvement syndical : tout d'abord une critique idéologique des institutions syndicales et, en deuxième lieu, une critique des pratiques syndicales des représentants des différentes centrales.

³ Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989, p. 369.

⁴ Comité central d'En Lutte!, *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mai 1978, p. 7.

⁵ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-520/1, Le Bureau d'Organisation (En Lutte!), « Notre politique et modalités d'adhésion », 19 février 1977, p. 3. C'est EL! qui souligne.

Une critique idéologique

Le mouvement marxiste-léniniste s'est positionné face aux différentes approches idéologiques défendues dans les centrales syndicales québécoises. Des approches différentes car, nous y avons fait référence dans notre bilan historiographique, les centrales syndicales québécoises sont loin d'être idéologiquement homogènes. À l'époque étudiée, tout particulièrement de 1975 à 1979, il y a une lutte d'influence – lutte plus ou moins ouverte selon le cas – entre les représentants des différentes tendances ; la tendance marxiste-léniniste et son syndicalisme de lutte de classe n'étant qu'une des représentantes de cette pluralité. Quatre approches syndicales sont généralement identifiées dans les publications marxistes-léninistes⁶ : le syndicalisme de boutique, le syndicalisme d'affaire (ou réformiste), le syndicalisme de combat et le syndicalisme de lutte de classe. Nous reprendrons chacune des tendances et analyserons la position des organisations m-l face à celles-ci. Cette analyse nous permettra d'approfondir des concepts récurrents dans le discours m-l, tels l'« économisme » et le « spontanéisme ».

Tout d'abord, parlons brièvement du syndicalisme de boutique. Décrits par tous les syndicalistes progressistes, les défenseurs de cette approche craindraient la confrontation entre travailleurs et patronat comme la peste. En fait, comme le souligne le groupuscule m-l de la Cellule ouvrière révolutionnaire, bien souvent « les syndicats de boutique [sont] mis sur pied par les compagnies [elles-]mêmes »⁷. Il n'est donc pas question de solidarité intersyndicale entre travailleurs ni d'action politique, mais plutôt de

⁶ Nous reprenons ces catégories, tout en étant conscients qu'elles représentent avant tout la vision m-l du syndicalisme québécois.

⁷ COR, *À propos des syndicats – Classe contre classe*, Montréal, printemps 1975, p. 1.

localisme et de collaborationnisme avec le patronat. Nulle surprise alors de constater que les m-l s'opposent à ce syndicalisme, comme d'ailleurs les partisans du syndicalisme d'affaire et du syndicalisme de combat.

Pour sa part, l'idéologie du syndicalisme dit d'affaire est une approche qui vise essentiellement à l'amélioration des conditions économiques des travailleurs syndiqués en privilégiant la négociation collective. C'est une approche plus traditionnelle, défendue tout au long du 20^e siècle par différents leaders syndicaux, autant à la FTQ (et les unions internationales qui la constituent) qu'à la CSN (et son ancêtre, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC)). Les aspects social et politique en étant habituellement évacués, les m-l le décriront comme un syndicalisme économiste, qui ne changera jamais rien à la condition fondamentalement opprimée de la classe ouvrière. Ainsi, comme le souligne En Lutte ! : « [la position économiste] conduit à réduire la lutte de classe aux seules luttes ouvrières menées pour des avantages immédiats, des avantages exclusivement d'ordre économique à de rares exceptions près »⁸. Ce réformisme (souvent associé à la tendance politique sociale-démocrate) est sans valeur pour les révolutionnaires m-l. Pour ces derniers, le réformisme s'appuie sur la collaboration de classe entre les syndicats et les gouvernements, et, en conséquence, le syndicalisme d'affaire ne fait que camoufler la contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

En 1975, En Lutte! fait le constat historique suivant :

...dès que les premières organisations professionnelles se transformèrent en puissants syndicats enracinés dans toutes les principales branches d'industrie, la bourgeoisie de tous les pays capitalistes transforma sa tactique de

⁸ En Lutte!, *Contre l'économisme : A propos du Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières (C.S.L.O.)*, L'Équipe du Journal En Lutte!, Montréal, septembre 1975, p. 4.

répression brutale et chercha plutôt à prendre le contrôle des syndicats, à les intégrer à l'appareil d'État et à les transformer en instruments de collaboration de classe.

Aux États-Unis et au Canada, cette tactique a conduit à l'élimination des directions communistes et progressistes des syndicats et à leur remplacement par des éléments prêts à collaborer à l'oppression et à l'exploitation des travailleurs avec la bourgeoisie⁹.

De son côté, le syndicalisme de combat s'appuie notamment sur différents comités (action politique, informations...) et le recours à la grève, mais aussi à l'occupation et au sabotage au besoin¹⁰. Cette approche est théorisée dans les années 1970, en particulier par Jean-Marc Pottle et ses collègues militants du Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ). Les partisans du syndicalisme de combat considèrent « la lutte syndicale comme une guerre déclarée ou froide, selon le rapport de forces » et qu'il est impératif « que les travailleurs prennent conscience de l'exploitation » dont ils sont victimes¹¹.

Le syndicalisme de combat est officiellement défendu par le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal et pratiqué principalement dans les syndicats de la Fédération nationale des enseignants québécois (FNEQ) et de la Fédération des Affaires sociales¹². Ce type de syndicalisme se propage au CCSNM en 1971 et 1972, entre autres

⁹ En Lutte!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, supplément au journal *En Lutte!*, no 39 (vol. 2, no 18), 22 mai 1975, p. 2. C'est EL! qui utilise le caractère gras.

¹⁰ Voir Jean-François Cardin, « La CSN et le syndicalisme de combat (1960-1975) », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 33-38.

¹¹ Jean-Marc Pottle, *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977, p. 32 [version numérique], http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 28 août 2007.

¹² La FNEQ est fondée en 1969 et change de nom pour la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec en 1982. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, « Qui sommes-nous ? », http://www.fneeq.qc.ca/fr/fneeq/qui_sommes_nous/, site visité le 27 avril 2009.

dans le cadres des débats sur le document *Ne comptons que sur nos propres moyens* (1971), et persiste tout au long de la décennie 1970. À titre d'exemple, le 18^e congrès du CCSNM, qui se tient du 5 au 9 mai 1976, a pour thème « Construisons un syndicalisme de combat par la solidarité de classe »¹³.

Il faut souligner que le syndicalisme de combat s'appuie sur la lutte des classes, autrement dit, repose sur certains des préceptes de Marx et d'autres auteurs révolutionnaires. Mais ce qui distingue cette tendance de celle défendue par les m-l, c'est essentiellement la question du Parti. Comme le constate Piotte : « La pratique et la théorie du syndicalisme de combat ont enfin une autre limite : la question du Parti n'y est pas posée, à peine esquissée et plutôt mal »¹⁴. Or, il ne fait pas de doute que l'objectif fondamental des organisations marxistes-léninistes a toujours été la fondation du Parti ; pas n'importe quel Parti évidemment, le Parti révolutionnaire basé, non pas sur les ouvriers syndiqués, mais bien sur les groupuscules m-l, prétendues organisations d'avant-garde du prolétariat¹⁵. Le syndicalisme de combat n'est donc, pour les organisations maoïstes, qu'une version remodelée de l'anarcho-syndicalisme pratiqué dans les années

¹³ Selon Louis Gill, le syndicalisme de combat est progressivement mis de côté à partir de l'élection de la nouvelle direction du CCSNM en 1979 (équipe de Gérald Larose) ; nous revenons sur cette élection au troisième chapitre. Louis Gill, *Trente ans d'écrits syndicaux. Contributions à l'histoire du SPUQ. Recueil préparé à l'occasion du 25^e anniversaire de la grève de 1976-1977*, Montréal, SPUQ, 2002, p. 304 [version numérique], http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 12 juillet 2007.

¹⁴ J.-M. Piotte, *Le syndicalisme de combat*, p. 11 [version numérique].

¹⁵ À ce sujet, les militants m-l se distinguent des militants trotskistes, notamment ceux du GSTQ. En effet, ces derniers prônent la création d'un parti des travailleurs basé sur les syndicats, alors que les maoïstes insistent sur la création du parti révolutionnaire. Voir Louis Gill sur le Groupe socialiste des travailleurs du Québec, *BHP*, vol. 14, no 2, et vol. 14, no 3. Notons la principale exception à la règle : le Groupe marxiste révolutionnaire (trotskiste) est, à l'image des groupes m-l, contre la fondation d'un parti des travailleurs basé sur les syndicats et considère plutôt la primauté du parti révolutionnaire. Voir Bernard Rioux, « Bilan d'un cheminement, les organisations marxistes-révolutionnaires au Québec depuis le début des années 70 », [s.l.], 1989, [n.p., version numérique], *La Gauche : Journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme*, http://www.lagauche.com/Gauche_socialiste/GMR.htm, visité le 7 septembre 2006.

1920-1930, où la confrontation avec le patronat, bien que parfois exemplaire, n'amène pas la nécessité du Parti :

Ce courant s'appuie sur la récente vague de grèves dures, comme à Firestone en 73-74, et repose sur une conception étroitement économiste de la lutte de classe. Ses principaux porte-parole : le **Regroupement des comités des travailleurs**, et certains dirigeants syndicaux qui profitent d'une tendance combative positive des travailleurs canadiens actuellement pour ériger en principe absolu la spontanéité et le localisme (la lutte usine par usine), niant ainsi le rôle organisateur de la théorie marxiste-léniniste et la nécessité du parti prolétarien pour le renversement du capitalisme¹⁶.

La critique du syndicalisme de combat est, nous le voyons ici, intimement liée à la critique du spontanéisme, doctrine qui repose sur la confiance dans la spontanéité révolutionnaire des masses et qui, selon les m-l, amplifie abusivement le rôle historique des syndicats, tout en sous-estimant démesurément celui du Parti :

En accordant toutes les vertus au mouvement spontané, on limite objectivement le mouvement politique de la classe ouvrière. Elle n'a qu'à se doter d'organisations de défense combattives qui feront [sic], selon les défenseurs du réformisme, soit reculer la bourgeoisie jusqu'à la victoire finale, soit donner [sic] aux ouvriers la conscience de classe nécessaire pour qu'ils passent ensuite à la lutte politique¹⁷.

Évidemment, une telle lecture du syndicalisme de combat par les organisations marxistes-léninistes ne fait pas l'unanimité. Une des critiques les plus cinglantes est celle de Gordon Lefebvre, intellectuel de gauche impliqué à la rédaction de la revue *Chroniques* à la même époque. Pour Lefebvre, les m-l ont confondu la lutte contre le

¹⁶ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 6. C'est EL! qui utilise le caractère gras. Sur la même question, on peut également consulter : LC(ml)C, « Au Congrès du CCSNM. Le syndicalisme « de combat » : un cul-de-sac ! », *La Forge*, vol. 1, no 11, 20 mai 1976, p. 8.

¹⁷ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-630/7, « Bilan de notre intervention à Uniroyal », [s.d., ca1976-77], p. 2-3.

réformisme (l'idéologie) à la lutte contre les réformes (luttues immédiates des travailleurs, essentielles à l'éducation militante et politique des travailleurs). Lefebvre souligne :

Du syndicalisme de combat, trop quétaine et « réformiste », trop empreint de « démocratisme », on passe au « syndicalisme de classe » sans préciser ce que cela mange en hiver, surtout pendant une période d'austérité. [...] L'équation « syndicalisme de combat – ligne bourgeoise » ne manquera pas de se transformer en boomerang, comme cela est arrivé aux gauchistes du passé. Cette ligne aberrante souligne dramatiquement le vide théorique, l'absence d'analyse concrète et le retard de certains marxistes-léninistes sur la réalité en mouvement¹⁸.

Dans l'ensemble, on peut affirmer que c'est le caractère bourgeois, et par conséquent jugé contre-révolutionnaire, des différentes approches (syndicalisme de boutique, d'affaire et de combat) qui est dénoncé par les m-l. Au-delà des différentes analyses des tendances syndicales, le discours m-l réduit souvent le débat idéologique à l'essentiel : le combat entre deux lignes tactiques, à savoir celle bourgeoise (collaboration de classe) et celle prolétarienne (lutte de classe). La Ligue est le groupe qui développera spécifiquement cette vision manichéenne¹⁹. C'est, tout particulièrement, l'influence du penseur marxiste albanais Filip Kota qui fait son chemin au Québec, avec son ouvrage *Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial*²⁰. Voulant marquer au fer rouge son rejet de tout lien avec la bourgeoisie syndicale, la Ligue récupère le mot

¹⁸ Gordon Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », *Chroniques*, no 29-32 (automne-hiver 1977-1978), p. 89-90 et 97.

¹⁹ LC(ml)C, « Deux lignes dans le mouvement syndical », *La Forge*, vol. 1, no 3, 29 janvier 1976, p. 2, LC(ml)C, « Éditorial. Luttons contre la ligne bourgeoise dans le mouvement syndical », *La Forge*, vol. 1, no 6, 11 mars 1976, p. 3 ou encore LC(ml)C, *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*, Montréal, novembre 1975, p. 82.

²⁰ Filip Kota, *Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial*, Éditions NBE, 1974, 135 p.

d'ordre « classe contre classe », expression provenant de la période probablement la plus radicale et intransigeante de l'histoire de l'URSS²¹.

Une critique de la pratique syndicale des officiers syndicaux

Les marxistes-léninistes refusent toute forme de collaboration de classes : le tripartisme (négociations entre État, patronat, syndicat) est donc vilipendé avec acharnement. Pour les m-l, les « boss syndicaux » jouent la carte de la division et de la collaboration, c'est-à-dire la division de la classe ouvrière et la collaboration avec la bourgeoisie et son État :

C'est clair. La lutte de classes commence à être un peu trop aiguë au goût de la bourgeoisie. Elle songe sérieusement à lui régler son compte, et cela de façon « subtile », en faisant participer ses bons amis, les « boss » syndicaux, à la gestion de l'économie capitaliste. Ce qu'elle exigera en retour ? Simplement qu'ils fassent pression auprès des travailleurs pour restreindre leurs revendications salariales et leur interdire le droit de grève. C'est ça le tripartisme : **une attaque à nos droits démocratiques d'association et de grève.** [...] C'est ça que nous promettent les Joe Morris du Congrès du travail du Canada, Henri Lorrain du Syndicat canadien des travailleurs du papier, Louis Laberge, de la Fédération des travailleurs du Québec !²²

²¹ Sur la source historique de ce mot d'ordre : « ...confrontés aux querelles intestines que se livrent trotskystes, boukharinistes et staliniens, les délégués réunis à Moscou, pendant l'été 1928, décident de donner un virage à gauche aux partis communistes : on refusera toute collaboration avec les sociaux-démocrates, considérés désormais comme sociaux-fascistes, et le mot d'ordre « classe contre classe » exprimera ce durcissement. » Robert Comeau et Bernard Dionne (dir.), *Le droit de se taire*, p. 410. Ajoutons que la Ligue n'est pas la première au Québec à reprendre ce mot d'ordre. Un des groupuscules fondateurs de la Ligue, la Cellule ouvrière révolutionnaire l'utilisera notamment dans une brochure sur le mouvement syndical : *À propos des syndicats – Classe contre classe*, Montréal, printemps 1975, 5 p.

²² En Lutte!, *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mars 1977, p. 39-40. C'est EL! qui utilise le caractère gras. La Ligue y va aussi du même genre d'accusations contre les chefs syndicaux : LC(ml)C, « Les boss syndicaux freinent le mouvement ouvrier », *La Forge*, vol. 1, no 2, janvier 1976, p. 1 et « Au Québec, le sommet économique ouvre la voie à la collaboration de classe », *La Forge*, vol. 2, no 11, 26 mai 1977, p. 9.

Selon les organisations marxistes-léninistes, le tripartisme encourage une paix sociale au détriment de la classe ouvrière. Que ce soit dans le cadre d'un sommet économique ou d'un comité sur la santé et la sécurité au travail, le tripartisme n'est qu'une stratégie développée par l'État bourgeois afin de faire payer la crise du capitalisme au prolétariat. Cette approche en douceur n'impressionne guère les « maos », qui considèrent qu'il s'agit d'une tactique pour « faire passer la pilule » : « Le cœur de ce projet du tripartisme [...] est d'arriver à un accord par **lequel les syndicats s'engageraient à limiter volontairement les hausses de salaires** »²³.

Ce sont, il faut le spécifier, surtout les dirigeants syndicaux (élus et permanents) – aussi appelés les bureaucrates syndicaux – qui sont victimes des attaques les plus cinglantes. La Ligue voit en eux des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et syndical²⁴. De son côté, En Lutte! dénonce, dans la brochure *Qui manipule les syndicats ?*, la corruption et le caractère bureaucratique des dirigeants syndicaux, ces « véritables ennemis de la classe ouvrière »²⁵. EL! révèle ce qu'elle considère être de la complaisance syndicale et même une forme de prostitution des dirigeants :

En outre, l'État sait récompenser ceux qui l'ont bien servi et qui sont fatigués de prétendre qu'ils défendent la classe ouvrière. Ceux-là deviennent sous-ministres, juges du tribunal du travail, présidents de commissions des relations du travail, membres de commissions d'enquête... et même sénateurs ou gouverneur général²⁶.

²³ Ligue communiste (m-l) du Canada, *Contre la crise capitaliste. Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme !*, LC(ml)C, Montréal, [1977?], p. 18-19. C'est la Ligue qui utilise le caractère gras.

²⁴ LC(ml)C, *Document d'entente politique...*, p. 82.

²⁵ Charles Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, Montréal, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, mai 1979, p. 5.

²⁶ C. Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, p. 9. Dans le même ordre d'idées, la Ligue donne le ton dans la première parution de son journal, *La Forge* : « ...nous dénonçons les faux amis de la classe ouvrière... les boss syndicaux corrompus qui parlent d'unité et de lutte, mais qui pratiquent la division et la

Plus concrètement, on reproche un manque de transparence au niveau des prises de positions des syndicats, une attitude anti-démocratique face à divers types de dossiers.

C'est ce qui ressort de cette attaque d'En Lutte! :

Pour eux, tout va bien quand il n'y a pas d'assemblée syndicale et quand les conventions et les griefs se règlent ou ne se règlent pas dans l'intimité, entre eux et les représentants de l'entreprise. [...]

Soulevez ce problème devant les boss syndicaux et ils vous répondront avec une « profonde tristesse » que les travailleurs ne s'intéressent absolument pas aux assemblées syndicales, ni même aux conventions. Cette « constatation » faite, ils ajouteront que tout ce qui intéresse les travailleurs, ce sont les grosses autos et les skidoos! Ce qui révèle du même coup tout le mépris qu'ils ont pour la classe ouvrière²⁷.

Plus encore, on reproche la stratégie acceptée par certains chefs syndicaux lors de la négociation d'une convention collective ou d'une grève. C'est le cas d'En Lutte! qui accuse les dirigeants du syndicat de la *Montreal Locomotive Works* d'avoir saboté la lutte amorcée par les travailleurs en décembre 1974. Les responsables du syndicat auraient volontairement brisé le mouvement de grève en acceptant des congédiements pendant la période de négociation et en lançant la rumeur « selon laquelle la grève allait durer plusieurs mois, dans le but évident de provoquer un second vote » qui pourrait mettre fin à la grève²⁸.

D'autre part, c'est aussi le maraudage qui est conspué. Les chefs syndicaux sont accusés d'entretenir une atmosphère de compétitivité intersyndicale, ce qui cause la

démobilisation... ». LC(ml)C, « Éditorial », *La Forge*, vol. 1, no 1, décembre 1975; cité dans Pierrette Bouchard, *Féminisme et marxisme. De Marx à la Ligue communiste canadienne : une certaine continuité*, Québec, Les Cahiers de recherche du Groupe de recherche multidisciplinaire féministe, Université Laval, Cahier no 3, 1985, p. 30.

²⁷ C. Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, p. 12-13.

²⁸ En Lutte!, « À Montréal Locomotive : un contrat pourri grâce à un syndicat pourri », *En Lutte!*, no 30 (vol. 2, no 9), 16 janvier 1975, p. 3.

division ouvrière et donc l'affaiblissement du prolétariat face à la bourgeoisie. Ces responsables syndicaux, qualifiés de « bureaucrates opportunistes », sabordent la précieuse unité syndicale dans « la lutte unie contre l'ennemi commun », selon la LC(ml)C. C'est pourquoi « les campagnes de maraudage qui nuisent à l'unité ouvrière doivent être sévèrement condamnées »²⁹ ; il est plutôt paradoxal de voir les m-l appeler à l'unité syndicale et à la fin du maraudage, alors que le mouvement m-l est lui-même hautement divisé.

Enfin, mentionnons que les organisations m-l remettent en question le radicalisme des syndicats québécois. Pour eux, le discours radical que commencent à tenir les principales centrales syndicales (FTQ, CSN, CEQ) au début des années 1970 – et, au premier chef, celui de leur président respectif – est trompeur. Lors d'une assemblée de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) en 1972, c'est dans un discours enflammé que Louis Laberge lance son fameux : « Ce n'est pas des vitres qu'il faut casser, c'est le régime que nous voulons casser ! »³⁰. Dans les faits, les m-l observent un fossé considérable entre le discours radical, souvent féroce et anticapitaliste, et des pratiques syndicales plus traditionnelles, plutôt influencées par une approche réformiste. En Lutte! souligne, par exemple, l'écart entre les idées émises dans les publications officielles de la FTQ – *Avis de mobilisation* et *Le monde ouvrier* – et « leur transposition dans les faits » : « ...toutes ces belles paroles ne sont en fait que des

²⁹ LC(ml)C, *Document d'entente politique...*, p. 86.

³⁰ Louis Fournier, *Louis Laberge. Le syndicalisme, c'est ma vie*, Montréal, Québec/Amérique, 1992, p. 207.

slogans publicitaires. Slogans par lesquels la F.T.Q. laisse croire à la masse ouvrière qu'elle veut une réelle mobilisation »³¹.

En conclusion, il s'agit donc dans l'ensemble d'une tactique de dénonciation, de dévalorisation du système syndical en place. L'intention des m-l est évidemment de créer une crise au sujet de la crédibilité des chefs syndicaux en tant que dignes représentants de la classe ouvrière, en les accusant d'être des agents de la bourgeoisie à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les organisations m-l espèrent, si elles réussissent leur travail de propagande, avoir la possibilité de proposer leurs propres membres à la tête des syndicats afin de régler les problèmes de direction selon leur propres visées politiques.

Le programme syndical des marxistes-léninistes

En réponse à ces présumées déficiences qui gangrènent le mouvement ouvrier, les m-l proposent le syndicalisme de lutte de classe, un syndicalisme du prolétariat en voie vers la révolution socialiste. Si nous avons, jusqu'à maintenant, insisté sur le discours « négatif » des m-l – critiques du mouvement syndical, critiques de l'idéologie bourgeoise qu'on y défend ou encore critiques des permanents et élus syndicaux – nous analyserons dans cette section du chapitre ce que l'on pourrait appeler le discours « positif » des m-l : différentes propositions et pratiques défendues par les groupes

³¹ En Lutte!, « Les boss syndicaux de la F.T.Q. et la lutte contre les mesures Trudeau : grands parleurs, petits faiseurs », *En Lutte!*, no 64 (vol. 3, no 23), 24 juin 1976, p. 5. Mentionnons que pour En Lutte!, la CSN est aussi trop hésitante quand vient le temps d'agir : « Alors qu'au congrès de juin 1972, la grande directive de Pepin visait à renverser le régime Bourassa, le président de la CSN déclarait au début du mois que la priorité devait dorénavant aller aux rencontres avec les syndiqués de la base, à l'implication de la centrale dans les luttes des syndicats locaux ». En Lutte!, « La C.S.N. annonce... un retour en arrière », *En Lutte!*, no 2 (vol. 1, no 2), 27 septembre 1973, p. 6.

maoïstes qui définissent leur vision du syndicalisme révolutionnaire. Nous allons donc nous attarder à définir ce syndicalisme de lutte de classe en ciblant ses principales caractéristiques. Par la suite, nous identifierons les pratiques syndicales qui se lient à l'idéologie du syndicalisme de lutte de classe, dont l'appel constant à la grève générale.

Le syndicalisme de lutte de classe

Quand les organisations marxistes-léninistes québécoises ont voulu définir le rôle des syndicats dans le système capitaliste et celui des communistes dans ces mêmes syndicats, elles se sont tout naturellement tournées vers les classiques du marxisme-léninisme pour combler leur quête de sens³². Le syndicalisme de lutte de classe qu'elles défendent est donc empreint d'une orthodoxie marxiste exemplaire, les militants de ces groupes citant à satiété les bonzes du dogme bolchevique³³. Outre les textes des grands leaders communistes (Lénine, Staline, Mao), les groupes m-l sont grandement influencés par les textes du russe Alexandre Losovsky et de l'albanais Filip Kota sur le syndicalisme révolutionnaire. Salomon A. Abramovitch Drizdo, dit Alexandre Losovsky, est un important dirigeant de l'Internationale syndicale rouge (ISR) et le secrétaire général de

³² Pour expliquer les liens entre le Parti d'avant-garde et les syndicats, la Ligue renvoie aux *Principes du Léninisme* de Staline : « Parlant du rôle des militants du Parti dans les syndicats, Staline dit : ils doivent employer tous les moyens de persuasion pour que les organisations sans-Parti (les syndicats) se rapprochent dans leur travail du Parti du prolétariat et en acceptent de plein gré la direction politique. » UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/15, Comité syndical, « L'A & P sur la relation entre Parti et syndicat », août 1979, p. 1.

³³ À ce propos, les m-l s'inspirent grandement des enseignements de la Troisième Internationale. Les partis voulant adhérer au Komintern devaient accepter les « 21 conditions de Lénine ». La 9^e est particulièrement intéressante : « 9- la nécessité de faire de la propagande au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières, et d'y créer des noyaux communistes totalement subordonnés au Parti ». Dans le même esprit : « ...le P.C. s'engage, dès son premier congrès, à « unir les organisations ouvrières existantes pour en faire des instruments de combat dans la lutte contre le capital, et à entrer dans les syndicats ouvriers pour y remplacer la direction réactionnaire par une direction révolutionnaire ». R. Comeau et B. Dionne (dir.), *Le droit de se taire*, p. 19-20 et 75.

cette organisation de 1921 à 1937. Il est aussi vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS de 1936 à 1946³⁴. De son côté, Filip Kota est chef du Département international du Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie. Journaliste affecté aux questions syndicales nationales et internationales, il écrit plusieurs articles sur le sujet et représente l'Albanie à certaines rencontres de l'Organisation internationale du travail, une institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies³⁵.

Cela dit, il peut sembler hasardeux de tenter de définir le syndicalisme de lutte de classe défendu par les organisations m-l québécoises : d'une part, les organisations ont tellement entretenu la division entre elles qu'il peut sembler impossible de donner une définition qui inclut toutes les tendances³⁶. D'autre part, les organisations vont modifier leurs positions à quelques reprises³⁷. Pour toutes ces raisons, nous nous concentrerons sur les grandes constantes dans le discours m-l, c'est-à-dire les éléments théoriques qui ont été conservés à travers le temps³⁸.

³⁴ Marxists Internet Archive, « Salomon A. Abramovitch Drizdo dit Aleksandr Lozovsky », <http://www.marxists.org/francais/bios/lozovsky.htm>, site visité le 26 octobre 2007. Losovsky publie *Les syndicats et la révolution, discours prononcé par A. Losovsky au Congrès de la C.G.T.U. à Saint-Étienne, juin 1922*, Librairie du Travail, Coll. Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge – IV, 1922, 61 p., *L'Internationale syndicale rouge*, Paris, F. Maspero, 1976, 213 p. et *Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge*, Montréal, Éditions Drapeau rouge, 1977, 84 p.

³⁵ L'Université Ouvrière, « Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial », http://universite-ouvriere.org/bibliotheque/Auteurs/K/Kota_Filip/deux_lignes_opposees_F_Kota.htm, site visité le 26 octobre 2007. C'est son ouvrage *Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial* qui le fait connaître des militants m-l québécois. D'ailleurs, Piote y fait référence dans l'introduction de son livre, *Syndicalisme de combat*, où il annonce que son ouvrage ne s'adresse ni aux partisans de Kota (comprendre les m-l) ni aux défenseurs du statu quo (sociaux-démocrates, réformistes). J.-M. Piote, *Syndicalisme de combat*, p. 9 [version numérique].

³⁶ Sur les innombrables disputes idéologiques entre EL! et la LC(ml)C, voir Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (science politique), UQAM, 1982, tout particulièrement le 2^e chapitre intitulé « 1975-1977 : le rituel de la lutte pour le pouvoir symbolique ».

³⁷ Voir, à ce sujet, les sections *La division chez les marxistes-léninistes : la lutte pour la « ligne juste »* et *Les réactions dans les rangs syndicaux* de la présente étude.

³⁸ Avant la « prise de contrôle » du mouvement m-l par les deux principales organisations (EL! et Ligue), plusieurs groupuscules ont réfléchi au rôle des communistes dans les syndicats, dont la COR, *À propos des*

Dans un cahier théorique dédié à la question syndicale, *En Lutte!* note tout d'abord que les syndicats sont des « centres de résistance aux empiètements du capital » et une « école de lutte des classes »³⁹. Le rôle du syndicat est donc, d'une part, celui de défenseur, de rempart contre les excès du capitalisme et, d'autre part, celui de centre de formation sur les notions fondamentales du socialisme (et du communisme), dont l'analyse de classe de la société. Sur cette idée d'école de lutte des classes, la Ligue rappelle que la formation dans les syndicats est un moyen privilégié pour rallier les masses à leur organisation : « Les communistes doivent réunir autour d'eux le petit nombre d'éléments les plus avancés et gagner les éléments intermédiaires pour rallier les éléments arriérés »⁴⁰. À ce sujet, il faut rappeler que dans les thèses marxistes-léninistes, il y a toute une logique d'ordonnement du ralliement des ouvriers : ordre basé sur la connaissance et la conscientisation de l'ouvrier face aux contradictions de la société capitaliste. En effet, les m-l tentent de rallier les ouvriers « combattifs » ou « avancés » en premier lieu, avec qui ils pourront initier et éventuellement rallier les ouvriers « intermédiaires » ou « moyens », pour finalement travailler à conscientiser les ouvriers considérés « arriérés »⁴¹.

Les communistes préconisent aussi « la mobilisation de masse et les actions directes (occupations, grèves, piquetage, manifestations, assemblées) comme moyen

syndicats – Classe contre classe, Montréal, printemps 1975, 5 p. et Joseph Massé, « Les syndicats et le travail communiste. Une critique de l'opportunisme », *Cahiers de pratique et d'étude marxiste-léniniste*, Montréal, 1974, 8 p.

³⁹ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 6. *En Lutte!* publie une vingtaine de « Cahiers », sous forme de supplément au journal *En Lutte!*, touchant diverses thématiques théoriques.

⁴⁰ LC(ml)C, *Document d'entente politique...*, p. 85.

⁴¹ Cellule militante ouvrière, *De quelques questions brûlantes sur la ligne tactique. Les étapes de développement du parti et nos tâches pratiques actuelles*, Montréal, juin 1975, p. 16-17. La CMO est, rappelons-le, un des groupes fondateurs de la Ligue en 1975.

d'éducation privilégié des masses »⁴². En fait, toutes les approches sont jugées appropriées dès lors qu'elles favorisent l'élévation du « niveau de conscience des ouvriers en fonction de l'objectif final : l'abolition du capitalisme, l'instauration du socialisme puis du communisme »⁴³. L'objectif est de combattre le réformisme et le collaborationnisme au sein du mouvement syndical pour en faire une arme supplémentaire dans la marche révolutionnaire. En ce sens, la création de fractions communistes dans les syndicats peut permettre de resserrer les liens entre ces derniers et l'éventuel parti prolétarien⁴⁴ :

Ainsi donc, le devoir des communistes n'est pas de sortir des syndicats actuels pour aller en créer de nouveaux, purs et isolés de la masse des ouvriers ; ce rôle consiste plutôt à « révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire ». [...] L'unité d'action des syndicats et du parti prolétarien, sous la direction de ce dernier, est une des conditions essentielles à la victoire de la révolution socialiste⁴⁵.

La théorie développée par les m-l met en évidence le rôle dirigeant que leur organisation doit jouer : le Parti d'avant-garde (et le futur Parti révolutionnaire prolétarien) est le seul détenteur de la « ligne juste » parmi les masses considérées non éclairées. À ce propos, la Ligue est très claire : « ...la seule solution est de forger un vrai parti de la classe ouvrière, un parti communiste marxiste-léniniste »⁴⁶. Le sacro-saint Parti prolétarien s'avère une véritable obsession pour les m-l. Nous insistons sur ce point, car c'est probablement l'élément le plus singulier de leur approche, l'élément qui

⁴² EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 6.

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ Nous reviendrons sur la notion de fractions au deuxième chapitre.

⁴⁵ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 7. EL! cite un passage des thèses développées lors du 3^e Congrès de la Troisième Internationale en juin 1921.

⁴⁶ LC(m-l)C, *Contre la crise capitaliste. Luttons classe contre classe...*, p. 25.

les distingue des autres tendances de gauche au Québec. C'est aussi là où le dogmatisme est le plus tangible. Militer dans les syndicats sans faire référence au rôle du Parti « équivaut à se lancer dans l'activisme et le spontanéisme »⁴⁷. Citons d'anciens militants d'En Lutte!, à la suite de la débâcle de l'organisation :

Cette obsession du parti est évidente dans tous nos textes, en particulier Pour le parti prolétarien et Contre l'économisme. En fait, nous sommes à cette époque engagés dans l'étude et l'application minutieuse du Que faire ? de Lénine, avec sa théorie selon laquelle la classe ouvrière ne peut aboutir d'elle-même qu'au réformisme bourgeois. Étrange théorie qui accorde au prolétariat la mission historique de libérer l'humanité tout entière mais qui, en même temps, le déclare incapable de dépasser ses mesquins intérêts immédiats sans la direction extrêmement étroite d'une avant-garde intellectuelle éclairée et scientifique et qui plus est, une direction dont il ne peut reconnaître la justesse qu'à l'occasion d'une crise révolutionnaire qui ne lui laisse pas aucun choix !⁴⁸

D'autre part, les m-l font référence à l'unité nationale des syndicats et à un « internationalisme prolétarien conséquent entre les syndicats de tous les pays », c'est-à-dire à une solidarité internationale dans la lutte contre le capital et l'impérialisme⁴⁹. L'unité du mouvement syndical inclut la lutte au maraudage, à laquelle nous avons fait référence précédemment, mais aussi la question de la canadianisation des syndicats. Les organisations m-l insistent sur la prise en main des syndicats par les Canadiens, particulièrement la Ligue/PCO. Rappelons que si la CSN et la CEQ sont constitués de syndicats québécois, la FTQ (et sa tête dirigeante canadienne, la CTC) est une organisation composée d'unions internationales (américaines) affiliées à l'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations* et dont le siège social se

⁴⁷ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 8.

⁴⁸ Jean-Pierre Gagné, Yvan Gauthier et Jean-Guy Prévost, « En Lutte! et le socialisme : de la mythologie à la dure réalité », *Les cahiers brouillons*, [s.l.], [s.d., ca1982], p. 14-15.

⁴⁹ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 7.

trouve aux États-Unis⁵⁰. Dans un article dédié à cette question et publié dans la revue théorique *Octobre*, le PCO mentionne :

Des syndicats de classe canadiens, voilà notre objectif. [...]

C'est également un principe fondamental de l'internationalisme que les travailleurs de chaque pays puissent avoir leurs propres syndicats indépendants, libres de toute ingérence étrangère. La domination des unions « internationales » sur le mouvement ouvrier canadien ne fait pas qu'enfreindre ce principe; elle nuit également au développement de la combativité ouvrière, sabote des luttes importantes et renforce l'influence de l'impérialisme américain au Canada.

Selon nous, la lutte pour des syndicats canadiens fait partie intégrante – elle n'est pas une étape, ni une condition préalable – de la lutte pour des syndicats révolutionnaires⁵¹.

Les partis m-l se retrouvent donc à défendre une position en équilibre entre l'internationalisme et le nationalisme canadien, avec toutes les contradictions que cela laisse entendre ; expérience marquante pour plusieurs militants qui, avant de rejoindre les rangs m-l, avaient trempé de près ou de loin dans le nationalisme québécois.

Mais quel serait le rôle des syndicats dans un Canada socialiste ? Telle est la question proposée dans un texte du PCO datant de 1981 ; réflexion inspirée, tout particulièrement, par la crise entre le syndicat Solidarnosc et le pouvoir communiste polonais. En effet, quels seraient les droits des syndicats dans un Canada communiste, est-ce que le droit de grève serait respecté ? Premier constat développé par le PCO : la

⁵⁰ Il faut cependant mentionner qu'une tendance autonomiste se développe à la FTQ dès le début des années 1970. Selon Louis Fournier, c'est à partir du congrès de 1973 (13^e congrès de la FTQ) que la tendance autonomiste prend de l'ampleur. Il conclut que : « L'année 1974 est une année charnière dans l'histoire des relations entre la FTQ et le Congrès du travail du Canada, la centrale canadienne dont elle se sent de moins en moins l'aile provinciale : après une décennie d'escarmouches, de pressions et de négociations, la FTQ gagne enfin un statut particulier d'autonomie. La victoire tant attendue survient lors du congrès du CTC en mai 1974 à Vancouver ». Louis Fournier, *Histoire de la FTQ. 1965-1992. La plus grande centrale syndicale au Québec*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1994, p. 96-97.

⁵¹ Comité syndical du PCO, « Comment canadianiser nos syndicats ? », *Octobre*, no 12, automne 1981, p. 11. C'est le PCO qui utilise le caractère gras.

Pologne, comme l'URSS, n'est pas un vrai pays socialiste, mais plutôt un pays révisionniste où le capitalisme s'est réintroduit. Mais au-delà de cette réponse un peu simpliste, voici ce qu'avance le PCO :

Un Canada socialiste ne devra pas seulement garantir les droits acquis du mouvement syndical, qui sont constamment en péril sous le capitalisme, mais aussi les élargir et les développer. Il devra surpasser la démocratie bourgeoise que nous connaissons présentement et faire en sorte qu'une véritable démocratie ouvrière puisse s'épanouir⁵².

L'objectif suprême est de permettre à l'ensemble des travailleurs de se syndicaliser. Pour le PCO, la survie des syndicats va de soi dans la société socialiste « parce que les contradictions et la lutte de classes continuent d'exister »⁵³. De plus, les syndicats devront conservés leur indépendance du Parti communiste au pouvoir, et ce dernier garantira le droit de grève.

Des pratiques syndicales renouvelées ?

En parallèle avec le discours idéologique du syndicalisme de lutte de classe, les m-l mettent de l'avant une série de positions, jugées « maximalistes » par leurs détracteurs, dont l'appel constant à la grève générale et à l'occupation des lieux de travail. Pour les militants des organisations marxistes-léninistes québécoises, ces pratiques accéléreront le cheminement vers la révolution socialiste. La ligne « maximaliste » renvoie à l'idée du « tout pour le tout ». C'est ainsi que les militants m-l rejettent toute forme de paix sociale en insistant, par exemple, sur les injustices d'une

⁵² Ian Anderson, « Les syndicats dans un Canada socialiste », *Octobre*, no 12, automne 1981, p. 21.

⁵³ *Idem.*

convention collective au détriment des acquis positifs d'une même convention. Les critiques et pourfendeurs de tout acabit du mouvement m-l insistent sur ce point pour faire ressortir leur intolérance et leur naïveté⁵⁴. À bien des égards, et nous y avons fait référence plus tôt, le syndicalisme de lutte de classe se confond avec le syndicalisme de combat (confrontation avec le patronat et l'État, utilisation de la grève, contrôle des syndicats par la base...). La différence majeure se retrouve dans les références continuelles au Parti révolutionnaire dans le discours marxiste-léniniste. En fait, il semble que les pratiques syndicales m-l soient l'amalgame de pratiques associées aux anarcho-syndicalistes, aux militants du syndicalisme de combat et même aux progressistes et réformistes.

Parmi les différentes pratiques que les m-l valorisent et mettent en œuvre, on retrouve évidemment la formulation de revendications générales pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Ces revendications sont présentées dans les différentes publications (journal, brochure, tract...) ou sous forme de propositions au sein des différentes instances syndicales. Encore une fois, il faut noter que ces revendications sont en partie les mêmes que celles des syndicalistes progressistes. Pour donner une idée des demandes formulées par les militants m-l qu'on peut associer à une forme de syndicalisme plus traditionnelle, prenons l'exemple de la brochure *Contre la crise capitaliste. Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le*

⁵⁴ Voici une réaction de l'exécutif de la CSN face à cette approche : « La stratégie des groupes politiques face aux problèmes réels auxquels nous sommes aux prises est toujours et partout la grève générale illimitée, et leurs revendications sont toujours au maximum. Tout compromis est compromission et une trahison qu'il faut dénoncer. » Voir « Les groupes politiques », p. 115, dans « La CSN aujourd'hui. Rapport d'orientation de l'exécutif de la CSN », mai 1977. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

socialisme ! publiée par la Ligue en 1977. Dans ce document, la Ligue formule une série de propositions qui rejoignent les principaux axes de combat des centrales syndicales : attaques contre la loi Trudeau sur le contrôle des salaires (C-73), lutte contre les mises à pied et les fermetures d'usines ou encore, lutte pour le droit d'arrêter le travail quand la santé et la sécurité des travailleurs sont en danger⁵⁵. Il est donc tout à fait excessif de mentionner que le militantisme m-l a toujours été à rebours des syndicats, isolé des préoccupations concrètes de la classe ouvrière.

De même, les groupuscules m-l insistent sur la démocratisation des syndicats et sur l'unité syndicale des travailleurs. Quant au premier aspect, on parle d'une démocratisation axée sur l'ouverture au débat dans les assemblées syndicales et une transparence dans les négociations avec le patronat : cette demande de démocratisation et d'ouverture au débat peut faire sourire lorsque que l'on pense au centralisme démocratique des organisations m-l qui, justement, ne laisse pas beaucoup de place aux débats internes. La lutte pour la démocratisation des syndicats doit purger les syndicats de l'aristocratie ouvrière et de sa tendance bourgeoise, pour favoriser la pénétration de l'idéologie prolétarienne :

La démocratie syndicale, elle est là, dans ce mouvement croissant de refus parmi les travailleurs de la manipulation systématique dont ils sont trop souvent l'objet. Elle est chez les travailleurs de CN-CP qui doivent réclamer à cor et à cri des assemblées où ils pourront discuter de la convention [...]. Elle est chez les travailleurs de la fonction publique qui réclament des

⁵⁵ LC(m-l)C, *Contre la crise capitaliste. Luttons classe contre classe...*, 36 p. Sur ce point, ajoutons qu'En Lutte! fait le même type de revendications. Par exemple, dans une brochure contre la loi C-73, EL! en profite pour condamner la course à la productivité, les abus quant à la santé-sécurité au travail, l'augmentation du chômage, les mises à pied en bloc, les préjudices vécus par les femmes, les immigrants et les assistés sociaux ou encore les législations jugées antisyndicales (loi 23 contre les grèves). Voir EL!, *Manifeste contre la loi C-73...*, 48 p.

structures d'information et de mobilisation accessibles dans chaque région. Elle est chez tous les travailleurs qui en ont assez des négociations qui se mènent dans leur dos, en catimini avec les patrons, assez des luttes perdues, parce que les boss syndicaux ont préféré la fréquentation des arbitres, des juges et des ministres, à la solidarité, à la mobilisation et à l'unité combattante des travailleurs en lutte et de toute la classe ouvrière⁵⁶.

D'autre part, on insiste sur le fait que l'unité syndicale ne doit pas être simplement organisationnelle, mais qu'elle doit plutôt s'appuyer sur la solidarité entre travailleurs. En Lutte! considère, au moment où le projet d'union CSN-CEQ est dans l'air en 1978, que l'unité doit se faire pour les bonnes raisons (renforcer le prolétariat, déstabiliser la bourgeoisie et son État), et non tout simplement pour concurrencer la FTQ⁵⁷.

C'est cependant l'approche maximaliste mise de l'avant par les organisations m-l, qui marque le plus l'imaginaire des syndicalistes. À ce sujet, l'appel à la grève générale est particulièrement associé aux militants maoïstes⁵⁸. Les m-l puiseront dans l'histoire du mouvement ouvrier québécois, canadien et international pour y rechercher des modèles de lutte contre l'oppression bourgeoise : la Commune de Paris de 1871, la grève générale de Winnipeg de 1919, le front commun de 1972 dans le secteur public (dont la « prise » de Sept-Îles par les travailleurs) ou encore la dure grève de la Robin Hood en 1977. Ces événements historiques représentent une réelle inspiration pour les militants. C'est dans cet ordre d'idées que la journée de grève générale du 14 octobre 1976 devient un symbole

⁵⁶ C. Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, p. 18-19.

⁵⁷ En Lutte!, « Le projet d'unité de la C.S.N. et de la C.E.Q. : une unité de façade », *En Lutte!*, no 110 (vol. 5, no 15), 16 mars 1978, p. 14. La Ligue souligne les débats sur cette possible union qui ont lieu lors du congrès du CCSNM en avril 1978, dans LC(ml)C, « Forgeons l'unité des travailleurs contre la bourgeoisie », *La Forge*, vol. 3, no 8, 14 avril 1978, p. 7. La Ligue est contre la fusion, craignant que le prolétariat industriel, fer de lance de la révolution socialiste, soit encore plus isolé alors qu'il est déjà minoritaire à la CSN.

⁵⁸ La Ligue fait de l'appel à la grève générale, la une de la première édition de *La Forge*. LC(ml)C, « Préparons-nous pour la grève générale ! Riposte massive au gel », *La Forge*, vol. 1, no 1, décembre 1975, p. 1.

important pour les groupes m-l⁵⁹. Effectivement, la grève générale de 1976 – mouvement lancé à l’initiative du Congrès du travail du Canada et suivi par la majorité des centrales syndicales québécoises – demeure un des moments forts de la lutte ouvrière au Canada, avec plus de 150 villes canadiennes affectées par la grève et plus d’un million de travailleuses et travailleurs qui débrayent⁶⁰. Pour En Lutte!, c’est l’exemple typique de ce que devrait être la mobilisation ouvrière :

Le 14 octobre 1978 sera le 2e anniversaire de la 1ère grève générale qu'ait menée la classe ouvrière canadienne dans son ensemble. [...] Le 14 octobre 1976 restera dans le coeur du prolétariat canadien une journée de lutte contre une attaque politique de la bourgeoisie, une journée où sa combativité s'est exprimée clairement, une journée où sa conscience et son unité ont fait des pas en avant. Ce sont là des acquis qu'il faut savoir conserver et développer⁶¹.

Le constat est clair pour En Lutte! : la grève est un moyen dont les travailleurs ne peuvent se passer. Revenant sur les événements entourant la grève d’octobre 1976, l’organisation mentionne : « ...il n'y avait plus qu'une solution : **faire taire les machines à la grandeur du pays. S'attaquer directement à la bourgeoisie en lui retirant sa seule source de profits : la force de travail du prolétariat** »⁶². En bout de ligne, c’est la grève générale illimitée que les militants m-l espèrent, symbole insurrectionnel précurseur de la Révolution.

⁵⁹ Rappelons brièvement la suite des événements : de 1971 à 1976, le Canada connaît une période d’inflation très sérieuse, situation critique renforcée par le choc pétrolier de 1973. Pour répondre à la crise économique, le premier ministre Trudeau instaure la loi C-73 (Bourassa instaure son équivalent québécois, la loi 64) pour contrôler les salaires des travailleurs. Ces lois créent un tollé sans précédent, étant donné leur incidence sur le pouvoir d’achat des travailleurs et sur le droit de grève.

⁶⁰ CSN, *Guide de consultation sur la grève générale au Québec : Mobilisés contre le gouvernement Charest*, <http://www.csn.qc.ca/priorites/8-pages-greve.pdf>, site visité le 29 octobre 2007.

⁶¹ En Lutte!, « Le 14 Octobre 1976 : 1,200,000 travailleurs débraient », *En Lutte!*, no 129 (vol. 6, no 11), 17 octobre 1978, p. 1.

⁶² EL!, *Manifeste contre la loi C-73...*, p. 27. C’est EL! qui utilise le caractère gras.

D'autres actions directes sont aussi mises de l'avant par les organisations marxistes-léninistes. La Ligue nous rappelle que, si l'analyse concrète de la situation dicte le choix des actions, il demeure qu'en bout de ligne toute lutte doit devenir politique :

Suivant les forces dans l'entreprise on peut proposer : ralentissement, couper le temps supplémentaire (s'il s'en fait dans l'usine), débrayages partiels par départements, arrêts de la production, etc. [...]

Ainsi dans l'usine menacée de fermeture, plusieurs actions peuvent être envisagées. Ex. : Bloquer et empêcher tout déménagement de machines et matériaux de l'usine, si elle est menacée de fermeture définitive; ralentissement, grève sur le tas quand c'est des fermetures temporaires; dans certains cas de fermeture définitive les travailleurs passent à l'occupation de l'usine comme à l'usine de Bellevue de Thetford. Une telle action nécessite une forte solidarité parmi les travailleurs dans l'usine, et un fort appui des travailleurs de la région pour pouvoir réussir⁶³.

Pour les communistes, l'occupation des lieux de travail est une expérience qui favorise l'apprentissage du futur système socialiste, où les travailleurs auront le contrôle de leurs usines. Même à l'époque du capitalisme, l'occupation demeure une arme pour s'approprier les moyens de production, bloquer le travail des « scabs », conscientiser les travailleurs et cibler l'ennemi (le capital et son État bourgeois)⁶⁴.

La division chez les marxistes-léninistes : lutte pour la « ligne juste »

Le phénomène est bien connu, l'extrême gauche (les différentes tendances maoïstes, trotskystes, anarchistes...) a, dans le Québec des années 1970 comme ailleurs, cette propension à s'entredéchirer en coulisse comme sur la place publique : les

⁶³ LC(m-l)C, *Contre la crise capitaliste. Luttons classe contre classe...*, p. 8-9.

⁶⁴ En Lutte!, « Éditorial : L'occupation des lieux de travail : Pour attaquer de plein front l'ennemi de classe », *En Lutte!*, no 47 (vol. 3, no 6), 23 octobre 1975, p. 3.

accusations de collaborationnisme, de trahison à la classe ouvrière, d'opportunisme, de révisionnisme et autres, volant d'un côté comme de l'autre. Manifestement, l'un des aspects qui opposent En Lutte! et la Ligue – ainsi que les groupuscules qui précèdent la Ligue – vient de la stratégie à adopter face au mouvement syndical. On assiste, entre 1972 et 1975 particulièrement, à une lutte pour la « ligne juste » entre les différents groupuscules. L'enjeu est fondamental pour les marxistes-léninistes québécois, la ligne politique et tactique étant centrale pour mener la révolution socialiste. Pierre Beaudet, militant, dirigeant et principal rédacteur du groupe Mobilisation, écrit au sujet de l'importance du débat théorique :

Les mots ont à nos yeux une puissance inimaginable. Ils agissent comme des forceps qui s'enfoncent dans les flancs de l'histoire et finissent par provoquer des accouchements. [...] La théorie, la lutte théorique, représentent à nos yeux si naïfs une sorte d'enjeu titanesque dont dépend, rien de moins, le sort de la révolution⁶⁵.

Les divers groupuscules opposent donc leur vision du militantisme m-l, chacun prétendant au monopole de la ligne juste⁶⁶. Dans cet ordre d'idées, deux débats retiennent plus particulièrement notre attention concernant la bonne stratégie à adopter à l'égard du mouvement ouvrier et syndical. Le premier débat étant celui qui oppose les partisans de l'implantationnisme et de la lutte idéologique. Le second débat concerne les activités du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO) et le militantisme dans les syndicats dits traditionnels.

⁶⁵ Pierre Beaudet, *On a raison de se révolter. Chronique des années 70*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2008, p. 16-17 et 106.

⁶⁶ D'ailleurs, au lieu d'utiliser le vocabulaire péjoratif de Staline « épuration des éléments opportunistes » (*Des principes du léninisme*), les Chinois et les Albanais, suivis par les m-l québécois, parlent plutôt de « luttes de lignes » afin de justifier le centralisme démocratique et l'élimination des éléments nuisibles. Milot parle d'une « lutte entre les défenseurs de la pureté du marxisme-léninisme et les renégats de la dégénérescence révisionniste ». P. Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste...*, p. 39-40.

L'historique d'un débat : la lutte idéologique versus l'implantationnisme

La question du débat sur la tactique de liaison avec la classe ouvrière est emblématique de la tendance au déchirement chez les marxistes-léninistes québécois.

Lucille Beaudry résume fort bien l'essentiel des deux positions :

Alors que le groupe En Lutte! mise sur la formation d'une avant-garde et la pratique de l'agitation-propagande, la Ligue/PCO préconise, à la base du travail idéologique et politique, l'implantation de militants intellectuels en milieu ouvrier comme moyen de lier les révolutionnaires aux « prolétariats avancés » et d'ancrer l'organisation révolutionnaire dans les rangs du prolétariat⁶⁷.

Les tenants de la propagande m-l mettent de l'avant l'idée que la lutte idéologique est la tâche prioritaire des communistes « tant que l'avant-garde du prolétariat n'est pas gagnée au communisme », étape cruciale dans la création d'un authentique parti prolétarien révolutionnaire⁶⁸. De son côté, l'implantationnisme implique que les militants m-l exercent un métier sur les lieux de travail où se trouve le prolétariat (usines, chantiers, hôpitaux...). C'est en luttant à l'intérieur de ces lieux de travail que le prolétariat pourra être en mesure d'apprécier la justesse de la ligne révolutionnaire de ses camarades m-l, pense-t-on, et que le prolétariat embrassera la cause marxiste. Comme le mentionne Gordon Lefebvre, l'implantation est, pour les partisans de cette tactique, le moyen le plus efficace pour lier (fusionner) « l'avant-garde externe » (groupes m-l, les implantés) et « l'avant-garde interne » (travailleurs avancés, prolétaires conscients). Il faut savoir que

⁶⁷ Lucille Beaudry, « Pertinence et actualité d'une critique de l'orthodoxie », dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Éditions Vent d'Ouest, 1996, p. 212.

⁶⁸ Voir la préface à la 3^e édition (mai 1975) de Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*; dans Charles Gagnon, *En Lutte! Écrits politiques. Volumes II (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 57.

la réflexion sur la fusion entre les avant-gardes externe et interne anime les militants marxistes québécois au début des années 1970, à la suite de la réédition d'un texte du groupe italien « Lotta Continua » par la Librairie Progressiste⁶⁹. Deux commentaires à ce sujet : tout d'abord, il faut rappeler que l'une des caractéristiques des organisations m-l sera de défendre la primauté de l'avant-garde externe sur l'avant-garde interne ; une forme d'« autopromotion » de leur groupuscule et du rôle de dirigeant que se donnaient les militants m-l. Deuxièmement, cela démontre aussi l'influence internationale sur les réflexions des m-l québécois et réaffirme l'importance du contexte mondial sur ce mouvement.

Afin de préciser cette idée d'implantation, allons voir ce qu'en dit un des groupes fondateurs de la Ligue, le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, en 1974. Les trois raisons principales pour supporter cette tactique sont identifiées comme suit : « 1. Faire pénétrer le marxisme-léninisme dans la classe ouvrière », « 2. Apprendre auprès des ouvriers en se liant aux masses [conditions objectives (salaires, conditions de travail...) et subjectives (maturité politique, conscientisation...)] », « 3. Transformer l'idéologie des militants révolutionnaires [par la rééducation prolétarienne] »⁷⁰. Le MREQ mentionne de plus que la position propagandiste ne peut pas tenir la route, attaque à peine voilée contre les militants d'En Lutte! : « Nous devons admettre que la propagande comme l'agitation sont nécessaires mais jamais suffisantes pour amener les ouvriers sur des positions révolutionnaires »⁷¹. Avec sa brochure, *En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste*, le MREQ ne laisse pas de place à

⁶⁹ G. Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », p. 131.

⁷⁰ MREQ, *En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste*, Montréal, octobre 1974, p. 33-34.

⁷¹ *Ibid.*, p. 36.

l'interprétation : l'implantation « n'est pas seulement une tactique parmi d'autres, mais la ligne tactique juste »⁷². Nous le constatons, c'est bien avant la création de la Ligue, en 1975, que s'est entamé le débat sur la ligne tactique à adopter pour rallier les ouvriers à l'avant-garde révolutionnaire. À bien des égards, c'est dans les CAPs de la région montréalaise que les débats entre marxistes, dont celui de l'implantationnisme, se sont engagés.

C'est en effet à l'époque du développement des CAPs, essentiellement entre 1968 et 1972, que bon nombre de jeunes commencent leur militantisme marxiste⁷³. Les réflexions et les débats sur le marxisme permettent la création de multiples groupuscules et groupes d'études, souvent éphémères, mais qui ont une influence lors de la cristallisation de certaines tendances et des fusions qui mènent à la création des organisations que sont la Ligue et En Lutte! (de 1972 à 1975). Les CAPs Maisonneuve et Saint-Jacques sont particulièrement importants dans cette évolution. Certes, il est généralement admis que des militants du CAP Maisonneuve sont à la base de la future Ligue, alors que des militants du CAP Saint-Jacques forment l'Équipe du Journal en 1972 (« ancêtre » d'En Lutte!). C'est ainsi que le CAP Maisonneuve mise avant tout sur

⁷² MREQ, *En avant pour la création...*, p. 37. C'est nous qui soulignons. Par ailleurs, Pierre Milot démontre très bien l'importance historique de cette publication du MREQ sur le mouvement m-l québécois. La brochure représente le début de ce que Milot appelle les « règles strictes », qui guideront les organisations m-l pour les années à suivre. On y parle, notamment, de l'analyse des contradictions principale et secondaires, des tâches de l'organisation, de la stratégie, de la critique et de l'autocritique. Toutes les organisations, y compris En Lutte!, réajustent par la suite leur discours en y intégrant ces concepts maoïstes, léninistes et staliniens. P. Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste...*, p. 30-33.

⁷³ Voir les ouvrages suivants : Marc Comby, *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, 125 p., Front d'action politique, *Les salariés au pouvoir!*, Montréal, Presses libres, 1970, 138 p., Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal 1963-1973*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1978, 184 p., Robert Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*, Montréal, VLB, 1988, 257 p. et Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde - Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, VLB éditeur, 2007, 252 p.

l'amplification de l'implantation en usine, alors que le CAP St-Jacques plaide pour le « développement de la propagande par la création d'un journal et l'intervention aux portes des usines »⁷⁴.

La césure entre le CAP Maisonneuve (futur(e)s militant(e)s de la Ligue) et le CAP Saint-Jacques (futur(e)s militant(e)s d'En Lutte!) n'est cependant pas aussi simple. Robert Boivin a bien démontré que différentes tendances se retrouvent au sein du CAP Saint-Jacques : un sous-groupe spécialisé dans le travail en usine est baptisé « secteur travail », un autre s'occupant de la Clinique Saint-Jacques prend le nom de « secteur quartier », alors qu'un dernier, le « secteur scolaire », milite essentiellement dans les cégeps et les universités. Ainsi, des dissensions entre les différents secteurs ébranlent le CAP. Si bien que des militants du secteur travail, qui insistent sur la primauté de l'intervention auprès des ouvriers en usine, quittent pour fonder le Regroupement des comités de travailleurs (RCT) : « un rassemblement d'intellectuels implantés en usine qui vont essayer de constituer des comités de travailleurs en dehors des syndicats »⁷⁵. Roger Rashi, futur leader de la Ligue/PCO, quitte lui aussi le CAP Saint-Jacques pour former avec d'autres militants le groupuscule de la Cellule militante ouvrière, un des groupes fondateurs de la Ligue. Finalement, une partie du noyau de militants regroupé autour du secteur quartier met sur pied, avec la collaboration de Charles Gagnon, l'Équipe du Journal, annonciatrice de l'émergence d'En Lutte! en 1972 et 1973⁷⁶.

⁷⁴ Sébastien Degagné, *Le mouvement marxiste-léniniste En Lutte! et la question nationale québécoise au Canada : (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 1998, p. 38.

⁷⁵ R. Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens...*, p. 88-90.

⁷⁶ *Idem.*

Outre le RCT, l'un des premiers noyaux de militants à prôner l'implantation d'intellectuels dans les usines, d'autres groupuscules issus du CAP St-Jacques entre 1972 et 1974 pratiquent aussi l'implantation, comme le Noyau des petites entreprises (NPE) et le Nouveau noyau⁷⁷. Notons que ces deux derniers groupuscules joignent les rangs de la Ligue en 1976 : le NPE directement, alors que le Nouveau noyau est d'abord « absorbé » par Mobilisation en 1974, avant que Mobilisation ne s'autodétruisse à la faveur de la Ligue en 1976⁷⁸. La mention du groupe et de la revue *Mobilisation* n'est pas inopportune car cette publication est au cœur du développement de la stratégie d'implantation⁷⁹. En effet, selon Lucille Beaudry, « la position « ouvrieriste » privilégiant l'*implantation* des intellectuels révolutionnaires en milieu ouvrier [...] constitue l'essentiel de l'argumentation développée [...] par la revue *Mobilisation* »⁸⁰.

Deux phénomènes importants doivent être mentionnés : premièrement, En Lutte! (ou l'Équipe du Journal) cherche à se distinguer de cette approche dès 1972. En fait, une des tâches premières de *Pour le Parti prolétarien*, publié par Charles Gagnon la même

⁷⁷ C'est dans le groupuscule NPE, issu du CAP Maisonneuve, que militent Pierre-Paul Roy et Gilles Duceppe. Entrevue avec Pierre-Paul Roy, 27 août 2007.

⁷⁸ Voir sur l'implosion de Mobilisation et l'intégration de certains militants à la Ligue, P. Beaudet, *On a raison de se révolter...*, p. 24-32 et 201-212, ainsi que G. Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », p. 66-143.

⁷⁹ *Mobilisation* publiera des comptes-rendus d'expériences implantationnistes et des réflexions théoriques : Mobilisation, « Une expérience de comité d'usine : Simmons Bed Ltd », *Mobilisation*, vol. 1, no 1 [2^e série], 1972, p. 11-15, Mobilisation, « Deux ans de travail de militants ouvriers et socialistes », *Mobilisation*, vol. 3, no 2 [2^e série], 1973-1974, p. 8-35 et Mobilisation, « Organisation et implantation », *Mobilisation*, vol. 5, no 1 [2^e série], septembre 1975, p. 22-23. La revue *Mobilisation* se divise en deux séries : la première paraît entre 1969 (no 1) et février 1970 (no 5) ; il s'agit de l'organe du Front de libération populaire. À la suite de la crise d'octobre, *Mobilisation* devient l'organe officieux de militants des CAPs St-Jacques et Maisonneuve, ainsi que de la Librairie progressiste et de l'Agence de presse libre du Québec (APLQ). Ces militants recommencent la numérotation de la revue en mai 1971 (no 1) jusqu'à avril 1976 (époque de l'autocritique et de la dissolution du regroupement). Voir Mobilisation, *Liquidons le spontanéisme, l'opportunisme et l'économisme : autocritique de Mobilisation*, Montréal, Mobilisation, 1976, p. 12-13.

⁸⁰ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 263.

année, est de critiquer l'approche implantationniste et de proclamer la préséance de la lutte idéologique via la diffusion d'un journal de propagande. Deuxièmement, la Ligue profite du travail des groupuscules qui l'ont précédée et qu'elle rallie un à un. À l'évidence, la Ligue peut ainsi « capitaliser » sur le militantisme des noyaux implantés en usine et leur travail de théorisation de cette pratique. À titre d'exemple, le groupe Mobilisation mène jusqu'en 1976 une lutte constante pour que l'implantationnisme se double d'une volonté révolutionnaire ferme, en opposition entre autres à l'implantationnisme du RCT, jugé réformiste : bataille remportée par Mobilisation et qui aboutit au démantèlement du RCT⁸¹. La tendance m-l révolutionnaire sort donc gagnante et, à la suite de l'éviction de la tendance réformiste, elle a beau jeu de tenter d'influencer et de rallier les militants implantés. À l'intérieur de cette même tendance, c'est la Ligue qui devient le point de ralliement principal : « Dans la concurrence groupusculaire des noyaux d'implantés, course qui a commencé avec le « secteur travail » du CAP St-Jacques, Mobilisation a perdu et s'est fait doubler par la Ligue »⁸². Il est donc fondamental de comprendre que les différentes fusions de groupuscules avec la Ligue entre 1975 et 1979 se sont faites, en partie du moins, sur la base d'une lutte de ligne dans les rangs implantationnistes.

Derrière tout ce débat, ce n'est pas seulement la valeur intrinsèque de l'implantation ou de l'agit-prop qui est mise en cause. En fait, les deux grandes tendances reconnaissent l'importance de ces deux tactiques révolutionnaires : la

⁸¹ À ce sujet, Lucille Beaudry souligne que la tendance révolutionnaire était représentée par Mobilisation, le Centre de recherche d'information du Québec (CRIQ) et le NPE, alors qu'on associe la tendance réformiste au RCT et à l'APLQ. L. Beaudry, « Le marxisme au Québec... », p. 263-264.

⁸² G. Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », p. 75.

Ligue/PCO fait, bien évidemment, de l'agitation-propagande, alors qu'En Lutte! est, d'une certaine façon, implanté dans le milieu communautaire et les groupes populaires. Tout est question de dosage, si l'on peut dire. Mais il s'agit aussi d'un débat sur les étapes qui mènent à la révolution. En effet, selon les textes classiques du marxisme révolutionnaire, il y a toute une série d'étapes qui doivent être respectées dans la constitution du Parti et dans la route vers la révolution socialiste. Staline identifie trois grandes étapes : « ...celle de la formation du Parti, [...] celle où il s'affirme comme Parti de masse dirigeant les actions révolutionnaires et [...] celle où il dirige le prolétariat dans la conquête du pouvoir et devient l'instrument essentiel de sa dictature »⁸³. En Lutte!, juge-t-on, minimise l'importance du travail avec les ouvriers au moment de la première étape, alors que les implantationnistes veulent faire abstraction de cette lecture mécaniste de la théorie des étapes et lutter dès maintenant dans les lieux de travail. La Cellule militante ouvrière, partisane de la dernière tendance, explique que la participation active dans les luttes avec les travailleurs est fondamentale, malgré le niveau d'avancement faible du futur Parti prolétarien. À l'évidence, l'implantation est une méthode (tactique) qui fait partie de cette stratégie de progression du groupuscule vers le Parti, car il permet dès lors de rallier les ouvriers avancés à la cause :

Tous les marxistes-léninistes ne sont pas d'accord sur l'importance à donner aux luttes pendant la première étape. [...] Ils déforment la première étape pour en faire uniquement une période de préparation et de tâches théoriques, reléguant les tâches et activités pratiques à la deuxième étape. [...] Ceci revient, malgré toute protestation du contraire, à une conception étapiste, mécanique⁸⁴.

⁸³ LC(ml)C, *Document d'entente politique...*, p. 68. De plus, il y a 4 grandes phases dans la première étape, toujours selon Staline : 1. la constitution du noyau principal, 2. la formation des cadres du parti, 3. le déploiement des cadres en un parti ouvrier, 4. la lutte pour l'édification et l'unification du parti. CMO, *De quelques questions brûlantes...*, p. 27.

⁸⁴ CMO, *De quelques questions brûlantes...*, p. 22-23.

La liaison aux masses reste donc cruciale pour la CMO et ce, malgré les critiques formulées par les propagandistes d'En Lutte!. Pour cette première, le « moyen principal » demeure l'implantation dans les entreprises. À l'appui, le groupe nous rappelle les expériences vietnamienne et albanaise où les intellectuels et les petit-bourgeois sont allés se « prolétarianiser dans les usines, les mines et les autres entreprises » et ce, élément très important dans leur réflexion, avant la création du parti dans les deux cas (PC vietnamien et PC albanais)⁸⁵. Pourquoi donc attendre la formation d'un véritable Parti communiste m-l canadien, se demandent les implantationnistes ? Cet affrontement sur la question des étapes donne une bonne idée des préoccupations des militants m-l, du moins des responsables de la rédaction et des publications : surreprésentation des débats théoriques, bien souvent à des milles des priorités de la classe ouvrière.

Mais pourquoi insister sur ces débats théoriques ? Selon nous, le phénomène est important pour comprendre la suite des événements qui marquent la période de 1975 à 1983 ; donc à l'époque de la Ligue/PCO. En effet, nous avons montré comment la Ligue a su incorporer en son sein la majorité des militants implantationnistes. Assurément, l'implantationnisme des m-l a un impact sur le nombre de militants dans les syndicats. Car, il faut le mentionner, ces implantés ont tendance à vouloir jouer un rôle de premier plan dans le syndicat de leur lieu de travail et, ultimement, comme délégués de leur syndicat dans les instances supérieures (fédération, conseil régional, centrale...).

⁸⁵ CMO, *De quelques questions brûlantes...*, p. 31-32.

L'expérience du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (1973-1975)

C'est à travers l'expérience du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO) qu'une partie des militants marxistes-léninistes a connu ses premières luttes syndicales. Ce comité, indépendant des centrales syndicales, est un lieu de débats entre la toute nouvelle organisation En Lutte! et les groupuscules fondateurs de la Ligue (MREQ, COR et CMO). C'est en octobre 1973 que le CSLO est créé⁸⁶. D'abord connu sous le nom de Comité de solidarité avec les ouvriers de Firestone, la création du comité est évidemment liée à l'importante grève de dix mois de la Firestone en 1973 et 1974, à Joliette. Les militants du CSLO souhaitent cependant élargir leur champ d'action :

Plus de 1,200 travailleurs, étudiants et militants d'organisations populaires ont participé mercredi le 5 décembre à la manifestation des ouvriers de Firestone, Shellcast et Canadian Gypsum dans les rues du centre-est de Montréal. [...] la manifestation qui s'est déroulée sous la pluie battante visait un double objectif : dénoncer l'intervention de l'État au service des capitalistes dans ces conflits et, d'autre part, montrer que les trois groupes de grévistes jouissaient d'un appui populaire de plus en plus large⁸⁷.

Le comité modifie donc progressivement son mandat pour embrasser plus largement les luttes de la classe ouvrière et ce avec une structure qui se veut

⁸⁶ Voir « Entrevue avec : Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières », *Mobilisation*, vol. 3, no 8 [2^e série], juin 1974, p. 29-31. Précédemment au CSLO, l'Atelier ouvrier (AO) est mis sur pied en février 1972 (mars 1973, selon Jodoin) avec le même genre d'objectifs, c'est-à-dire encourager la création de comités de lutte à l'extérieur des syndicats traditionnels jugés embourgeoisés. Intégrés progressivement par En Lutte!, les militants de l'AO passent au sein du CSLO. Voir Charles Gagnon, « En Lutte! a-t-elle encore sa raison d'être ? », dans C. Gagnon, *En Lutte! Écrits politiques. Volumes II (1972-1982)*, p. 280-287 et Réal Jodoin, *Du nationalisme à l'internationalisme*, Montréal, Communistes Internationalistes de Montréal, février 2008, p. 28-29.

⁸⁷ En Lutte!, « Au-delà d'un millier de manifestants appuient les ouvriers en grève », *En Lutte!*, no 8 (vol. 1, no 8), 20 décembre 1973, p. 1.

permanente⁸⁸. Le comité est formé de quelques vingt groupes politiques, ouvriers, populaires et étudiants, dont l'Équipe du Journal (En Lutte!), le MREQ, le Groupe marxiste révolutionnaire, la Clinique Saint-Jacques, le Théâtre de la Shop et le Comité d'information politique⁸⁹. Voici le souvenir qu'en garde Charles Gagnon :

Fruit d'une coalition de groupes marxistes (léninistes et trotskistes) et populaires, le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO) a joué un rôle important dans plus d'une lutte ouvrière, Shellcast, Firestone, Pratt & Whitney, Ogilvy, contre le gel des salaires, etc., en animant des comités de soutien, en se joignant aux piquets ouvriers, en distribuant des tracts, en formant parfois des comités de lecture autour du journal, en réunissant les femmes des grévistes, en se joignant à des groupes populaires – en contribuant même à leur mise sur pied, comme dans le cas des garderies qui naissaient à l'époque – en dénonçant les profs réactionnaires dans les collèges et les universités, etc.⁹⁰

Bien que très brève, l'histoire du CSLO est intéressante, car il s'agit de l'une des seules expériences de travail où des groupes de différentes tendances communistes ont pu arriver à des réalisations concrètes, en allant au-delà des divisions doctrinaires : du moins pour un moment ! Par ailleurs, l'époque du CSLO représente une période bien particulière pour le mouvement m-l : celle d'une tentative de concurrence avec les syndicats déjà établis. Effectivement, pendant cette période, En Lutte! défend une

⁸⁸ À titre d'exemple, le CSLO voit à la création d'un comité de soutien aux travailleurs de l'hôpital Notre-Dame de Montréal, afin de : « ... faire enquête sur les conditions de la lutte, planifier les interventions des groupes-membres du C.S.L.O. dans les débrayages et développer un certain appui financier. On envisageait dans un deuxième temps et de façon confuse, la diffusion de la lutte dans d'autres hôpitaux, en milieu ouvrier et populaire. » UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-630/7, « Bilan de l'intervention du Comité de solidarité avec les Luttes Ouvrières à l'hôpital Notre-Dame », 5 septembre 1974, p. 11 et 17.

⁸⁹ Voici ce que mentionne En Lutte! sur la question de la composition sociale du CSLO : « À moins de s'entêter à jouer à l'autruche, à ne point voir la réalité telle qu'elle est, tous doivent reconnaître que le présent débat sur le C.S.L.O. est un débat principalement entre communistes. C'est la composition même du C.S.L.O. qui conduit à cette affirmation : la majorité des groupes membres de cette organisation dite de « masse », y compris les Comités de soutien locaux, sont des groupes marxistes-léninistes ou qui se réclament du marxisme-léninisme. D'ailleurs, autant les C.S. locaux que le C.S.L.O. ont été mis sur pied, du premier au dernier, par des groupes se réclamant du marxisme-léninisme et pour réaliser certaines de leurs tâches de marxistes-léninistes ». EL!, *Contre l'économisme...*, p. 9.

⁹⁰ Charles Gagnon, *Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays*, Montréal, Lux Éditeur, 2006, p. 24.

position selon laquelle les militants communistes ne doivent pas militer dans les syndicats existants, car ils sont jugés trop bourgeois et corrompus :

Les syndicats sont des organisations de masse qui, laissées à elles-mêmes, débouchent au mieux sur le réformisme et la social-démocratie et, au pire, sur le trade-unionisme ou syndicalisme d'affaires. [...] C'est cette conviction qui a amené EN LUTTE! à préconiser dès ses débuts la mise sur pied de « comités ouvriers » autonomes, plutôt que d'encourager les ouvriers et autres travailleurs combattifs à se faire élire à la direction de leur syndicat dans le but de les transformer par le haut⁹¹.

En Lutte! espère donc agir en parallèle avec les syndicats, ce qui lui permet de promouvoir la ligne communiste avec plus de facilité. Il faut mentionner que cette stratégie n'empêche pas les militants du CSLO d'appuyer et d'interagir avec les syndicats locaux qui sont engagés dans des luttes immédiates contre le patronat. Loin d'être nouvelle, cette approche avait déjà été proposée par les militants communistes canadiens dans les années 1920 et 1930. Rappelons qu'à partir de 1927, ultérieurement à une période de travail à l'intérieur des syndicats (Congrès des métiers et du travail du Canada, en particulier), le Parti communiste canadien prône la création de syndicats parallèles qui se concrétise à travers la mise sur pied de la Ligue d'unité ouvrière (LUO, 1929-1935), un syndicat affilié à l'Internationale syndicale rouge. La LUO est cependant dissoute en 1935 pour favoriser une stratégie de front populaire avec les sociaux-démocrates⁹².

Comme En Lutte! refuse de lutter dans les syndicats existants et rejette l'implantationnisme, l'organisation doit trouver d'autres moyens d'entrer en contact direct avec les travailleurs. Le CSLO répond en partie à cette nécessité : c'est grâce à ce

⁹¹ En Lutte!, « Éditorial : À propos des syndicats », *En Lutte!*, no 10 (vol. 1, no 10), 24 janvier 1974, p. 3.

⁹² R. Comeau et B. Dionne (dir.), *Le droit de se taire...*, p. 369-385.

Comité que les militants d'En Lutte! se retrouvent au cœur des luttes ouvrières, aux dires même de l'organisation⁹³. Il faut souligner que, pour En Lutte!, le CSLO ne peut remplacer le Parti d'avant-garde, mais à l'étape où le groupe estime en être rendu dans son cheminement vers le socialisme, le Comité peut donner un coup de main à la cause ouvrière :

L'É.D.J. En Lutte!, même si elle n'est pas nécessairement d'accord avec tous les gestes du Comité de solidarité, réitère son appui entier et militant à ce regroupement, non comme à une organisation d'avant-garde ouvrière mais bien comme à un instrument de mobilisation large dont la nécessité présente ne peut faire de doute à aucun groupe politique conscient du niveau de développement des forces populaires⁹⁴.

Ceci dit, non seulement les différents groupes qui forment le CSLO doutent de plus en plus de la pertinence du regroupement, mais l'unité des premiers jours commence clairement à s'effriter à partir de 1974. Déjà, dans les premiers mois de 1974, les trotskistes du GMR quitte le CSLO en accusant En Lutte! de vouloir prendre contrôle du comité⁹⁵. De plus, plusieurs militants m-l remettent en doute le statut du CSLO, considéré comme une organisation « intermédiaire » : c'est-à-dire une organisation entre le Parti d'avant-garde et une organisation de masse, comme un syndicat. Il faut dire que ce statut sous-entend, dans l'idéologie m-l, l'application d'une approche minimaliste au niveau de l'agit-prop communiste, au profit d'une implication totale dans les luttes immédiates d'ordre économique. En Lutte! se positionne contre la création

⁹³ En Lutte!, « En Lutte! Après une première année de travail... », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 10, dans EL!, *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 1 à 10, Montréal, Les Presses Solidaires, 1975, p. 4.

⁹⁴ En Lutte!, « Éditorial : EN LUTTE! réitère son appui au Comité de solidarité », *En Lutte!*, no 13 (vol. 1, no 13), 7 mars 1974, p. 3.

⁹⁵ Ce départ du GMR alimente la lutte discursive avec les militants d'En Lutte! : « Le G.M.R. a décidé de quitter le Comité de solidarité. En lutte! s'en réjouit, car les trotskystes, depuis 50 ans, n'ont jamais rien fait d'autre que de semer le trouble et la division partout où ils se sont infiltrés, constituant ainsi un frein au mouvement de libération des travailleurs ». EL!, « Éditorial : EN LUTTE! réitère son appui au Comité de solidarité », p. 3.

d'organisations progressistes ou intermédiaires, qui dévient les énergies révolutionnaires vers le réformisme et la social-démocratie⁹⁶. Derrière cette critique, En Lutte! vise principalement le MREQ, la COR et la CMO, notamment la brochure de ce dernier groupe, *De quelques questions brûlantes sur la ligne tactique. Les étapes de développement du parti et nos tâches pratiques actuelles*⁹⁷. Pour EL!, cette brochure est « une espèce de consécration de la théorie des organisations intermédiaires », selon elle défendue par ces trois groupuscules⁹⁸. EL! ajoute d'ailleurs :

Dans une bonne mesure, le débat actuel entre les partisans des « organisations intermédiaires » et ceux de l'organisation marxiste-léniniste et du travail ouvertement communiste parmi les ouvriers, est la reprise ou la poursuite sous une forme nouvelle du débat d'il y a trois ans entre les partisans de l'organisation, de la création de « comité de travailleurs », de l'implantation, c'est-à-dire principalement le Secteur travail du C.A.P. St-Jacques, d'une part et les partisans de la diffusion du marxisme-léninisme par le moyen de la propagande principalement dans le but de rejoindre les ouvriers avancés, d'autre part⁹⁹.

Ce débat contribue à isoler En Lutte! des groupes fondateurs de la Ligue, et ce de manière permanente. Il faut dire que la pression sur En Lutte!, de la part des groupes comme le MREQ, la COR et la CMO, se fait de plus en plus sentir. Le MREQ critique les militants m-l qui évitent de militer dans les syndicats considérés non progressistes, une critique indirectement adressée aux militants d'En Lutte! :

⁹⁶ EL!, *Contre l'économisme...*, p. 11.

⁹⁷ CMO, *De quelques questions brûlantes sur la ligne tactique. Les étapes de développement du parti et nos tâches pratiques actuelles*, Montréal, juin 1975, 36 p.

⁹⁸ EL!, *Contre l'économisme...*, p. 21.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 22. La ligne est parfois mince entre tactique juste ou opportunisme, comme le laisse entendre cet extrait du journal *En Lutte!* : « Si le C.S.L.O. appuie uniquement les revendications économiques des ouvriers [...], sans essayer d'élever le niveau de conscience des grévistes, il néglige l'aspect politique de son rôle pour se comporter en syndicat. Les membres du C.S.L.O. seraient alors des opportunistes de droite. Inversement, si le C.S.L.O. tente de pousser toujours plus loin le contenu politique des revendications et essaie de radicaliser les luttes sans s'occuper des revendications immédiates des ouvriers, il risque de se couper de ces derniers en se servant d'eux à ses propres fins. Les militants du C.S.L.O. seraient alors des opportunistes de gauche ». En Lutte!, « Le Comité de solidarité avec les lutte ouvrières : les organisations de masse », *En Lutte!*, no 28 (vol. 2, no 7), 28 novembre 1974, p. 6.

Les militants m.l. ont donc le devoir de mener une lutte acharnée contre tous les éléments corrompus, réactionnaires ou réformistes dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi les communistes doivent définir une stratégie claire pour mener la lutte contre les agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et leur arracher la direction des syndicats¹⁰⁰.

Dès la fin de 1974, En Lutte! modifie sa position sur la question du militantisme dans les syndicats et défend maintenant une ligne qui la rapproche des groupuscules m-l compétiteurs : un véritable revirement attribuable à la lutte pour la ligne juste entre les différents groupuscules. C'est sous la forme de l'autocritique qu'En Lutte! tente d'expier les erreurs passées¹⁰¹ :

La position d'EN LUTTE! sur les syndicats lui a valu des critiques par le passé. Elles étaient tout à fait fondées, EN LUTTE! a fait l'erreur énorme de laisser croire qu'il fallait absolument se garder de tout travail politique dans les syndicats, parce que ceux-ci sont devenus des instruments au service des bourgeois, au service du capital. Or, c'est exactement à la conclusion opposée qu'une juste compréhension de la « ligne de masse » conduit : puisque les syndicats qui regroupent de larges masses laborieuses, sont en général passés sous une direction bourgeoise, il est impérieux pour les marxistes-léninistes d'aller y défendre la ligne révolutionnaire¹⁰².

Les syndicats ne sont donc plus jugés comme intrinsèquement mauvais – c'est-à-dire alliés de la bourgeoisie et de son État oppresseur – mais ce sont plutôt les directions syndicales qui doivent être épurées des éléments collaborateurs. En Lutte! souligne que son réaligement s'appuie, entre autres, sur les enseignements de camarades du camp

¹⁰⁰ MREQ, *En avant pour la création...*, p. 40. Voir aussi sur ce climat houleux : « En Lutte! et la critique de l'économisme », *Mobilisation*, vol. 5, no 2, octobre 1975, p. 42-43.

¹⁰¹ Notons qu'En Lutte! n'est pas la seule à formuler une autocritique face à son travail à l'époque du CSLO. La COR rappelle qu'elle a « suivi une ligne économiste au CSLO » (p. 44), alors que le MREQ retient « l'économisme et l'ouvriérisme qui ont caractérisé notamment l'activité de soutien aux luttes ouvrières (et le travail dans le CSLO) » (p. 51), dans CMO, COR, MREQ, *La lutte pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, Montréal, 1975, 68 p.

¹⁰² En Lutte!, « Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti », *En Lutte!*, Supplément au no 29 (vol. 2, no 8), 12 décembre 1974, p. 14.

socialiste, dont ceux de *Rruga e Partise*, revue du Comité central du Parti du travail d'Albanie : « ...les masses travailleuses se trouvant dans les syndicats, [...] subissant leur influence néfaste, il est du devoir des communistes d'y mener la lutte pour « éclairer le prolétariat et donner à sa lutte des bases politiques et idéologiques saines » »¹⁰³. Sur la même question, les m-l se réfèrent souvent au texte de Lénine, *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, dans lequel il stipule que refuser de travailler dans les syndicats jugés réactionnaires revient à abandonner les masses à l'influence des : « **leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des ouvriers embourgeoisés** »¹⁰⁴. En somme, En Lutte! tente de gommer son soi-disant faux pas idéologique derrière une série de citations lénifiantes et souhaite reprendre la course au titre d'organisation m-l québécoise par excellence ; n'oublions pas qu'en cette fin de 1974, début de 1975, la Ligue communiste est sur le point de voir le jour et que les groupuscules qui la formeront tentent de prendre En Lutte! de court.

En Lutte! appuie le CSLO jusqu'à sa brochure *Contre l'économisme*, de septembre 1975, document qui accélère le processus de dissolution du CSLO : le 4 septembre 1975, le Comité de coordination du CSLO rend public un document qui propose la dissolution du comité (document intitulé : *Contribution de Comité de coordination pour le congrès du C.S.L.O.*). Le 13 septembre, lors du dernier congrès de la CSLO, la dissolution devient effective. Le débat « implantation/lutte idéologique » et le débat sur le militantisme au CSLO contribuent à forger la ligne tactique des m-l dans le mouvement syndical ; ligne tactique qui sera effective entre 1975 et 1983. Si ces débats confirment la

¹⁰³ EL!, « Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti », p. 14.

¹⁰⁴ EL!, « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 14, p. 2. C'est EL! qui utilise le caractère gras.

permanence de la scission entre En Lutte! et la Ligue, les deux groupes en ressortent paradoxalement rapprochés en ce qui a trait à la tactique syndicale : particulièrement sur la question du militantisme dans les syndicats traditionnels et sur la nécessité de la prééminence de la propagande m-l auprès des travailleurs (pour éviter de sombrer dans l'économisme). On peut donc parler d'un certain nivellement de la tactique.

DEUXIÈME CHAPITRE

De la théorie à la pratique : les tactiques et les actions marxistes-léninistes face au mouvement syndical

Le 28 février dernier, environ soixante-dix ouvriers et ouvrières de l'est de Montréal ont participé activement à une assemblée politique organisée par EN LUTTE! pour dénoncer le Plan Trudeau. [...] Comme le disait un ouvrier à l'assemblée : « Ce n'est pas la combativité qui nous manque, c'est une direction ferme et juste qui puisse nous guider, et surtout, comment construire cette direction ».

*En Lutte!*¹

Nous avons exposé le discours des marxistes-léninistes face au mouvement syndical québécois et certaines lignes théoriques qui divisent En Lutte! et la Ligue/PCO. L'objectif du deuxième chapitre est de cibler les actions des m-l dans les syndicats (toutes centrales confondues). Ce chapitre met donc l'accent sur le militantisme bien concret des marxistes-léninistes québécois dans le mouvement ouvrier. Il se divise en trois sections : tout d'abord, nous ferons une présentation des structures syndicales propres aux organisations m-l. Par la suite, nous analyserons le phénomène du militantisme m-l auprès des travailleurs en insistant sur les éléments du militantisme au quotidien, c'est-à-dire les actions sur les lieux de travail et auprès des syndicats locaux. Finalement, nous nous concentrerons sur les instances syndicales supérieures (fédérations, conseils centraux, centrales...); les événements périodiques comme les congrès et les élections syndicales seront abordés.

¹ En Lutte!, « Une assemblée militante d'EN LUTTE! contre le plan Trudeau ! », *En Lutte!*, no 57 (vol. 3, no 16), 18 mars 1976, p. 6.

L'organisation du militantisme syndical

Dans cette section, nous nous intéresserons à la structure interne des organisations marxistes-léninistes québécoises et à tout ce qui touche à la préparation de leurs actions dans les syndicats. C'est aussi l'occasion de traiter des différentes études et enquêtes menées par les militants m-l à propos des centrales, de certains syndicats locaux ou de l'histoire de certaines entreprises. Finalement, nous présenterons une estimation des effectifs m-l dans le mouvement ouvrier.

Les comités syndicaux des groupuscules : un modèle théorique

Ce sont les comités (cellules) qui préparent les interventions au niveau syndical et qui s'occupent de l'encadrement des militants dans les syndicats. La cellule, unité de base des organisations marxistes-léninistes, doit être le moteur du militantisme dans les syndicats. Elle regroupe, habituellement, entre 4 à 20 individus unis sur la base du lieu de travail (cellule d'entreprise ; modèle utilisé surtout par la Ligue/PCO) ou encore sur une base géographique (cellule territoriale ; modèle utilisé surtout par En Lutte!). Généralement, la cellule est dirigée par quelques membres plus expérimentés qui doivent lutter pour rallier au groupe « les ouvriers et les ouvrières les plus conscients et les plus dévoués dans chaque lieu de travail »². À propos du « dépistage » des ouvriers politiquement plus avancés (ou conscientisés), « Georges », un ouvrier communiste membre de la Ligue et militant de sa cellule d'entreprise, souligne :

² UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 1.

Dans la cellule, on suivait le développement du travail avec tous les ouvriers qu'on connaissait à l'usine. On faisait des espèces de portraits politiques. [...] Comme ça, on évalue ce que pense chaque ouvrier par exemple des partis bourgeois, du danger de guerre, du racisme. Là, tu as une idée du degré de conscience politique de chacun³.

Le rôle de la cellule est fondamental dans la logique m-l, car, comme le mentionne la

Ligue :

C'est la cellule d'entreprise qui organise la diffusion interne de LA FORGE, qui met sur pied un réseau, publie des tracts locaux [...]. [...] Enfin la cellule d'entreprise doit être le noyau dirigeant dans la lutte des travailleurs pour prendre en main leurs syndicats et les transformer en véritables instruments de lutte de classe⁴.

Le travail de la cellule est cependant limité. À vrai dire, la cellule n'a pas accès à une vision d'ensemble de l'organisation et, dirons nous, met de l'avant par défaut les questions locales qu'elle connaît mieux et auxquelles elle est confrontée sur une base quotidienne. C'est pourquoi En Lutte! et la Ligue veulent créer des fractions, des regroupements spécialisés sur divers aspects du militantisme : syndicalisme, condition féminine ou droits des immigrants. La fraction permet, pour le cas du syndicalisme qui nous intéresse, de créer des contacts plus profonds entre militants des différentes cellules et, du même coup, de favoriser le développement de stratégies communes face à divers enjeux : élections syndicales, préparation à un congrès et politiques syndicales à intégrer au programme du syndicalisme de lutte de classe.

³ LC(ml)C, « Pour faire de chaque usine une forteresse du communisme. LA FORGE une arme entre nos mains », *Octobre*, no 2-3, 1978, p. 111. Sur les cellules d'entreprises, voir aussi Gabrielle Emond, « Reportage : Le travail du parti dans une grande usine », *Octobre*, no 9, automne 1980, p. 98-129.

⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 1.

Prenons le temps de mieux définir ces fractions. Tout d'abord, s'il faut en croire *En Lutte!*, on ne doit surtout pas confondre « fractions » et « factions » :

Le mot « faction » a en effet un sens péjoratif; il désigne un regroupement qui se définit en opposition à la majorité des membres du syndicat, de l'organisation ou du parti et cherche à les diviser. Une « fraction » est, au contraire, composée des travailleurs qui cherchent à gagner l'ensemble de leurs camarades au point de vue communiste par divers moyens, tout en respectant scrupuleusement les décisions démocratiques de la majorité⁵.

Les fractions ont un rôle théorique et pratique de premier plan dans l'avènement du socialisme au Canada, selon les prévisions des groupes m-l. Cependant, la création d'une fraction demande, au préalable, que le travail des cellules soit bien entamé au niveau des divers syndicats locaux. Comme le mentionne la Ligue :

Au début, la direction de notre travail dans les syndicats sera assumée par la cellule. Au fur et à mesure que notre organisation se développera et que le besoin s'en fera sentir, des fractions communistes regroupant les militants membres d'un même syndicat ou d'une même fédération, éventuellement d'une même centrale seront mis sur pied⁶.

La fraction est donc une forme organisationnelle plus avancée, si l'on suit la logique des marxistes-léninistes⁷. Elle mise sur les acquis du militantisme en milieu ouvrier. Par exemple, la Ligue développe une « fraction hôpitaux » en 1978, au moment où elle se sent assez influente dans le milieu hospitalier. Cette fraction spécialisée a pour tâche « d'élaborer le plan de travail dans les hôpitaux, de formuler la stratégie et les tactiques,

⁵ Charles Gagnon, « Les fractions communistes dans les syndicats », *En Lutte!*, no 167 (vol. 6, no 49), 14 août 1979, p. 8.

⁶ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 1.

⁷ Selon Pierre-Paul Roy, c'est Roger Rashi qui dirigeait directement les fractions syndicales. C'est d'ailleurs via ces fractions syndicales que le Noyau des petites entreprises se rapproche de la Ligue pour finalement y être intégré. Selon ses souvenirs, M. Roy était déjà président du Comité politique de la FAS pendant la période d'intégration à la Ligue (période de « rééducation » pour reprendre ces propres mots). Entrevue avec Pierre-Paul Roy, 27 août 2007.

d'orienter le travail d'agit-prop communiste dans les hôpitaux et de surveiller l'application du plan de travail »⁸.

Au-delà du modèle : historique du développement de la structure syndicale chez En Lutte!

Au-delà du modèle théorique, qu'en est-il du fonctionnement réel du militantisme syndical des organisations qui nous intéressent ? Afin de démontrer qu'il y a parfois tout un monde entre la théorie et la pratique, nous présentons le cas du groupe En Lutte!. Cela va sans dire, ce qui frappe, à prime abord, c'est la confusion qui semble entourer les activités de l'organisation m-l québécoise dans les syndicats. Pendant plusieurs années, les cellules sont plus ou moins laissées à elles-mêmes face aux opérations dans les syndicats.

Nous y avons fait référence au premier chapitre, En Lutte! a, entre 1973-1975, opté pour une tactique de travail en parallèle avec les syndicats (CSLO), en plus de tenir un discours contre l'implantation en entreprise. Il va s'en dire que ces tactiques ne vont pas simplifier leur travail de liaison avec la classe ouvrière. Les premières années du militantisme d'En Lutte! se caractérisent donc par la primauté de l'agitation-propagande à l'extérieur des syndicats⁹. C'est à l'époque de la parution de l'avant-premier numéro

⁸ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 1-2. La Ligue précise dans le même document que le rôle de la fraction, en opposition avec celui de la cellule, doit se limiter à son champ d'action officiel : « Les fractions ne discutent et ne décident que les questions concernant les organisations dans lesquelles elles sont fondées » [p. 1].

⁹ Le travail « externe » renvoie à la diffusion du journal à la porte d'usines, à la participation aux marches et manifestations de soutien aux ouvriers ou encore au soutien à une ligne de piquetage. Le travail

du journal *En Lutte!* (mai 1973), que les militants de ce groupe commencent leur travail d'agit-prop dans le mouvement ouvrier. Outre la préparation et la diffusion du journal, qui demeure l'activité principale du groupe, *En Lutte!* participe aux manifestations entourant les fêtes du 1^{er} mai (dès 1973) et du 8 mars (à partir de 1975) en lien avec les centrales syndicales ; deux célébrations emblématiques pour les m-l¹⁰. *En Lutte!* décrit ainsi son implication dans la fête des travailleurs du premier mai 1974, à Montréal :

« ...nous avons diffusé largement le journal et, avec entente avec des militants syndicaux qui organisaient cette manifestation, nous avons pu avoir un militant dans le camion « O'Keefe » qui ouvrait la manif. pour déterminer et lancer des slogans »¹¹. L'extrait donne une bonne idée de l'importance qu'accorde le groupe à certains événements, qui semblent plutôt anodins au premier regard, mais qui sont considérés comme des victoires symboliques par les m-l dans la lutte pour l'avènement d'une société communiste.

À propos de l'implication d'*En Lutte!* dans les activités internes des syndicats, il est clair que les premières années sont marquées par une attitude réservée, où les militants apprennent à tâtons les rudiments des procédures syndicales. En effet, au cours des années 1973 et 1974, un petit nombre de militants assiste à divers congrès sur une base individuelle ; leur travail se limitant à produire des articles pour le journal, en lien avec ces congrès¹². Ce n'est qu'en 1975 et 1976 que la couverture des congrès des centrales syndicales devient un peu plus organisée, ce qui sous-entend une diffusion de publications (journal, tracts ou brochures) aux portes du congrès, des reportages sur le

« interne » renvoie plutôt aux activités mêmes des « syndiqués » : participation aux activités des diverses instances (congrès, élections syndicales, négociations de conventions collectives, etc.).

¹⁰ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/6, « Sur les syndicats », 1977, p. 5.

¹¹ *Idem.*

¹² *Ibid.*, p. 7.

congrès et l'utilisation du droit de parole par des propagandistes lors des assemblées¹³. Même constat dans les instances régionales (comme les conseils centraux de la CSN ou les conseils du travail de la FTQ), où En Lutte! commence à intervenir de manière plus régulière à partir de 1975 : ce qui implique la mise sur pied d'un système d'encadrement pour propager efficacement les mots d'ordre¹⁴.

Il est important de noter ici que la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada en 1975 force ni plus ni moins En Lutte! à accélérer le rythme de son travail dans les syndicats. Nous y avons fait référence précédemment, il est important de noter une différence au sujet du développement du travail dans les syndicats entre la Ligue/PCO et En Lutte!. La Ligue, dès le moment de sa fondation, est déjà établie dans certains secteurs grâce au travail des groupuscules qui l'ont fondée, bien qu'aux dires même de cette organisation le travail dans les syndicats était à un niveau embryonnaire : « En '75, notre influence syndicale se résumait à des camarades qui travaillaient dans quelques grandes usines de la région de Montréal, plus une certaine influence syndicale dans 2 ou 3 grands hôpitaux affiliés à la CSN. Ça s'arrêtait là »¹⁵. Mais au-delà des résultats encore peu probants, il demeure que c'est la volonté très claire de la Ligue de s'implanter dans les syndicats qui va stimuler ce militantisme et influencer En Lutte! à en faire de même. Cette dernière ne veut pas laisser le monopole du militantisme m-l dans le mouvement ouvrier aux camarades de la Ligue ; c'est la

¹³ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/6, « Sur les syndicats », 1977, p. 7. En Lutte! note que c'est le congrès de la CSD en 1975 qui marque le début de ce type d'opération. Ce qui n'est pas sans surprendre lorsqu'on se rappelle que la CSD est créée par les membres les plus conservateurs de la CSN.

¹⁴ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/6, « Sur les syndicats », 1977, p. 8.

¹⁵ UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/4, Comité syndical, « Manuel de formation pour les responsables syndicaux », [s.d., ca1981], p. 2.

pérennité de son organisation qui est en jeu. De plus, la question du militantisme dans les syndicats est prise plus au sérieux à la suite de la dissolution du CSLO en 1975 et au début de la campagne contre la loi Trudeau (C-73) en 1976. C'est dans la période qui suit, entre 1976 et 1980, que les organisations m-l québécoises accélèrent le développement du militantisme syndical avec un souci de spécialisation des tâches. Ce développement se caractérise par la nomination de responsables syndicaux dans les deux groupes maoïstes. Un comité CSN et un comité FTQ prennent forme au sein de la Ligue comme au sein d'En Lutte!. En attendant la création de la structure des fractions, qui tardent à s'établir, on nomme des responsables des centrales syndicales qui tentent, tant bien que mal, de diriger les opérations dans les syndicats.

Peu de responsables d'En Lutte! seraient délégués aux questions syndicales, si l'on se fie à un document interne qui laisse transparaître l'image de responsables croulant sous le poids du travail. Concrètement, deux coordinateurs – l'un pour la CSN et les différents comités de condition féminine et l'autre pour la CEQ, la FTQ et les syndicats indépendants – doivent accomplir une multitude de tâches pour leur organisation :

[...] ils sont nos principaux agitateurs à la CSN et à la CEQ. Concrètement cela veut dire qu'ils sont délégués aux différentes instances de ces centrales mais cela veut aussi dire qu'ils doivent (s'ils veulent rester délégués) accomplir beaucoup de travail au niveau de leur syndicat local¹⁶.

À l'évidence, ces tâches locales peuvent être extrêmement contraignantes. Par exemple, le coordinateur de la CEQ et de la FTQ, qui siège aussi sur l'exécutif de son syndicat, doit prioriser ce dernier lors d'une grève en 1980 : réduisant inévitablement le temps et

¹⁶ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 8.

l'énergie disponible pour ses obligations d'encadrement de l'ensemble de son secteur¹⁷. Voir à la coordination des actions dans toutes les instances d'une centrale est aussi très demandant. Soulignant les difficultés de la coordinatrice de la CSN, le Comité régional du Québec (CRQ) d'En Lutte! note qu'en : « ...pratique, elle n'a pas le temps de le faire et les bases sont laissées à elles-mêmes pour cette partie du travail »¹⁸. C'est sans compter les luttes épisodiques qui peuvent éclater à tout moment – comme chez les meuniers ou les postiers – et qui nécessitent l'encadrement des cellules. Même en 1980, alors que l'organisation a déjà plusieurs années d'expérience dans ce genre de travail, le constat est clair, la coordination des comités CSN et FTQ d'En Lutte! repose sur les épaules de deux militants seulement, déboussolés face à l'ensemble des tâches qu'on leur a assignées : « Pas besoin de vous dire qu'ils n'arrivent pas. Ils sont continuellement débordés et assaillis par de multiples demandes auxquelles ils sont incapables de répondre »¹⁹.

La piètre qualité de l'encadrement des militants syndicaux d'En Lutte! est une conséquence importante de ce problème organisationnel. On perçoit une forme d'amateurisme, de spontanéisme dans les pratiques syndicales qui fait contraste avec le discours officiel sur le centralisme des opérations²⁰. En Lutte! remarque que le

¹⁷ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 8.

¹⁸ *Idem.*

¹⁹ *Idem.*

²⁰ Les groupes m-l s'inspirent du « centralisme démocratique » soviétique pour le fonctionnement de leur organisation, où normalement les mots d'ordre et les stratégies doivent être appliqués à l'extérieur de l'organisation (syndicats, groupes populaires, etc.) avec discipline et unité. Voici les principaux paliers de pouvoir sous le centralisme démocratique : le congrès général (fréquence : ± 2 ans, représentants : membres et délégués de cellules), comité central (fréquence : quelques fois par année, représentants : comité de ±12 à 24 membres élu aux congrès), bureau politique (fréquence : gère l'organisation au jour le jour en contact avec les cellules, représentants : ± 5 à 8 membres choisis par le comité central). La Ligue spécifie le rôle

phénomène de l'encadrement syndical déficient se répercute de trois façons différentes : tout d'abord il y a les militants qui ne sont tout simplement pas encadrés et qui interviennent « du mieux qu'ils peuvent à la lumière du journal et de la compréhension qu'ils ont des débats qui se mènent dans leur syndicat ». Ensuite, il y a ceux qui « s'encadrent eux-mêmes » et qui décident, de leur propre initiative, de développer une stratégie. Puis, il y a ceux « officiellement encadrés par une cellule » qui tiennent compte, autant que possible, des objectifs généraux de l'organisation et des objectifs locaux des syndicats qu'ils représentent²¹. Toutefois, même ces derniers souffrent des lacunes organisationnelles d'EL!, car les mots d'ordre sur les questions syndicales peinent à se rendre jusqu'aux cellules, ce qui mine la cohésion de l'ensemble des militants syndicaux.

C'est d'ailleurs en réponse à ces problèmes organisationnels et à ce côté « amateur » qu'En Lutte! veut réformer son approche en misant sur l'idée des fractions communistes. Voici les principales faiblesses que l'on veut corriger :

Une direction à « courte vue », une direction définie presque un congrès ou un conseil fédéral après l'autre... Une direction régionale « débordée » qui passe encore beaucoup de temps à coordonner notre action dans les instances syndicales plutôt qu'à véritablement diriger notre intervention. [...] Une direction « éparpillée » : bien que dans une même centrale, il y a des questions qui se retrouvent dans l'ensemble des instances (et c'est le cas généralement des Front Commun, le Référendum du PQ, la défense du droit

de la cellule dans la logique du centralisme démocratique : « Quand nous affirmons que la base du parti, ce sont les cellules, cela est vrai aussi en ce qui concerne l'application du centralisme démocratique. Ce sont les cellules qui exécutent les directives des instances supérieures et qui les portent dans les masses pour les transformer en force matérielle ». UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 1. C'est nous qui soulignons. Voir aussi Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde - Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, VLB éditeur, 2007, p. 100-102, sur l'organigramme pyramidale des organisations m-l.

²¹ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 6-7.

de grève, la grève des permanents à la CSN...), chaque question est discutée dans un caucus après l'autre²².

C'est donc le déroulement de l'ensemble des opérations qui est compromis, ainsi que le sens profond du militantisme communiste dans les syndicats. Comme le résume fort bien le CRQ : « Il n'y a pas de lieu véritablement pour donner une direction unifiée et régulière à notre intervention dans toutes les instances où nous sommes actifs, pas de lieu pour discuter de comment on fait nos tâches communistes dans les syndicats »²³. Le système des fractions syndicales régionales peut, selon les attentes d'En Lutte!, régler la majorité de ces problèmes et assurer un meilleur rendement au militantisme syndical. Les fractions syndicales doivent du même coup alléger le travail des coordonnateurs syndicaux (responsables) et faciliter la communication avec la direction régionale, notamment sur la question de la promotion des mots d'ordre. Mais comme le souligne En Lutte! :

La fraction régionale n'est pas une cellule. Elle est avant tout un instrument pour unifier la direction de notre intervention dans les instances syndicales à l'échelle de la région. [...] Les membres de la fraction et ceux et celles qui sont dirigé(e)s par elle demeurent donc rattaché(e)s à leur cellule, qui suivant le cas jouera un rôle important ou non dans la direction immédiate de ces militant(e)s dans leur travail syndical²⁴.

En mars 1981, le CRQ d'En Lutte! est donc en pleine restructuration. C'est beaucoup plus que la question de fractions syndicales qui est en jeu : la réforme démarre au niveau des cellules. Avant la restructuration, une cellule devait s'occuper de tous les

²² UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/12, CRQ, « Proposition pour l'organisation des « fractions syndicales régionales » », 5 février 1981, p. 1-2.

²³ *Ibid.*, p. 2.

²⁴ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/12, CRQ, « Proposition pour l'organisation des « fractions syndicales régionales » », 5 février 1981, p. 3.

secteurs sur son territoire : garderies, comité-logement, Association pour la défense des droits sociaux (ADDS), cégep, hôpitaux, comité des femmes, usines... Ce problème organisationnel cause de sérieux maux de têtes aux cellules et à leurs dirigeants qui doivent être partout à la fois, sans être capables de pousser une question à fond : l'Organisation EL! se retrouve avec de multiples rapports de cellules incomplets. La réorganisation de 1981 vise donc la simplification du rôle de la cellule. Celle-ci doit dès lors se spécialiser sur un dossier en particulier, comme la « cellule garderie ». Les cellules deviennent du même coup plus nombreuses et plus petites (disparition des cellules de 30-35 membres et création de cellules de 5-15 membres ; jugées plus malléables et démocratiques). La réorganisation est effective à Montréal et Québec, les plus petites régions ne pouvant se permettre de diviser leurs forces²⁵. Les nouvelles cellules prennent évidemment le travail militant dans les syndicats en considération. Sur les 19 cellules prévues pour Montréal, 6 touchent plus ou moins directement à la question syndicale, ce qui représente, selon les calculs d'En Lutte!, 28% des forces à temps plein de Montréal dévolues au « Secteur syndical », et qui en fait le secteur le plus important de l'organisation (voir le tableau qui suit)²⁶.

²⁵ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », 16 mars 1981, 26 p.

²⁶ Voici les autres secteurs et leur importance en pourcentage des forces à temps plein : Secteur populaire (femme, garderie, groupe pop.) = 14%, Secteur Jeunesse (étudiants francophones, Université, Cégep, Longueuil) = 17%, Minorités Nationales (Anglophones, min. nationales) = 10%, Territoriales (Pte St-Charles, Lachine, Laval) = 14%, Autres (culturel, juridique, mobile) = 17%. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », 16 mars 1981, p. 16.

Cellules « spécialisées » rattachées aux questions syndicales, 1981

Cellules	Nombre de militants à temps plein
Cellule CSN - secteur public (Est de Montréal)	8
Cellule CSN - secteur public (Ouest de Montréal)	9
Cellule FTQ - secteur public	7
Cellule prolétariat industriel	8
Cellule CEQ	6
Cellule Femmes [comités de condition féminine des syndicats]	6

Source : UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », 16 mars 1981, p. 14.²⁷

On retrouve donc deux niveaux structurels qui s'occupent spécifiquement des questions syndicales. Les fractions syndicales régionales traitent des stratégies générales et préparent les interventions dans un esprit global, alors que les nouvelles cellules syndicales (dites « new style » dans la documentation d'EL!), se concentrent sur des objectifs bien précis. Prenons l'exemple des deux cellules qui couvrent le secteur public de la CSN à Montréal :

La ville est en partie « Est » et en partie « Ouest » par la rue St-Laurent (en gros). [...] Ces 2 cellules ont la responsabilité de voir à notre travail d'agitation économique et politique dans ces lieux (pas uniquement là où nous

²⁷ Le gros des effectifs d'En Lutte!, à l'instar de la Ligue/PCO, se retrouve à Montréal. Pour donner un exemple, pour la région de la ville de Québec, voici ce que mentionne En Lutte! au sujet de la réorganisation : « Pour la ville de Québec, il est difficile de parler de catégorie. Nous envisageons la mise sur pied de 3 cellules : [...] cellule CSN (y compris l'intervention au cégep Limoilou) = 8 [temps plein] [;] [...] cellule CEQ / Cégep Ste-Foy / Université Laval = 8 [temps plein] [;] [...] cellule mouvement populaire (priorité Femmes) + soutien internationaliste + domaine culturel = 9 [temps plein] ». UQAM, 38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », p. 15.

avons des forces mais là où nous le jugeons opportun) et notre travail de propagande. Ces cellules doivent assurer la diffusion de notre journal (par la voie interne mais aussi par la voie externe). Elles organisent des causeries cherchant à rejoindre les travailleurs de ces lieux. [...] Ces cellules dirigent le travail dans les syndicats locaux. Pour ce qui est des instances régionales de la FAS et de la CSN [...] la fraction syndicale CSN au niveau régional entre en jeu²⁸.

Toutefois, ce document dédié à la restructuration de l'organisation est produit en 1981, plus ou moins un an avant la disparition d'En Lutte!. La restructuration n'a pas le temps de faire ses preuves : la transformation étant trop tardive. EL! n'est pas en mesure de mettre en pratique son système de fractions et, de fait, n'a jamais pu aller au bout de sa vision du militantisme dans les syndicats québécois. Le cas d'En Lutte! démontre clairement qu'il y a un décalage entre l'idéalisme théorique révolutionnaire et l'épreuve du réel.

Des études, des enquêtes et des analyses sur le mouvement ouvrier

Si l'exemple d'En Lutte! montre que des problèmes organisationnels limitent l'efficacité du militantisme syndical, il ne faut pas sous-estimer pour autant la somme colossale de travail effectuée au sein des groupes marxiste-léniniste. Parmi les tâches des militants syndicaux (que ce soit par l'entremise des comités syndicaux, des responsables syndicaux ou des cellules), l'accomplissement d'études et d'enquêtes sur le mouvement ouvrier est une des priorités. Les militants rendent des rapports à leur organisation au sujet de leur lieu de travail, rapports qui peuvent contenir des informations permettant d'estimer les possibilités d'expansion du groupe sur le lieu de travail en question (sans

²⁸ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », 16 mars 1981, p. 19.

compter les rapports sur les entreprises où les organisations m-l n'avaient pas de militants implantés).

Des documents internes des groupes m-l démontrent leur intérêt à posséder des dossiers précis sur la situation des travailleurs et des syndiqués, dossiers propices à l'analyse des fameuses conditions objectives et subjectives²⁹. On parle, par exemple, de dossiers complets sur les luttes ouvrières d'une usine (historique de l'entreprise, bilans de grève, de négociation d'une convention...), le tout compilé afin de maximiser le travail d'agitation-propagande : c'est-à-dire d'être en mesure d'adapter les stratégies, les efforts ou encore le discours selon les entreprises visées. Ainsi, pendant la grève de la United Aircraft en 1974-76, En Lutte! fait un retour critique sur ses méthodes d'intervention :

Ils [les groupes ml] auraient pu être efficaces, mais par leur façon d'aborder les ouvriers ils se sont isolés. Les ouvriers ont été conditionnés par la peur du communisme. L'approche des groupes ml aurait dû être plus subtile. Si tu fais peur au monde en partant... [...] Le groupe En Lutte fut présent du début à la fin de la grève, parfois trop. Ils insistaient. Après coup, on constate qu'ils avaient peut-être raison mais la façon de le dire aux ouvriers laisse à désirer. [...] Ils ne prenaient pas le temps d'éduquer; ils intervenaient au mauvais moment. Leurs militants souvent très jeunes manquaient d'expérience. [...] Il y avait un manque de confiance vis-à-vis d'eux de la part des ouvriers³⁰.

²⁹ En résumé, dans la théorie marxiste-léniniste, on prétend que l'avènement de la révolution socialiste se matérialise lorsqu'il y a une concordance des conditions objectives et subjectives. Les conditions objectives renvoient aux problèmes bien concrets du prolétariat sous le capitalisme (chômage, pauvreté, maladies, répression...), alors que les conditions subjectives renvoient à l'idée du développement de l'initiative révolutionnaire (désir d'une société nouvelle) dans les masses avec la volonté de destruction du système capitaliste et le développement d'une conscience de classe (entre autre stimulé par l'agit-prop des communistes et de leur Parti).

³⁰ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-630/22, « Bilan de la grève [United Aircraft]. Comptendu de la 5^e réunion, le mercredi 8 février 1976 », février 1976, p. 2. La provenance du document et l'identité de son auteur ne sont pas explicites. Il semble que les commentaires soient ceux de travailleurs de la United qui réfléchissent sur la présence m-l, lors d'une réunion probablement organisée par EL!

Les Fonds d'archives du PCO et d'En Lutte! regorgent de ce type de documentation. Pour En Lutte!, on peut citer les rapports sur Les Engrais du St-Laurent (1975), la Shellcast (1974) ou encore la United Aircraft (1974-76), alors que la Ligue/PCO n'est pas en reste avec des dossiers sur la Questeel (Quebec Steel, [ca1977]), la Consol ([ca1977]) ou son travail parmi les postiers (1978)³¹.

Les analyses ne touchent pas seulement les différentes entreprises et industries, mais aussi les centrales syndicales elles-mêmes. À titre d'exemple, En Lutte! a bien noté que le travail militant ne peut s'effectuer de la même façon à la CSD qu'à la CEQ :

À la CSD: la seule fois que nous avons tenté d'y intervenir (en 75) par la diffusion du journal, nous nous sommes frappés à un mur infranchissable; en aucune façon, nous ne pouvons y faire du travail, car nous sommes communistes [...]
 À la CEQ: Aux dernières nouvelles les conditions pour la diffusion d'un point de vue communiste y sont favorables³².

La Ligue/PCO prépare aussi ses interventions dans les congrès syndicaux et se fait un devoir de bien analyser les forces en présence : sociaux-démocrates de gauche (SDG), sociaux-démocrates de droite (SDD), révisionnistes (pro-soviétiques), EL!, Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(ml)) et trotskystes (surtout du Rassemblement des militants syndicaux (RMS)). La Ligue se prépare pour un congrès du Conseil du travail de Montréal (CTM, regroupement régional de la FTQ), qui a lieu en avril 1979, en ciblant les différents adversaires, leurs faiblesses et les points sur lesquels

³¹ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-630/7, « Rapport d'enquête sur la lutte des travailleurs des engrais du St-Laurent », [1975?], 23 p., 38P-630/7, « La lutte de Shellcast », 1974, 5 p. et 38P-630/22 sur United Aircraft (75-76). UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/1, « [Dossier sur Questeel] », [s.d.], 13 p., 47P-8/1, « Plan de travail de la Consol », [s.d.], 5 p. et 47P-8/6, « Guide pour notre travail parmi les postiers », 1978, 13 p.

³² UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/6, « Sur les syndicats », 1977, p. 10.

les confronter. Après avoir décrit ses objectifs généraux sur l'unité intersyndicale et la riposte aux mesures de crise (dont l'attaque de front contre la fameuse loi C-73), la Ligue poursuit :

Au congrès, nous visons aussi:

- 1) à détacher les SDG des SDD et des Révisos, en les poussant à prendre position contre la direction de la FTQ, le PQ et pour la riposte maintenant! Notre objectif est de les gagner à nos positions et à développer notre influence sur eux.
- 2) continuer à frapper les révisos pour les isoler et détruire leur influence.
- 3) frapper sur En Lutte en montrant ce qu'ils font dans les syndicats - appui à la bourgeoisie dans la lutte des postiers, infiltration et travail parallèle dans les postes et dans le rail, sabotage de la riposte.
- 4) frapper principalement la ligne des SDD en ayant pour cible Laberge [...], appui inconditionnel au PQ, collaboration avec la bourgeoisie au sommet économique³³.

Cette masse d'informations est notamment utilisée dans la formation de militants syndicaux du PCO. Par exemple, du 6 au 10 janvier 1981 a lieu une formation pour tous les responsables syndicaux de la région de Montréal³⁴. Les « élèves » doivent se préparer par des lectures de classiques de l'Internationale syndicale rouge dont ceux de Losovsky. On profite de ces formations pour rappeler les lignes directrices du travail m-l dans les syndicats, en réaffirmant la primauté de la propagande communiste sur les luttes d'ordre économique. De même, les formations peuvent servir à préparer les militants à des questions pièges durant un congrès. C'est le cas de la « fraction hôpitaux » du PCO qui prépare une série argumentaire pour ses militants qui participent à une élection syndicale de la Fédération des Affaires sociales de la CSN :

³³ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité syndical, « Texte d'orientation pour le Congrès du CTM – 19-21 avril 1979 », mars 1979, p. 4-5.

³⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/4, Comité syndical, « Programme de cours pour les responsables syndicaux – Janvier 1981 », décembre 1980, 2 p.

2. Comment répondre à quelques arguments

a) Oui c'est vrai que vous êtes de très bons militants syndicaux, mais on ne voit pas pourquoi on vous donnerait, en vous élisant, une tribune privilégiée pour répandre des idées politiques avec lesquelles nous ne sommes pas nécessairement d'accord ?

Réponse : Oui, Pierre Paul [Roy] va mettre de l'avant ses idées politiques comme il faisait auparavant et comme il le fait depuis plusieurs années. La question est bien plus de savoir si ces idées vont dans le sens des intérêts des travailleurs plutôt que de savoir si on doit amener des idées politiques. [...]

Mais derrière ta question il y en a une autre. Si Pierre Paul a un poste électif, il va sûrement en profiter pour placer ses hommes, faire passer ses idées et petit à petit nous amener vers la partie des idées politiques qu'on est pas d'accord avec, (la révolution, etc.)

Réponse : Notre position là-dessus est claire. C'est clair que le PCO dans la lutte pour la révolution cherche l'appui des syndicats, car sans cet appui « le parti ne pourrait devenir une véritable force de masse, capable de faire avancer la révolution » [...]

Mais cet appui indispensable des syndicats est gagné par un long et patient travail d'éducation [...].

Pierre Paul est membre du PCO. C'est vrai, mais c'est aussi un élu syndical responsable devant l'assemblée générale [...]. Il doit rendre des comptes à ceux qui l'ont élu et il prend ses mandats de l'assemblée qui l'élit³⁵.

Enfin, un des aspects du travail m-l en lien avec les syndicats est la publication, sous différentes formes (articles de journal, tracts, brochures, affiches...), d'analyses sur le mouvement ouvrier et sur la lutte des travailleurs contre le Capital. Des centaines d'articles sont rédigés chaque année sur le « mouvement ouvrier », le « mouvement syndical », les « lois anti-ouvrières », les « grèves par secteurs » ou les « courants politiques dans le mouvement syndical »³⁶. De plus, plusieurs brochures publiées par En Lutte! et la Ligue/PCO abordent directement les questions syndicales³⁷.

³⁵ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, Fraction hôpitaux, « Mémo de la fraction hôpitaux », décembre 1980, p. 3-5. Pierre-Paul Roy est un des militants bien connu du PCO. Il est un des principaux porte-parole du groupe m-l à la CSN, en vertu de son rôle de délégué à la FAS.

³⁶ En Lutte! et la Ligue/PCO ont produit des index des articles de leur journal respectif, index distribués sous forme de supplément dans lesdits journaux. Pour se procurer les index, voir les séries de microfilms des journaux dans la section « Microforme » de la bibliothèque centrale de l'UQAM.

³⁷ En Lutte!, *Contre l'économisme : A propos du Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières (C.S.L.O.)*, L'Équipe du Journal En Lutte!, Montréal, septembre 1975, 43 p. ; En Lutte!, *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mars 1977, 48 p. ; Comité

C'est donc une part importante du militantisme marxiste-léniniste qui est dévolu à des tâches de cueillette d'informations, d'analyse des données et de production de rapports et textes de propagande de toutes sortes. Si ces travaux alourdissent le fardeau des militants, ils permettent en retour aux organisations m-l de compter sur des informations mises à jour régulièrement et des analyses pointues du mouvement ouvrier, tout particulièrement des secteurs en lutte.

Une estimation des forces en présence et sa répartition

Le cheminement des militants dans les organisations m-l suit un protocole strict (sauf exceptions) : on passe de sympathisant, à stagiaire puis finalement à membre. Le sympathisant est un militant qui n'a pas d'attache fixe avec l'organisation m-l, ce qui n'enlève rien au fait qu'il peut être très dévoué dans sa pratique militante (participation aux manifestations, distribution des publications, etc.). Le stagiaire est ni plus ni moins un « aspirant membrè » ou un membre en probation, qui a fait une demande d'adhésion comme membre (sous la supervision de parrains ; membres ou stagiaires de sa cellule). Le stagiaire doit soumettre son dossier (informations sur ses motifs d'adhésion, son passé politique et son origine de classe) et réussir une période de stage d'« au moins six mois pour les prolétaires et d'au moins 12 mois pour les autres militants », où il sera amené à

Central d'En Lutte!, *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mai 1978, 25 p. ; Charles Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, Montréal, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, mai 1979, 31 p. ; En Lutte!, *Manifeste pour le mouvement ouvrier. Dehors McDermott! Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, Montréal, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, septembre 1979, 85 p. ; LC(ml)C, *Contre la crise capitaliste : Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme !*, LC(ml)C, Montréal, [1977?], 36 p. ; PCO, *Bâtir des syndicats de lutte de classe*, Montréal, 1979.

approfondir son implication dans la cellule dans le but ultime d'en faire un futur cadre de la révolution³⁸.

Pour ce qui est du nombre total de militantes et militants dans les deux organisations maoïstes québécoises à l'étude (Ligue et EL!), pour la période qui correspond à leur expansion maximale (1976-1979), on considère généralement que les effectifs passent de 2500 (1976-77) à 4500-5000 (1978-79), dans une proportion d'environ 1000 membres en règle pour 3000 à 4000 stagiaires et sympathisants (1978-79)³⁹. Si l'on divise ce nombre de militants entre les deux groupes, on note 2500 à 3000 militants pour la Ligue (dont jusqu'à 700 membres) et environ 1500 à 2000 militants pour En Lutte! (dont jusqu'à 348 membres en 1979)⁴⁰. Il s'agit donc d'un rapport où En Lutte! détient approximativement 2/3 des effectifs de la Ligue/PCO.

Un bon pourcentage de ces effectifs est affecté au militantisme syndical. À son apogée, autour de 1979-1981, le PCO a près de 200 membres militants dans la centrale de la CSN, en grande majorité à la FAS, mais aussi dans certains syndicats industriels (métallurgie et construction)⁴¹. On estime qu'environ 300 délégués sont encadrés ou influencés par le PCO lors des congrès de la CSN, ce qui inclut un bon nombre de

³⁸ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-520/1, Le Bureau d'Organisation (En Lutte!), « Notre politique et modalités d'adhésion », 19 février 1977, p. 7 et 14.

³⁹ Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, Montréal, Éditions La Presse, 1977, p. 90, Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours : continuités et ruptures*, Montréal, Centre de Formation Populaire, Éditions du Fleuve, 1989, p. 168 et David Milot, « Présentation », *BHP*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 13.

⁴⁰ L. Favreau, *Mouvement populaire et intervention...*, p. 168. Les chiffres très précis sur le nombre de membres d'En Lutte! proviennent du *Bulletin interne* du groupe m-l, dans André Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 40. Notons qu'en 1976, En Lutte! avait 114 membres, ce qui rend bien compte de l'expansion des années 1976 à 1979.

⁴¹ L. Favreau, *Mouvement populaire et intervention...*, p. 168. Chiffres repris par J.-P. Warren, *Ils voulaient changer...*, p. 24. Voir aussi, UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/4, Comité syndical, « Manuel de formation pour les responsables syndicaux », [s.d., ca1981], p. 1.

militants non affiliés⁴². Pour donner une idée du nombre de délégués représentants officiellement le PCO, En Lutte! mentionne dans un document interne, que le groupe m-l adverse est représenté par une cinquantaine de délégués au congrès de la CSN de mai 1980 à Québec⁴³.

Pour ce qui est des effectifs d'En Lutte! à la CSN, ils sont aussi significatifs, bien que moindre que ceux du PCO. Au même congrès de la CSN tout juste évoqué, En Lutte! a une quinzaine de délégués⁴⁴. De manière plus générale, En Lutte! a une centaine de militants impliqués dans les différentes instances de la CSN⁴⁵. Jugées prioritaires, EL! consacre l'essentiel de ses forces dans les instances de la FAS, de la FNEQ et du CCSNM⁴⁶. Finalement, on considère que l'organisation peut réunir environ 20 à 30

⁴² François Moreau, « Bilan de l'extrême-gauche au Québec », *Quatrième Internationale*, no 21, septembre 1986, [n.p., version numérique], *La Gauche : Journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme*, « Bilan de l'extrême-gauche au Québec », http://www.lagauche.com/Gauche_socialiste/moreaubextg.htm, site visité le 14 décembre 2006.

⁴³ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/3, CRQ, « Analyse du mouvement ouvrier au Québec », 5 février 1981, p. 21. Il peut sembler étrange d'utiliser les informations contenues dans les documents d'En Lutte! pour définir la situation du PCO. Or, il faut savoir que le PCO avait un niveau de sécurité – certains diraient de paranoïa – plus élevé qu'En Lutte!, ce qui fait que même dans les documents internes, le PCO ne parle pratiquement jamais de ses propres effectifs (mais hésite moins à parler des effectifs des autres groupes). Nous sommes donc plus ou moins condamnés à glaner les informations ailleurs. Pour ce qui est de la justesse de ces informations (étant donné le caractère compétitif de la relation entre En Lutte! et le PCO), nous croyons que si En Lutte! pouvait avoir avantage à jouer avec les chiffres dans ses publications (pour diminuer le rôle du PCO et augmenter du coup son propre rôle), le groupe n'avait pas vraiment intérêt à comptabiliser des chiffres inexacts dans ses documents internes. Ces chiffres nous semblent donc tout à fait plausibles.

⁴⁴ *Idem*.

⁴⁵ Le Comité régional du Québec, l'instance qui représente les cellules du Québec – et donc la grande majorité des cellules d'En Lutte! –, n'a pas un « tableau complet et précis », pour reprendre son expression, des effectifs dans les syndicats affiliés à la CSN : « Nous avons certainement plus de 100 syndiqués dans cette Centrale (possiblement 200-300, je ne sais pas) ». Il n'est donc pas simple d'arriver à des chiffres plus précis. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 2.

⁴⁶ Voici quelques chiffres fournis par EL! à ce sujet : « La majorité de nos forces viennent de deux Fédérations : FAS et FNEQ. À la FAS, nous intervenons dans plusieurs grands hôpitaux, en particulier à Montréal et Québec, mais aussi à St-Hyacinthe et Valleyfield. Nous intervenons aussi très activement dans plusieurs CLSC. Je ne sais pas combien nous aurons de délégués au Congrès de la FAS, mais nous avons 3 membres comme délégués officiels au Conseil fédéral de la FAS, qui est l'instance de direction de la Fédération entre ses Congrès. À la FNEQ, nous avons des militants dans la plupart des grands cégeps, à

délégués dans les différents congrès de la fin des années 1970, dont 5 à 10 délégués officiels⁴⁷.

Si la majorité de leurs effectifs syndicaux se retrouvent à la CSN, les groupes m-l ont néanmoins une présence dans les autres centrales syndicales, à savoir la FTQ (et le CTC) ainsi que la CEQ⁴⁸. En ce qui a trait à la FTQ, En Lutte! présente, lors des congrès de la fin des années 1970, de 3 à 5 délégués⁴⁹, alors que le PCO présente autour d'une dizaine de délégués⁵⁰. Ce nombre assez restreint dans les congrès n'empêche pas En Lutte! de pouvoir compter sur environ une trentaine de militants dans les différentes instances de la centrale⁵¹. Par ailleurs, selon Louis Favreau, les militants du PCO « sont présents dans 36 syndicats locaux (dont 15 exécutifs locaux), dans 8 Conseils du travail (dont 3 exécutifs) »⁵². Pour donner une idée de la représentation des deux groupes m-l à la FTQ, voici les chiffres pour le congrès de la FTQ de novembre 1979 :

Ils [les militants du PCO] avaient plusieurs délégués : 3 ou 4 du local 1244 du SCFP (U de M), une travailleuse du 298, un de MLN [sic, MLW] Bombardier, un ouvrier de la céramique et du verre, un du local 313 du SCFP

Montréal, à Québec, à Valleyfield, Laval, St-Jérôme. [...] Nous avons aussi de nombreux militants chez les professeurs et chargés de cours de l'UQAM qui sont aussi syndiqués CSN, sans être membres de la FNEQ. » UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 2-3.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 2. C'est-à-dire des délégués qui ont été élus par un syndicat local pour les représenter à un congrès, ce qui leur accorde le droit de vote et un droit de formuler des demandes officielles, alors que les autres délégués y allaient sur une base personnelle (comme observateur, pour poser des questions...).

⁴⁸ Comme les organisations m-l ont des visées pancanadiennes, elles militeront dans les différentes instances du CTC que ce soit par le travail des cellules québécoises ou celui des cellules hors-Québec.

⁴⁹ Par exemple, pour le 16^e congrès de la FTQ de novembre 1979, on note de 3 à 4 délégués selon les sources. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/3, CRQ, « Analyse du mouvement ouvrier au Québec », 5 février 1981, p. 21. UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité FTQ, « Bilan du Congrès de la FTQ », décembre 1979, p. 4.

⁵⁰ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/3, CRQ, « Analyse du mouvement ouvrier au Québec », 5 février 1981, p. 21.

⁵¹ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 4.

⁵² L. Favreau, *Mouvement populaire et intervention...*, p. 168.

(hôpital Rivières-des-Prairies), une fille de Bell, une personne du Conseil du Travail de St-Jérôme⁵³.

En Lutte : 4 délégués, 1 G.M. [General Motors], 2 du 298 [Syndicat québécois des employées et employés de service], 1 du SCFP⁵⁴.

À la CEQ, c'est En Lutte! qui semble le plus impliqué parmi les groupes maoïstes, avec une cinquantaine de militants dans les différentes instances, 2 à 4 délégués au congrès, en plus d'un petit nombre de sympathisants et contacts⁵⁵. En fait, En Lutte! a plus de militants à la CEQ qu'à la FTQ. Le PCO détient, pour sa part, une quinzaine de membres à divers échelons de la centrale⁵⁶.

Les militants m-l se retrouvent dans différents secteurs d'emplois, le secteur des services publics et de la santé étant particulièrement actif. C'est bien connu, les organisations m-l sont très présentes dans les différents hôpitaux de la région montréalaise, particulièrement au sein des hôpitaux Notre-Dame et Louis-Hippolyte-Lafontaine, mais aussi Saint-Charles-Boromé, Maisonneuve-Rosemont et Saint-Luc⁵⁷.

⁵³ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, Responsable agitation au CRQ, « Bilan du Congrès de la FTQ du mois de novembre 1979 », 27 février 1980, p. 10-11.

⁵⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité FTQ, « Bilan du Congrès de la FTQ », décembre 1979, p. 4.

⁵⁵ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 3. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/3, CRQ, « Analyse du mouvement ouvrier au Québec », 5 février 1981, p. 21. En Lutte! mentionne dans un document interne : « Nous avons au moins un membre délégué au Conseil général de la CEQ qui est l'instance de direction entre les Congrès de la Centrale. Nous sommes présents dans plusieurs des syndicats du primaire et de l'élémentaire. Nous avons une dizaine de militants (m., stag. et s.a.) à l'Alliance des professeurs de Montréal. Nous sommes très influents dans le syndicat des Enseignants du Sud-Ouest de Montréal [...] avec un membre et des gens sympathiques sur l'exécutif. » UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 3.

⁵⁶ Selon le témoignage de Daniel Lachance, ancien militant du PCO à la CEQ, dans Louise Gendron, « Vive le Québec rouge ! », *L'Actualité*, 15 décembre 1998, p. 66 et 68.

⁵⁷ Jacques Benoît donne l'exemple de l'hôpital Notre-Dame, « baromètre de la situation en milieu hospitalier », qui voit le nombre de militants d'extrême-gauche, parmi ses employés, passés de 2 en 1974 (EL!) à plus de trente en 1976-77 (EL! = une demi-douzaine, Ligue = une vingtaine, PCC(ml) = 4 ou 5, GMR = 3). J. Benoît, *L'extrême gauche*, p. 27. L'influence de la Ligue/PCO perdure jusqu'au début des années 1980. En octobre 1981, une équipe de militants progressistes, dont des militants du PCO, emporte

Leur présence est aussi relativement importante parmi les enseignants de la métropole et dans certaines grandes industries, particulièrement dans l'est de l'Île de Montréal⁵⁸.

Du travailleur au lieu de travail

Maintenant que nous avons bien identifié les principales responsabilités des militants syndicaux marxistes-léninistes au niveau de leur organisation, nous sommes en mesure d'aborder plus en profondeur le militantisme auprès des travailleurs et des syndicats même. En effet, toute une série d'actions d'agitation-propagande est mise en œuvre afin de diffuser le communisme dans les syndicats. Les m-l n'hésitent pas à distribuer leurs publications aux portes des usines ou encore à soutenir des travailleurs en conflit de travail en organisant des soirées de soutien.

L'agitation-propagande et les appuis aux luttes et aux grévistes

Dans le but de rallier les masses, les militants d'organisations marxistes-léninistes travaillent sans compter leur temps auprès des travailleurs syndiqués comme non syndiqués : distribution du journal et des tracts aux portes des usines et dans les lieux publics, demande d'appui à l'aide de pétitions, placardage d'affiches... Tous les moyens sont bons lorsqu'il s'agit de favoriser la propagande. De plus, certaines institutions

les élections du syndicat local par une impressionnante majorité (la nouvelle présidente du syndicat est membre du PCO). PCO, « Un mandat d'action contre les coupures. Suzanne Lortie, nouvelle présidente du syndicat de l'Hôpital Notre-Dame », *La Forge*, vol. 6, no 38, 6 novembre 1981, p. 11.

⁵⁸ Il faut, bien entendu, être prudent avec les chiffres présentés car ce sont souvent les mêmes militants qui sont présents dans les différentes instances, comme l'indique un rapport d'En Lutte!. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 5.

d'éducation voient se multiplier les tables de littérature marxiste ; on pense notamment au Pavillon Read de l'UQAM, surnommé par certains le « Pavillon Red » :

« Il fallait se frayer un passage dans le corridor d'entrée du pavillon, quotidiennement envahi par les sympathisants des groupuscules d'extrême-gauche (trotskystes, marxistes-léninistes, communistes) qui criaient pour vendre leur salade et distribuer leur feuille de chou », raconte Ginette Lamarche, à l'époque secrétaire du module d'histoire. « Voilà pourquoi les pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin ont été construits avec une quinzaine de portes d'entrée chacun ! », ajoute en riant Jean-Paul Lafrance, alors directeur du Département de communication [...] ⁵⁹.

Cette implication acharnée des militants m-l répond à une stratégie globale d'agitation-propagande, devant combler plusieurs aspects des tâches communistes : « l'élévation de la conscience de classe », « l'aiguïsement des contradictions », « l'identification des éléments avancés », « l'élévation du degré de combativité contre « l'ennemi » », « l'élargissement de la lutte » ⁶⁰. Le but suprême étant de créer un tel remous, un tel mécontentement, que les masses souhaitent se lancer dans une insurrection contre le système capitaliste et l'État ⁶¹.

L'insistance des m-l québécois sur la distribution du journal est un exemple de leur stratégie d'agit-prop. Jour après jour, les camelots se postent aux portes des usines, des rencontres syndicales, des collèges et des universités malgré un accueil pas toujours favorable :

⁵⁹ Pierre-Étienne Caza, « Les beaux jours du pavillon Read. En pleine Révolution tranquille, une nouvelle université naissait au centre-ville », *Inter – Magazine de l'Université du Québec à Montréal*, printemps 2006, vol. 4, no 1, p. 29.

⁶⁰ Voir les résumés des approches d'agit-prop par J. Benoît, *L'extrême gauche*, p. 126-131 et J.-P. Warren, *Ils voulaient changer...*, p. 131-145.

⁶¹ Sur le rôle du propagandiste et de l'agitateur dans le développement de l'« indignation des masses », voir Comité de rédaction, « Octobre [texte de présentation de la nouvelle publication] », *Octobre*, no 1, été 1977, p. 4-5.

On ne peut pas dire que le journal a pénétré largement dans la classe ouvrière jusqu'à maintenant. Car, l'organisation de la diffusion en usines se heurte à de nombreuses difficultés, depuis notre faible connaissance des usines où les ouvriers sont plus combatifs jusqu'à l'opposition absolue de certaines compagnies à laisser circuler les diffuseurs⁶².

Malgré tout, après des années d'efforts, les organisations m-l québécoises augmentent considérablement la distribution de leurs journaux grâce à la création progressive de réseaux : on estime à environ 7 000 à 10 000 le nombre d'exemplaires distribués au sommet de leur popularité⁶³. En 1978, En Lutte! note des améliorations significatives à son système de distribution :

Comme acquis particuliers, outre le développement de la distribution large et massive, signalons le développement, bien qu'inégal, des différentes formes de réseaux : réseaux internes dans les lieux de travail, les écoles, etc. - réseaux d'abonnés ou de contacts, réseaux de correspondances et enfin réseaux de dépôts - qui assurent une base stable à la pénétration du journal dans les masses de la région⁶⁴.

Un second élément fondamental pour comprendre le travail des m-l auprès des travailleurs est celui de l'appui direct aux ouvriers en lutte, que ce soit par le soutien physique (lignes de piquetage, manifestations), financier (cueillettes de fonds) ou politique (articles et tracts sur les luttes, attaques des employeurs...). Une des premières campagnes d'En Lutte! commence en 1974, en support aux 34 ouvriers arrêtés lors de l'occupation de la United Aircraft⁶⁵. Lors d'une assemblée militante intitulée l'« Automne Show » en soutien aux « prisonniers politiques » en 1975, un représentant

⁶² En Lutte!, « En Lutte! Après une première année de travail... », *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 10, dans EL!, *Les Cahiers d'En Lutte!*, no 1 à 10, Montréal, Les Presses Solidaires, 1975, p. 4.

⁶³ Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 34 et André Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 40.

⁶⁴ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-730/1, « Rapport sur l'application de la directive sur la distribution », décembre 1978, p. 3.

⁶⁵ A. Valiquette, « Introduction historique au groupe En Lutte! », *BHP*, vol. 13, no 1, p. 39.

d'En Lutte! prend la parole. Il n'hésite pas à condamner le réformisme et le collaborationnisme des syndicats et ce, malgré la présence de chefs syndicalistes, dont Louis Laberge. De plus, l'orateur met en valeur l'implication de son organisation :

Le montant de \$750.00 que je remets ce soir, au nom du journal EN LUTTE!, est la première tranche d'argent ramassée dans le cadre de la campagne de soutien aux 34 d'United Aircraft, aux 34 prisonniers politiques du capitalisme. Cet argent a été ramassé par des collectes aux portes des usines de plusieurs régions du Québec et auprès des lecteurs du journal. [...]

**Appuyons les 34 d'United !
Unissons-nous contre le gel des salaires !
Construisons le parti prolétarien !⁶⁶**

Les militants de la Ligue/PCO ne sont pas en reste. L'histoire du groupe est en particulier marquée par les grèves de la Robin Hood et de la Commonwealth Plywood en 1977 et 1978⁶⁷. Il faut savoir que la violence de ces grèves – en juillet 1977, les services de sécurité de la Robin Hood tirent sur la foule, blessant près d'une dizaine de manifestants – va « enflammer » les m-l qui y voient un signe pré-révolutionnaire, ou du moins espèrent que l'insurrection des travailleurs pourra se propager. C'est ainsi que la Ligue travaille sans relâche pendant des mois pour faire transporter des militants en autobus à Sainte-Thérèse pour appuyer les grévistes de la Commonwealth Plywood. Un ancien militant de la Ligue et du PCO témoigne de la présence de militants en soutien à la ligne de piquetage trois jours par semaine, dont une de ces journées par des militants de la Ligue et ce, à la demande de l'exécutif du syndicat local et de son président, Gérald

⁶⁶ En Lutte!, « Surveillons de près les crapules de la bourgeoisie lors des procès des 34 d'United ! La lutte continue ! », *En Lutte!*, no 48 (vol. 3, no 7), 6 novembre 1975, p. 1. C'est EL! qui utilise le caractère gras.

⁶⁷ En Lutte! est aussi très présente lors de ces deux grèves : notons sa participation à une manifestation de 450 personnes pour la Robin Hood au parlement de Québec en août 1977, *En Lutte!*, [Photo et sa vignette], *En Lutte!*, no 97 (vol. 5, no 2), 15 septembre 1977, p. 5.

Gagné⁶⁸. Un article de la Ligue confirme cette dernière affirmation : des autobus partent tous les lundis, mercredis et vendredis à cinq heures du matin, devant le local de la CSN à Montréal⁶⁹. Pour coordonner cette aide aux grévistes, les organisations m-l n'hésitent pas à créer des Comités de lutte sous leur contrôle, en conformité avec une stratégie adoptée dès la période du CSLO en 1973 et 1974. Ces comités, parallèles à ceux des organisations syndicales, répondent au désir des groupes m-l de concurrencer la préparation du matériel de propagande et d'agitation des ouvriers eux-mêmes⁷⁰. Le contrôle de tels comités permet d'aiguiser le mécontentement et de favoriser le durcissement des négociations. En 1977, la Ligue crée un comité de soutien aux meuniers du Saguenay afin de proposer des mesures contre « la crise du capitalisme » :

Les moyens d'action qui s'offrent à nous sont multiples : boycottage des produits Robin Hood et d'International Multifood (par la diffusion de tracts dans les centres d'achat, aux portes des chaînes d'alimentation, etc.), signature de pétitions d'appui, collecte de fonds, messages de solidarités, assemblées publiques, conférence de presse, annonce et participation aux manifestations prévues par les meuniers, etc.⁷¹.

Malgré la création d'un comité parallèle, la Ligue souhaite garder des liens avec le comité de la CSN afin d'être informée des développements. Elle compte donc profiter des avantages fournis par les instances syndicales, tout en tentant de se distinguer de celles-ci. On dénote, à tout le moins, une certaine forme d'opportunisme : ces comités ont comme mission de populariser la lutte des travailleurs impliqués dans une grève, mais

⁶⁸ Voir le texte signé « Un ex-militant de la LC(m-l)C et du PCO », « L'autre histoire de l'indépendance, de Pierre Dubuc : Le directeur de L'aut'journal se dévoile », *Arsenal* [revue du Parti communiste révolutionnaire], vol. 2, mars 2004, dans sa version numérique, <http://www.pcr-rcp.ca/fr/arsenal/2b>, site visité le 7 février 2008.

⁶⁹ LC(ml)C, « 2 500 personnes manifestent devant la Commonwealth Plywood », *La Forge*, vol. 3, no 5, 3 mars 1978, p. 7.

⁷⁰ EL!, *Contre l'économisme...*, p. 36.

⁷¹ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/1, « Proposition de plate-forme pour le comité d'appui des meuniers (Saguenay) », 1977, p. 4.

aussi les groupes m-l eux-mêmes⁷². Par ailleurs, le travail dans les coulisses d'une grève peut parfois jouer contre les organisations m-l. Lorsqu'En Lutte! fait le bilan de son travail de soutien aux grévistes de la Commonwealth Plywood en 1978, les responsables notent :

...nous avons commis l'erreur (et ce n'est pas la première fois) de nous lier à l'exécutif plutôt qu'auprès des éléments les plus avancés et combatifs de cette lutte. Bref, nous nous sommes liés aux éléments les plus instables, le président du syndicat et le capitaine de grève. Cela n'a donc pas été difficile pour eux de nous isoler complètement des ouvriers⁷³.

Nous y avons fait référence plus tôt, les organisations m-l voudront aussi s'impliquer dans – voire prendre en charge – les préparatifs entourant des événements symboliques pour la classe ouvrière comme les fêtes du 1^{er} mai et du 8 mars. L'exemple de la Journée Internationale des Femmes de 1976 est particulièrement parlant. En Lutte! décide de se joindre aux préparatifs amorcés conjointement par la CSN-FTQ-CEQ :

Nous sommes d'accord avec les trois centrales lorsqu'il est dit dans le communiqué de presse que cette journée n'est pas une mini-fête des mères mais vient souligner l'extrême combativité des femmes à travers l'histoire et poser que c'est dans la lutte contre toutes formes d'exploitation que nous trouvons notre dignité humaine⁷⁴.

Mais se voyant interdit le droit de parole, En Lutte! décide de quitter la coalition et de préparer sa propre soirée, à l'image de la Ligue qui, dès le départ, a refusé de collaborer

⁷² À propos de l'unité entre les instances syndicales et les organisations m-l dans la lutte des meuniers, on retrouve une lettre du CCSNM adressée à la Ligue, qui insiste sur l'importance d'une « riposte unitaire ». La CSN craint donc probablement la création d'un comité parallèle, source possible de division. UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/4, Comité de Solidarité des Meuniers (CSN), « [Lettre du CCSNM à la Ligue] », 14 mars 1977, 1 p.

⁷³ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/1, « Rapport d'activités de la Région Québec », septembre 1978, p. 8.

⁷⁴ En Lutte!, « Intervention de la coalition marxiste-léniniste lors de la rencontre du 19 février 76 organisée par les centrales syndicales pour préparer la Journée Internationale des Femmes », *En Lutte!*, supplément au no 56 (vol. 3, no 15), 4 mars 1976, p. 8.

avec les centrales syndicales « réformistes ». Cette année-là, il y a donc, au bas mot, trois soirées pour souligner le 8 mars : celle des centrales syndicales, celle d'EL! et celle de la Ligue. La Ligue et EL! se reprochent mutuellement ce manque d'unité. La Ligue reproche de plus à EL! d'avoir voulu préparer une fête commune avec les centrales (collaboration avec les réformistes, accusation de trahison). Or, pour cette dernière, une célébration commune représentait une belle occasion pour mener l'agit-prop au sein des masses. La Ligue condamne la position d'EL! comme une position de droite, opportuniste, alors qu'EL! réplique en qualifiant la Ligue de gauchiste, dogmatique et sectaire. Rien pour favoriser l'unité, c'est le moindre qu'on puisse dire.

Par ailleurs, une des formes originales du militantisme m-l est sa propension à utiliser l'art pour faire passer son message politique : qu'il s'agisse de soirées de théâtre révolutionnaire ou encore de la publication d'albums musicaux de chants prolétariens⁷⁵. Ce qui est intéressant, c'est que les m-l québécois ne se contentent pas de reprendre les classiques de l'art communiste – comme l'Internationale – mais développent aussi des créations adaptées à la situation locale. Ce genre de propagande culturelle peut être livrée lors de soirées organisées par les groupes m-l ou encore lors de manifestations syndicales et d'événements de soutien aux luttes ouvrières. Des militants d'En Lutte! composent la « Chanson du 14 octobre », en l'honneur de la journée de grève générale des travailleurs canadiens, le 14 octobre 1976. Les paroles indiquent bien à quel point la justesse de la ligne politique primait sur la créativité artistique :

⁷⁵ Les troupes de théâtre affiliées aux groupes m-l se produisent parfois lors d'événements syndicaux ; une forme originale de militantisme syndical. David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2000, p. 104-106. Pour voir et entendre certaines des pièces et chansons, consulter le Fonds de l'OMLCEL! à l'UQAM, qui contient divers enregistrements sous forme VHS.

REFRAIN

L'État bourgeois, faisons le reculer ;
 Son gel des salaires, qu'il le ravale !
 Debout, debout ouvrières, ouvriers !
 En avant pour la grève générale !⁷⁶

Les militants m-l n'hésitent donc pas à appuyer les travailleurs en lutte, tentant même parfois de prendre la tête des mouvements de grève. Ils ne craignent pas de se « salir les mains », si on peut parler ainsi, à tel point que certains y voient un activisme débridé. Leur enthousiasme et leur énergie ne laissent assurément pas indifférents, à plus forte raison lorsque la propagation des idées des groupes m-l est favorisée par la présence de militants-travailleurs sur les lieux de travail visés. La Ligue/PCO en fait clairement sa priorité, alors qu'En Lutte! profite aussi de la présence de ces militants dans les différents lieux de travail, malgré son opposition officielle à l'implantationnisme.

L'établissement en usine et dans les différents lieux de travail

Le travail des militants m-l prend une saveur particulière lorsque ces derniers s'impliquent dans le syndicat de leur propre lieu de travail. Certains ont quitté des emplois enviables ou des études en cours pour aller travailler auprès des masses, dans une buanderie d'hôpital ou encore sur une ligne de montage d'usine⁷⁷. Sans nous lancer dans une longue démonstration de l'implantationnisme m-l au Québec – ce sujet en lui-même

⁷⁶ EL!, *Manifeste contre la loi C-73...*, p. 29.

⁷⁷ Voici un court récit d'un ancien membre du PCO : « François, membre du PCO, a laissé ses études universitaires en plan pour aller travailler comme journalier dans une usine de produits alimentaires, histoire de répandre la bonne nouvelle du marxisme-léninisme chez les ouvriers. Il est devenu copain avec les ouvriers, dont la majorité ont même fini par savoir qu'il était marxiste. Ce qui ne les a pas empêchés de l'élire délégué syndical. « C'est là que ça s'est gâté, dit-il. Car le syndicat, lui, ne voulait surtout pas d'un marxiste dans ses rangs. Il s'est allié à la direction pour me faire congédier ! » ». L. Gendron, « Vive le Québec rouge ! », p. 66.

pourrait faire l'objet d'une étude spécifique – nous aborderons ici quelques aspects importants de cette question incontournable.

Si certains militants tentent leur chance dans le secteur industriel, la plupart se concentrent sur le secteur des services publics, en particulier la santé, jugé stratégique par les m-l⁷⁸. À l'évidence, le système de santé est vu comme un des piliers du gouvernement capitaliste. Si des troubles de toutes sortes (qualité des services, embûches syndicales, confrontation avec la direction) s'y propagent, le mécontentement, croit-on, peut faire boule de neige et proliférer dans les autres secteurs de l'économie. De plus, comme l'obtention d'un emploi non spécialisé dans le secteur de la santé (buanderie, cafétéria, maintenance) est relativement aisé (peu de qualifications requises, roulement de personnel élevé), cela facilite l'implantation des militants maoïstes⁷⁹.

Mais quelles sont les tactiques de luttes particulières développées par les m-l sur leur lieu de travail ? L'agitation-propagande et la volonté de rallier progressivement des collègues à la cause, entre autres par l'entremise de « comités de lecteurs », sont au cœur du militantisme marxiste-léniniste. Sur l'agit-prop, « Georges », un ouvrier communiste membre de la Ligue, souligne l'importance du journal pour créer des contacts avec les travailleurs : « Sans La Forge [journal de la Ligue], on aurait pu établir des liens d'amitié avec les ouvriers, mais des liens politiques, il n'y en aurait pas eu ». Georges ajoute, au sujet des comités de lecteurs : « ...c'est une forme d'encadrement que la Ligue offre aux

⁷⁸ Au sujet de la présence m-l dans le secteur industriel, Benoît cible avec justesse les industries suivantes : dans l'industrie lourde, la Dominion Engineering Works, la Vickers, Quebec Steel et MLW-Industries et dans le secteur alimentaire, les Biscuits David et Weston. J. Benoît, *L'extrême gauche*, p. 21-23.

⁷⁹ Idée bien développée par J. Benoît, *L'extrême gauche*, p. 15-16 et reprise par J.-P. Warren, *Ils voulaient changer...*, p. 142-143.

ouvriers pour leur donner des armes afin qu'ils puissent s'impliquer à fond dans la lutte de classes ». Au menu, des lectures d'articles de *La Forge*, des brochures de la Ligue ou de textes classiques du m-l, sont suivies d'analyses, de critiques et de suggestions : « ...c'est une école mais toujours bien gros liée avec la pratique. Ce que t'apprends dans le comité de lecteurs est mis tout de suite en pratique dans les luttes ». Par ailleurs, les comités de lectures doivent, dans l'idéal de la Ligue, mener aux « groupes d'études » qui forment de manière plus approfondie les ouvriers pour en faire les futurs dirigeants communistes de la cellule d'entreprise et, cela va de soi, de nouveaux membres⁸⁰.

Les militants établis utilisent, de plus, des stratégies de déstabilisation et de confrontation. C'est ainsi que l'établissement permet de faire des appels à la grève de l'intérieur : parmi les premiers « établis », des militants maoïstes du CAP St-Jacques s'implantent à la Canadian Steel Foundries en 1972. À la suite de l'élection à la présidence du syndicat local (FTQ) d'un des militants, l'exécutif déclenche une grève qui prend les travailleurs de surprise⁸¹. Une autre stratégie consiste à multiplier les demandes jugées justes par la majorité des travailleurs mais extrêmement difficiles à obtenir de la part de l'employeur, ce qui mène inévitablement les négociations dans un cul-de-sac. Comme le mentionne Jean-Philippe Warren : « Il s'agit, pour eux [les m-l], de faire durer autant que possible les conflits, de manière à dévoiler l'absurdité d'un système capitaliste qui refuse de répondre aux demandes des travailleurs »⁸². Cette stratégie peut être

⁸⁰ LC(ml)C, « Pour faire de chaque usine une forteresse... », *Octobre*, p. 111 et 115-122. Pour un autre exemple du travail de la Ligue/PCO en usine, voir G. Emond, « Le travail du parti dans une grande usine », *Octobre*, p. 98-129.

⁸¹ Une assemblée des travailleurs entérine le retour au travail le jour suivant. Le président et ses collaborateurs sont renvoyés. J. Benoit, *L'extrême gauche*, p. 17-19.

⁸² J.-P. Warren, *Ils voulaient changer...*, p. 133.

utilisée lors de rondes de négociation d'une convention collective. À titre d'exemple, le PCO propage, grâce à un militant implanté, un tract à la Quebec Steel lors d'une période de négociation avec les patrons :

Dimanche, soyons au rendez-vous. Ce sera le temps de décider de quoi aura l'air notre prochaine convention collective. Le contrat se termine le 27 août et c'est le temps ou jamais de montrer aux patrons de la Fonderie notre détermination. [...] Organisons des moyens de pression dans l'usine pour montrer à la compagnie que nous n'accepterons rien de moins que des gains importants. [...] Le Parti Communiste Ouvrier remet en cause le système de profits et les crises, le fameux « droit de gérance » des patrons qui leur permet de nous jeter à la rue à leur bon gré. [...] C'est à nous de forcer les patrons à faire des concessions !⁸³

La présence d'un membre ou sympathisant à l'interne offre une position intéressante afin de bien saisir les besoins et les désirs des travailleurs, tout en y ajoutant une « dose de radicalisme » qui peut faire bloquer les négociations ou, dans le cas d'un gain syndical important, faire retomber le mérite sur le courage politique des militants m-l. Évidemment, le rôle entretenu par les implantés peut varier : selon le niveau de confiance des collègues, selon leur niveau de combativité ou selon l'approche de l'employeur. C'est ainsi que les groupes m-l développent une certaine gradation dans leurs actions de nuisance :

Suivant la situation et nos forces, il faut proposer des moyens d'action précis montant graduellement en envergure.

- 1) Couper l'overtime
- 2) Ralentir la production
- 3) Bloquer les sous-contrats
- 4) Débrayages partiels dans l'usine ou par départements
- 5) L'occupation de l'usine mais uniquement quand le rapport de force est tel qu'il nous le permet⁸⁴.

⁸³ UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/4, « Pour un bon contrat », [s.d.], p. 1 et 7. C'est le PCO qui souligne.

⁸⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/1, « Communiqué du Comité syndical », [s.d.], p. 1-2.

Toutes ces stratégies ont une influence sur la relation des militants m-l implantés avec leurs camarades de travail. L'établi vit souvent avec difficulté son rôle de guide intellectuel dans une culture prolétarienne qui n'est souvent pas la sienne. Gordon Lefebvre écrit à ce sujet :

L'établissement en usine peut être une source de mystification, s'il est érigé en absolu, car il recouvre une étrange imposture : l'intellectuel tend malgré lui à s'illusionner sur sa nouvelle condition, prolétarienne à demi tant qu'il détient diplômes et certificats qui lui permettent de quitter cette condition à tout moment ; il tend aussi à s'ériger en direction des luttes locales et à se substituer à l'ouvrier⁸⁵.

Plusieurs, comme Jean-Marc Piotte, ont d'ailleurs noté que le contact direct avec les masses a mené à une forme de désillusion⁸⁶. À nouveau selon Gordon Lefebvre : « L'implantation du marxisme ne se solde pas par une réussite brillante ; ce n'est pas cependant un échec complet et absolu. [...] l'établissement des militants est parfois un succès brillant, avant de dégénérer en sectarisme et en durcissement politique »⁸⁷. Le bilan de l'implantation m-l est donc mitigé : les militants marxistes-léninistes ont mené certaines batailles syndicales exemplaires, couronnées de succès, mais ont, dans d'autres cas, ralenti des négociations contre la volonté de la majorité des travailleurs.

⁸⁵ Gordon Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », *Chroniques*, no 29-32 (automne-hiver 1977-1978), p. 78.

⁸⁶ Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB Éditeur, 1987, 142 p.

⁸⁷ G. Lefebvre, « Réflexions sur l'autocritique de Mobilisation », p. 72.

Du syndicat local à la centrale

Nous aborderons ici la question des élections syndicales, des assemblées syndicales, et des réactions à la présence, pas toujours subtile, des m-l québécois dans les syndicats de la province. L'objectif de notre démarche est de mettre en valeur les stratégies développées par les organisations marxistes-léninistes afin de s'adjuger une part du pouvoir des instances supérieures des syndicats québécois.

La volonté de prendre des postes clés dans les syndicats

C'est un secret de polichinelle que les militants maoïstes tentent de s'approprier le plus d'influence possible dans les instances syndicales, afin de faire pencher la balance du pouvoir à gauche. Il va s'en dire que la volonté d'accéder à des postes de représentation sera une tactique de choix pour les m-l québécois : président d'un syndicat local, responsable de l'action politique, responsable des communications et de l'éducation, délégué aux congrès, voilà une série de postes qui sont particulièrement recherchés pour les possibilités qu'ils offrent.

Évidemment, avant de pouvoir être en mesure d'espérer occuper un poste plus influent (au niveau de l'exécutif de la centrale ou des fédérations), les militants m-l doivent « faire leurs classes ». C'est donc au niveau des syndicats locaux (sur les lieux de travail même) que les militants doivent prioritairement s'impliquer, question de se faire connaître de leurs collègues, d'en gagner la confiance, mais aussi d'appriivoiser les

procédures syndicales, avant de pouvoir gravir les échelons. Ainsi lorsqu'un militant m-l fait son entrée dans les congrès généraux et projette de s'y faire élire, il a habituellement plusieurs années d'expérience. Il s'agit donc d'un syndicaliste aguerri, ce qui contraste avec l'image du jeune inexpérimenté diffusée par certains critiques des m-l. La participation aux élections s'appuie, selon la réflexion du comité syndical du PCO, sur le principe que pour « soustraire les masses à l'influence de l'idéologie social-démocrate, il faut y opposer dans les faits et en pratique la ligne prolétarienne »⁸⁸. La participation aux élections doit être le fruit d'une préparation méticuleuse et d'une analyse complète. Cela implique :

1. D'avoir fait l'analyse si notre participation (qu'on soit sûr d'être élu ou non) aide ou non notre travail communiste. [...]
2. D'avoir préparé le terrain. C'est-à-dire de compter sur un appui suffisamment large d'ouvriers à la base pour ces élections. [...]
3. De faire une évaluation du rapport de force. Parce qu'il se pourrait que dans certaines circonstances, notre participation à des élections soit vue comme une manoeuvre opportuniste et nous mènerait à un lamentable échec, donc au renforcement des dirigeants réformistes. [...] C'est pourquoi, il peut être préférable de se présenter à un poste de délégué de département si cela correspond plus aux forces réelles qu'on a⁸⁹.

Il faut savoir qu'il y a différentes formes d'implication dans les élections syndicales qui dépendent du niveau de développement du travail communiste dans le syndicat :

1. Intervention publique (par le biais d'un camarade ou sympathisant) du parti dans la campagne (sans appuyer un candidat)
Ce niveau d'intervention est minimum et correspond à une situation de faiblesse assez grande (nouveau). [...]
2. Appui à certains candidats

⁸⁸ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/3, Comité syndical, « Les élections syndicales » et « Ajout au texte sur les élections syndicales », [s.d.], p. 2 du premier document.

⁸⁹ *Idem*.

Dans ce cadre du front uni (alliance avec des ouvriers désireux de défendre les intérêts des leurs), nous décidons d'appuyer certains candidats... Cet appui peut-être ou bien officiel ou non-officiel selon les circonstances.

3. On se présente à quelques postes

Selon l'analyse de nos forces (réduites) et l'impossibilité de faire alliance avec d'autres pour former une équipe, nous pouvons décider de nous présenter seul ou quelques uns à certains postes clé dans le but de faire un travail dans le syndicat, d'y développer une opposition et de gagner la confiance de certains membres... [...]

4. On se présente avec une équipe complète (alliance)

Dans la mesure où nous disposons d'une certaine force et la possibilité de faire alliance et que cela correspond aux désirs des ouvriers c'est une solution qui fera avancer le courant de lutte de façon importante.

5. On présente une équipe communiste (à prédominance communiste)

Ce niveau de participation est possible dans la mesure où notre travail est très développé. Notre programme pourra varier selon le degré de compréhension des masses de la nécessité plus ou moins reconnue du renversement du capitalisme et de la direction du Parti sur les syndicats⁹⁰.

On retrouve, proportionnellement à leur poids démographique réel, un nombre important de militants m-l dans les différents postes de représentations des syndicats locaux. L'exemple le plus connu et le mieux documenté concerne probablement les services de santé francophones montréalais⁹¹. La Ligue/PCO exprime clairement son intention d'être active dans toutes les structures syndicales de ce secteur – FAS-Région de Montréal (CSN), local 298 (FTQ), Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Syndicat des employés d'hôpitaux de Montréal (SEHM), « Montreal Council », Fédération des infirmières et infirmiers du Québec – et d'y orienter tant bien que mal le

⁹⁰ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/3, Comité syndical, « Les élections syndicales » et « Ajout au texte sur les élections syndicales », [s.d.], p. 2-3 du second document.

⁹¹ Il semble que la Ligue/PCO a le dessus en ce qui a trait au nombre de représentants élus dans le secteur de la santé. Voici les positions occupées par le PCO 1978 : « i) nous sommes à la direction de plusieurs syndicats : - comme communiste avec une plate-forme de Front Uni à L.H.L., Berthelet (où nous dirigeons le syndicat), et au CLSC de Valleyfield [...] nous avons des sympathisants qui n'ont pas été élus comme communistes mais sur la base de la lutte contre la collaboration de classe, à St-Michel, Institut de Cardiologie, Honoré-Mercier (à St-Hyacinthe). ii) nous constituons l'opposition avec des postes syndicaux (délégués, Comités) à Notre-Dame, Ste-Justine, St-Charles Borromée, Sacré-Coeur de Mtl. iii) nous sommes dans l'opposition sans postes syndicaux à l'Hôtel-Dieu (Mtl), Triest ». Le PCO concède cependant l'avantage à EL! à l'hôpital St-Luc où, selon les premiers, En Lutte! y compte une douzaine de membres et sympathisants. UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 17 et 22-23.

travail vers ses priorités révolutionnaires⁹². L'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine devient progressivement un haut lieu du militantisme maoïste. À la fin des années 1970, la Ligue y présente des militants aux élections syndicales dans une équipe de coalition incluant des progressistes non communistes⁹³. Règle générale, les groupes m-l n'hésitent pas à diffuser les résultats des élections dans leurs journaux. En Lutte! mentionne, à la suite d'un vote syndical à l'hôpital St-Luc en 1977, qu'un sympathisant a obtenu 121 voix sur 495. Un résultat jugé fort satisfait, d'autant plus qu'on « a compté 35 votes nuls, dont ceux de la Ligue communiste. [...] Pire encore, la Ligue a convoqué une assemblée une semaine avant les élections pour dénoncer le groupe EN LUTTE! »⁹⁴.

Cette compétition entre la Ligue et En Lutte! est souvent au cœur de la stratégie électoraliste m-l, à un point tel que l'objectif de bloquer le ou les candidats des « frères-ennemis » semblent parfois prendre le dessus sur les autres objectifs syndicaux. Se réjouissant de la victoire de l'un de leurs militants à l'exécutif du syndicat des travailleurs de la Clinique populaire de la Pointe Saint-Charles dans le sud-ouest de Montréal, En Lutte! insiste par ailleurs sur le fait que cette élection représente aussi une victoire « ...pour les militants démocrates et progressistes de la clinique face aux

⁹² UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, p. 2.

⁹³ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, « Votons pour une équipe qui défend les intérêts de tous les travailleurs de l'hôpital contre les patrons ! Oui à un syndicat de lutte de classes ! », [s.d.], p. 1 et 7. Voir aussi, LC(ml)C, « Un communiste et un sympathisant sont élus à l'exécutif syndical à l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine », *La Forge*, vol. 2, no 3, 3 février 1977, p. 9 ou encore LC(ml)C, « Victoire à l'hôpital L.-H. Lafontaine à Montréal », *La Forge*, vol. 3, no 6, 17 mars 1978, p. 8.

⁹⁴ En Lutte!, « Québec. Aux élections syndicales, le candidat communiste obtient 121 voix sur 495 », *En Lutte!*, no 101 (vol. 5, no 6), 10 novembre 1977, p. 4.

tentatives de noyautage et de division de la Ligue soi-disant marxiste-léniniste du Canada car pas un seul des cinq candidats qu'elle présentait n'a pu être élu »⁹⁵.

Une fois le travail au niveau local consolidé, l'objectif est de prendre appui dans les instances supérieures, afin d'être en mesure d'avoir plus d'influence sur les stratégies d'ensemble des centrales : stratégies face aux employeurs, alignement politique face aux partis politiques, choix de participer ou non à des négociations tripartites ou encore prise de position face à la question nationale. L'élection d'un militant m-l à une fonction de plus grande représentativité est, bien entendu, vécu par les groupes maoïstes comme une victoire du prolétariat dans la lutte vers le socialisme.

La participation aux assemblées et aux congrès

S'il est un reproche que l'on ne peut faire aux militants m-l, c'est bien celui de ne pas s'engager activement dans les organisations de défense des travailleurs. Les militants m-l se font un devoir de toujours participer aux différentes rencontres syndicales, afin d'être au cœur des dossiers, des luttes et, les plus cyniques ajouteront, d'en déranger le déroulement et d'y rechercher le contrôle. Outre les congrès des centrales, auxquels nous nous référons abondamment, notons qu'En Lutte! et la Ligue/PCO participent aussi à des rencontres de divers types. C'est ainsi que les deux organisations maoïstes participent à

⁹⁵ En Lutte!, « Élection d'un candidat communiste à l'exécutif d'un syndicat », *En Lutte!*, no 118 (vol. 5, no 23), 3 juillet 1978, p. 9.

un colloque sur la question du Parti des travailleurs à Sept-Îles en juin 1976, au côté d'autres organisations de gauche (le GSTQ et le PCC(ml))⁹⁶.

Après les premières années de maturation des organisations m-l, ces dernières prennent confiance et cherchent à étendre leurs activités aux instances supérieures des centrales syndicales, notamment lors des congrès généraux. Avec un certain étonnement, Jacques Benoît constate qu'à partir de 1976, quelques organisations s'affichent de manière officielle lors de congrès :

Ainsi, l'an dernier [1976], au congrès de la CSN, la Ligue communiste et le Groupe socialiste [GSTQ] avaient chacun leurs porte-parole [sic], identifiés comme tels. L'an dernier également, au congrès du Conseil du travail du Canada, à Québec, la Ligue avait des représentants, venus de Montréal et de Toronto, de même que des sympathisants de Vancouver⁹⁷.

Les congrès deviennent des lieux de confrontation entre les m-l et leur syndicalisme de lutte de classe, et les militants syndicaux, jugés réformistes et collaborateurs. En Lutte! mentionne que les assemblées et les congrès sont « les principaux moments d'affrontements » entre les lignes révolutionnaire et capitaliste⁹⁸. C'est pourquoi les organisations maoïstes insistent sur la préparation et la mobilisation en vue des grandes rencontres syndicales (conseils confédéraux, congrès régionaux, congrès généraux...). Un document du PCO, préparé en vue d'une assemblée élective de la FAS (10 décembre

⁹⁶ En Lutte!, « Le débat de la C.S.N. à Sept-Îles au Québec : discours du représentant d'EN LUTTE! au colloque de Sept-Îles sur la question des syndicats et du Parti (1) », *En Lutte!*, no 65 (vol. 3, no 24), 8 juillet 1976, p. 4. et En Lutte!, « Discours du représentant d'EN LUTTE! au colloque de Sept-Îles sur la question des syndicats et du Parti (2) », *En Lutte!*, no 66 (vol. 3, no 25), 22 juillet 1976, p. 5.

⁹⁷ J. Benoît, *L'extrême gauche*, p. 25. À ce sujet, le PCO souligne dans un document interne : « Nous devons tout d'abord résolument nous identifier (et être connu) comme communistes, membres du PCO ». UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/3, Comité syndical, « Les élections syndicales » et « Ajout au texte sur les élections syndicales », [s.d.], p. 3 du premier document.

⁹⁸ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, Coordinatrice des syndicats, « Plan de travail de notre intervention dans les syndicats », avril 1980, p. 4.

1980), indique clairement que rien n'est laissé au hasard. Les postes de représentants de la région aux comités de l'action politique, de la condition féminine et de l'éducation étant en jeu, le PCO y voit une opportunité d'augmenter son influence :

1. Tous les camarades sympathisants qui peuvent être délégués doivent être présents à cette assemblée régionale. Nous avons convenu avec la direction de la ville que pour ce mercredi 10, la participation à l'Assemblée régionale doit être la priorité absolue pour ceux qui peuvent y participer.
2. Assurer que votre syndicat aura pleine délégation. [...]
3. Mobiliser (en faisant leur éducation) tous nos contacts qui peuvent être délégués pour l'assemblée régionale. Il faut mobiliser en priorité nos contacts sûrs, ceux dont le vote est assuré mais il faut éviter d'être sectaire; toute personne qui a des chances de voter pour nous doit être mobilisée⁹⁹.

De même, les militants d'En Lutte! sont invités à insister sur un certain nombre de débats lors de leurs interventions à différents congrès de 1980 : congrès du Conseil central de Montréal à la fin avril ; congrès de la CSN et de la CEQ à la fin juin ; congrès de la FAS au début de juillet. Les principales questions à soulever dans les congrès sont : 1. la question nationale, 2. la question des pratiques syndicales et l'anticommunisme, 3. la question de l'unité (en opposition à la rivalité CSN-FTQ et au maraudage), 4. la question de la démocratisation des syndicats, 5. la question de la solidarité internationale (en dénonçant la position révisionniste favorable à l'URSS présente à la CSN et la CEQ)¹⁰⁰. Allant encore plus loin, le comité syndical du PCO va jusqu'à diffuser des consignes afin d'orienter ses militants dans la formulation de résolutions ou de demandes d'amendement. Avant le congrès de la FTQ de l'automne 1981, le Comité FTQ du PCO publie ces consignes :

⁹⁹ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/9, Fraction hôpitaux, « Mémo de la fraction hôpitaux », décembre 1980, p. 1.

¹⁰⁰ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, « Plan de travail de la région du Québec », [janvier ? 1980], p. 10-12.

Nous vous présentons un cahier de résolutions modèle. Ces résolutions expriment les priorités et l'orientation que nous allons soutenir sur les grands débats à venir au Congrès. Elles doivent nous servir de guide. En lien avec les priorités fixées et la situation régionale ou locale, nous veillerons à établir un choix parmi l'ensemble¹⁰¹.

Cette préparation pour les débats en assemblée, combinée à une présence de militants qui s'occupent de la distribution de la propagande aux portes des lieux de rencontres, assure une visibilité certaine au discours révolutionnaire des groupes m-l. À titre d'exemple, lors du congrès spécial de la CSN sur la question nationale (1er au 3 juin 1979 à Québec), En Lutte! en profite pour faire signer une pétition et distribuer ses publications aux délégués : « Un centaine de signatures ont été recueillies au bas de la Déclaration en faveur de l'égalité absolue des langues et des nations ; pas moins de 1554 programmes et 190 brochures « Qui manipule les syndicats ? » ont été distribués aux congressistes »¹⁰². Un bilan complet des opérations suit généralement ce type d'événements, ce qui permet aux organisations m-l de raffiner leurs tactiques. À la suite du congrès de la FTQ de novembre 1979, le PCO fait état du nombre de journaux, brochures, tracts distribués en plus de faire état des contacts établis. Il note aussi les résultats suivants :

Nous sommes intervenus dans à peu près tous les débats clés, prenant la tête de l'opposition tout au long du Congrès : loi 62, tripartisme, projet de société, question nationale, McDermott. La plupart de nos délégués moins 2 (1 sympathisant et 1 « ami ») sont intervenus au moins une fois en plénière. Ils ont brisé la glace, ce qui est positif. Surtout, nous avons développé des porte-paroles (3) qui agissaient en même temps comme chefs d'équipe. Finalement, nous avons suscité des interventions de délégués de front uni¹⁰³.

¹⁰¹ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité FTQ, « À propos du Congrès FTQ (automne 81) », septembre 1981, p. 8.

¹⁰² En Lutte!, « La CSN refuse de se prononcer immédiatement pour l'indépendance », *En Lutte!*, no 161 (vol. 6, no 43), 5 juin 1979, p. 4.

¹⁰³ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité FTQ, « Bilan du Congrès de la FTQ », décembre 1979, p. 6.

Les organisations n'hésitent pas à se fixer des objectifs assez précis et ambitieux en prévision des congrès. En Lutte! entend toucher 70% des délégués avec son tract sur les enjeux du congrès, 50% des délégués avec son manifeste et faire signer une pétition à 10% des délégués lors du congrès général de la FTQ de 1979. Dans son bilan, le responsable syndical constate que ces objectifs étaient difficiles à atteindre :

Nous avons distribué 200 manifestes et rejoint environ 20% des délégués. Nous avons donc atteint seulement 40% de notre objectif, mais je suis satisfait. Car, à mon avis, l'objectif fixé par la Commission d'agitation était idéaliste. [...] [Pour ce qui est du tract,] ce supplément a rejoint 40% des délégués et nous avons donc atteint notre objectif à 57%, ce qui est faible. Nous avons distribué ce supplément lors de la première journée du Congrès, mais il aurait été plus efficace d'en mettre un à chacune des chambres de l'hôtel qui était massivement occupé par les délégués. Cette méthode devra être privilégiée lorsque nous voulons diffuser massivement et gratuitement un instrument. Il suffit de faire un blitz vers 11h. p.m. le soir avant le début du Congrès¹⁰⁴.

Mais l'évaluation ne touche pas que la question de la diffusion. Les efforts sur le plancher du congrès, ainsi que l'agitation d'une « équipe spéciale » sont aussi analysés :

Pour ce qui est de notre agitation sur le plancher du Congrès : nous sommes intervenus systématiquement dans 3 ateliers et aussi en plénière sur chacun des débats importants qui permettaient de dénoncer la collaboration. [...] Au niveau de l'agitation, il y a eu une bonne agitation visuelle : bannières, homme-sandwich, table et thermomètre pour la signature de la déclaration. Pour l'agitation orale, cela a varié en fonction de la qualité des agitateurs. La conclusion à ce niveau est sans doute qu'il vaut mieux avoir un bon agitateur que 3 diffuseurs, les résultats en terme de diffusion seront même supérieurs¹⁰⁵.

Les assemblées et les congrès sont donc des moments privilégiés du militantisme marxiste-léniniste dans les syndicats québécois : des moments forts pour la diffusion de

¹⁰⁴ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, Responsable agitation au CRQ, « Bilan du Congrès de la FTQ du mois de novembre 1979 », 27 février 1980, p. 12-13.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 14 et 21.

la propagande et pour l'intervention auprès des syndiqués. Ce sont aussi des moments de confrontation qui ont fait la réputation des organisations maoïstes.

Les réactions dans les rangs syndicaux

Il va sans dire que toutes ces stratégies appliquées par les militants maoïstes entraînent des réactions dans les rangs syndicaux. De la bonne entente stratégique à la demande d'exclusion musclée, les interactions entre militants m-l et les syndicalistes sont variées. Quelques exemples permettent d'en rendre compte. Pour plusieurs auteurs, la confrontation entre les militants m-l et les dirigeants syndicaux est avant tout un affrontement entre l'approche révolutionnaire et l'approche réformiste. Robert Boivin a identifié une des sources de cette division. Au lendemain de la crise d'octobre, le président du FRAP, Paul Cliche (permanent de la CSN et ouvertement sympathique au PQ), dénonce, dans une initiative personnelle, le FLQ et l'utilisation de la violence, à l'image des centrales syndicales et du PQ. Or, certains militants du CAP Saint-Jacques refusent de condamner le FLQ et sont en colère face à Cliche qui a parlé au nom du FRAP sans consulter ce dernier :

C'est au lendemain de la déroute électorale que les comptes se règlent. Au moment où le Conseil des permanents du F.R.A.P. s'apprête à voter un blâme au président pour avoir outrepassé ses pouvoirs en prenant position contre le F.L.Q., celui-ci se lance dans une campagne publique contre le F.R.A.P., l'accusant d'être noyauté par des étudiants et des jeunes professionnels extrémistes détestant les syndicats¹⁰⁶.

¹⁰⁶ Robert Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*, Montréal, VLB, 1988, p. 84.

La table est mise pour les futurs conflits entre m-l et syndicalistes. C'est d'ailleurs ce que constate Boivin : « Cette chicane publique consommera une rupture irréparable au sein de la gauche. Les plus radicaux tireront l'enseignement qu'il est impossible de collaborer honnêtement avec les modérés »¹⁰⁷.

Certaines prises de bec feront histoire, comme les déclarations anti-communistes incendiaires de Jean Gérin-Lajoie, directeur québécois de l'important syndicat des Métallos (et vice-président de la FTQ)¹⁰⁸. Le cas d'André L'Heureux, vice-président de la CSN, est aussi révélateur. Cette « tête de turc » des m-l n'hésite pas à déclarer, à la suite d'une intervention d'une militante d'En Lutte! au congrès de 1978 de la CSN : « Nous ne voulons d'aucun parti-guide. La CSN doit être indépendante. Dans le genre de démocratie dont nous rêvons, on veut contrôler les entreprises et non être contrôlés par un parti politique »¹⁰⁹. Par ailleurs, en octobre et novembre 1979, En Lutte! est au centre d'une polémique l'opposant à Dennis McDermott, président du Congrès du travail du Canada. En Lutte! avait publié une brochure intitulée *Dehors McDermott ! Non à la politique bourgeoise dans les syndicats !*, peu avant qu'une résolution de blâme soit votée à l'égard de ce dernier par le congrès national du SCFP, tenu à Québec du 15 au 19 octobre¹¹⁰. Avec comme preuve la brochure d'En Lutte! à la main, McDermott réplique par une conférence de presse où il accuse les groupes gauchistes d'être derrière le vote de blâme. Une telle publicité ne pouvait que plaire à En Lutte!, d'autant plus que

¹⁰⁷ R. Boivin, *Histoire de la Clinique des citoyens...*, p. 85.

¹⁰⁸ Jean-Marc Piote, *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977, p. 111-112 [version numérique], http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 28 août 2007.

¹⁰⁹ En Lutte!, « Au congrès de la CSN : André L'Heureux monte sur ses grands chevaux », *En Lutte!*, no 116 (vol. 5, no 21), 8 juin 1978, p. 7.

¹¹⁰ EL!, *Dehors McDermott ! Non à la politique...*, 85 p.

McDermott aurait envoyé une lettre aux permanents du CTC avec une copie de la brochure d'En Lutte! en spécifiant :

Je vous envoie ce livre pour que vous soyez en mesure d'en reconnaître les symptômes partout où ils peuvent se manifester. Si vous les remarquez, je vous enjoins de prendre les mesures internes nécessaires pour arrêter le développement de ce mouvement. Dans un système démocratique on peut bien sûr prétendre que des organisations de ce genre ont droit d'avancer leur point de vue, mais il faut voir que nous avons aussi un droit démocratique à exercer : celui de réfuter leur point de vue et de combattre leur tactique de noyautage¹¹¹.

À l'instar de McDermott, plusieurs syndicalistes dirigeants (cibles principales des m-l) tenteront d'isoler et d'exclure les militants maoïstes de leurs organisations. Par exemple, le Conseil central de Québec (CSN) exclut les militants d'extrême gauche de la préparation des festivités entourant le 1^{er} mai 1977 et ce, au grand dam d'En Lutte! :

Alors qu'il avait été voté en assemblée générale, que les marxistes-léninistes pourraient participer à l'organisation du Premier mai à Québec, une clique de réactionnaires de la C.C.S.N.Q. s'est arrangée pour que cette position soit renversée et que les communistes soient exclus du comité organisateur. C'est que ces licheux-de-cul-du-P.Q. n'étaient pas d'accord pour dénoncer le « sommet économique » à la manifestation, comme le proposaient les militants d'EN LUTTE! et des éléments progressistes du C.C.S.N.Q.¹¹².

Des propositions fixant de nouvelles règles concernant la présence de militants politiques sont aussi mises en application dans différentes instances syndicales. C'est le cas du Conseil central de Sorel (CSN) qui entérine en assemblée, au début de l'année 1979, la

¹¹¹ EL!, «McDermott distribue le Manifeste d'EN LUTTE! », *En Lutte!*, no 185 (vol. 7, no 17), 18 décembre 1979, p. 9. La traduction est d'En Lutte!. Voir aussi sur ces événements En Lutte!, « Éditorial : Monsieur McDermott ne s'énerve pas pour rien », *En Lutte!*, no 178 (vol. 7, no 10), 30 octobre 1979, p. 3 ; En Lutte!, « Réponse d'EN LUTTE! aux attaques de McDermott », *En Lutte!*, no 179 (vol. 7, no 11), 6 novembre 1979, p. 8 et PCO, « Pour diviser l'opposition de la base. McDermott brandit l'anticommunisme », *La Forge*, vol. 4, no 39, 9 novembre 1979, p. 6.

¹¹² En Lutte!, « À Québec : les manœuvres des boss syndicaux n'ont pas réussi à faire taire les communistes », *En Lutte!*, no 89 (vol. 4, no 21), 26 mai 1977, p. 10.

proposition voulant que : « ...l'assemblée générale du Conseil central ne tolère qu'aucun de ses membres fasse de la propagande des groupes politiques en passant des journaux politiques à l'usine ou aux assemblées générales **sous peine d'expulsion** »¹¹³. Il faut savoir que, quelques semaines plus tôt, le Conseil central de Sorel avait porté plainte à la Sûreté du Québec pour des allégations de « menaces » et d'« intimidation » de la part de cinq militants de la Ligue¹¹⁴.

De telles réactions d'hostilité n'émergent pas seulement du sommet. Les tensions sont souvent palpables sur les lieux même de travail, au niveau du syndicat local. C'est ce qui ressort du cas de deux militantes de la Ligue qui travaillent à Biscuit David à Montréal et qui ont été suspendues de leur syndicat. Selon la LC(ml)C, ce sont les permanents du syndicat qui ont insisté pour suspendre les deux militantes « pour la seule raison qu'elles étaient proches de la Ligue [...] [et] que l'une d'elles allait être mise en nomination pour le poste de président de l'exécutif local »¹¹⁵. Un dossier d'expulsion se transforme même en procès syndical. L'exécutif du local 1660 des Machinistes intente un procès syndical contre quatre ouvriers, dont John Price, un membre de la Ligue. Selon la Ligue, ces derniers se sont fait remarquer lors de la lutte contre les licenciements dans l'usine. Une fois identifiés, les militants ont été accusés en vertu d'une clause anti-

¹¹³ En Lutte!, « Règlements antidémocratiques adoptés à Sorel », *En Lutte!*, no 147 (vol. 6, no 29), 27 février 1979, p. 10. C'est EL! qui utilise le caractère gras.

¹¹⁴ Pierre Vennat, « Des syndicalistes portent plainte contre cinq militants communistes », *La Presse*, 21 décembre 1978, p. A-1 et A-8, Vincent Prince, « Syndicats et communisme », *La Presse*, 23 décembre 1978, p. A-4 et Pierre Vennat, « Syndicalisme et extrême gauche. 1979, une année d'affrontements ? », *La Presse*, 30 décembre 1978, p. A-7.

¹¹⁵ LC(ml)C, « Faisons face à l'anti-communisme dans nos syndicats », *La Forge*, vol. 1, no 21, 4 novembre 1976, p. 5. D'autres articles rapportent aussi ce genre de confrontation, dont [Correspondance], « À l'hôpital Notre-Dame de Montréal. Une « Sainte Alliance » contre les communistes », *La Forge*, vol. 1, no 5, 26 février 1976, p. 2. Même chose du côté d'En Lutte! : par exemple, lors d'une assemblée des syndiqués de l'Union des employés de Service de l'hôpital St-Luc (FTQ, local 298), dans En Lutte!, « Lettre d'une travailleuse du Front commun : « La marxisme se développe dans la lutte contre l'anti-marxisme », *En Lutte!*, no 58 (vol. 3, no 17), 1^{er} avril 1976, p. 3.

communiste, incluse dans la constitution du syndicat américain. Dans les faits, la clause L, section 3, stipule qu'aucun membre du syndicat ne peut « préconiser ou encourager le communisme, le nazisme, ou toute autre philosophie totalitaire ou par d'autres actions supporter ces philosophies ou ismes »¹¹⁶. La Ligue y voit une attaque non seulement envers les communistes mais aussi tous les ouvriers combattifs : à preuve, seulement un militant est communiste et membre de la Ligue¹¹⁷.

Les organisations m-l ne se laissent cependant pas abattre par ce type d'obstacle et n'hésitent pas à contre-attaquer par la voie de leurs différentes publications. C'est le cas d'En Lutte, qui publie *Qui manipule les syndicats ?* en réaction aux signes d'anti-communisme perçus au congrès du CCSNM de 1979 et à un texte de Jean-Claude Leclerc publié dans *Le Devoir*, qui traite de ce congrès. Pour Leclerc, les impacts de la présence m-l sur les troupes syndicales sont catastrophiques : division, démobilisation et paralysie. Les élections du congrès du CCSNM, sur lesquelles nous reviendrons en détail au troisième chapitre, symbolisent, selon l'éditorialiste, les risques qui menacent les syndicats québécois :

Après la ligue des uns, ce sera la lutte des autres ; la pénétration est déjà si avancée que même les élus d'aujourd'hui auront toute la misère du monde à

¹¹⁶ LC(ml)C, « Dans le syndicat des Machinistes à la Dominion Engineering de Montréal. On utilise la clause anti-communiste contre 4 ouvriers », *La Forge*, vol. 2, no 1, 6 janvier 1977, p. 7.

¹¹⁷ Deux séances du procès auront lieu les 13 et 25 janvier 1977, et le jugement tombe le 6 février : coupables, la sanction recommandée est l'expulsion du syndicat. La Ligue note que les accusés sont coupables : « d'avoir porté des pancartes de la Ligue le jour de la grève générale du 14 octobre [...] [et d'être] intervenus dans les assemblées locales du syndicat de façon déterminée et vigoureuse ». L'assemblée syndicale de l'ensemble des travailleurs devait cependant voter sur la recommandation d'expulsion ; résultat, les travailleurs votent pour qu'il n'y ait aucune sanction. LC(ml)C, « À Montréal, chez Dominion Engineering Works. Les ouvriers rejettent la chasse aux sorcières », *La Forge*, vol. 2, no 4, 17 février 1977, p. 1. Voir aussi, LC(ml)C, « Soutenons la lutte des 4 ouvriers de D.E.W. », *La Forge*, vol. 2, no 2, 20 janvier 1977, p. 1 et 9, et LC(ml)C, « Non au procès injuste, non à la clause anti-communiste ! », *La Forge*, vol. 2, no 3, 3 février 1977, p. 9.

exercer leur mandat. Cela est inévitable et le restera aussi longtemps que les syndiqués - la « base », les fameuses « masses » - ne contrôleront pas davantage leurs syndicats, qu'ils en laisseront les postes de direction ou de représentant à des activistes à temps plein, et que les campagnes clandestines d'infiltration dans les organisations syndicales et populaires n'auront pas été démasquées et vigoureusement mises en échec¹¹⁸.

Comme le démontre le texte de Leclerc, la réaction négative est donc aussi alimentée par la presse bourgeoise, comme la qualifie les groupes m-l. *La Presse*, *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir*, pour ne nommer que les principaux quotidiens montréalais, sont clairement inféodés au pouvoir capitaliste, selon les tenants de l'extrême gauche¹¹⁹. La Ligue/PCO réagit fortement à ce type d'accusation d'infiltration. L'organisation clame haut et fort les exemples les plus patents qui vont à l'encontre de ces accusations, afin d'accentuer sa crédibilité, son droit à la représentativité :

Cette attaque [critique d'infiltration] sous-entend que les militants de la Ligue dans les syndicats sont des « importés », des éléments de l'extérieur. Mais c'est un fait bien connu que Robert Côté, Gilles Gaudette de L.-H.L. [l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine], Pierre-Paul Roy et Daniel Poulin de Berthelet ont été militants syndicaux bien avant de rallier la Ligue. Le cas le plus éloquent, c'est celui de J.-P. Cadorette, militant de la C.S.N. construction et au Conseil Central de Granby pendant plus de 20 ans. [sic] Avant de joindre notre organisation¹²⁰.

¹¹⁸ Jean-Claude Leclerc, « Échec à l'infiltration », Éditorial du journal *Le Devoir* de Montréal du 24 avril 1979, p. 4, et reproduit dans C. Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, p. 23.

¹¹⁹ Les m-l pensent, notamment, aux textes de Vincent Prince, « La « go-gauche » se fait démasquer », *La Presse*, 11 décembre 1976, p. A-4, à la série de textes de J. Benoît dans *La Presse* à laquelle nous avons fait référence ou encore à la série de textes de Louis-Gilles Francoeur dans *Le Devoir* sur laquelle nous reviendrons au troisième chapitre.

¹²⁰ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/10, Comité CSN, « 21^e Congrès du Conseil Central des syndicats nationaux de Montréal », avril 1979, p. 5. Jean-Paul Cadorette mentionne, à la veille de la dissolution du PCO, qu'il se sentait parfois comme un trophée qu'on exhibait fièrement, la preuve du ralliement des ouvriers à la Ligue : « Ma job était de montrer qu'il y avait des ouvriers là, même au niveau du District [exécutif régional du Québec]. J'étais le vieux général avec bien des médailles, mais c'est le monde qui nous disait quoi faire, et quoi dire ». PCO, « Témoignages des délégué-es », *La Forge*, vol. 7, no 41, décembre 1982, p. 5. Au moment de la création du PCO, en 1979, Cadorette est organisateur de la Ligue au Québec. À l'époque de la crise qui précède la dissolution du PCO en 1983, il est identifié comme l'un des dirigeants du District du Québec et l'un des responsables du travail syndical. Voir PCO, « C'est une grande victoire pour les ouvriers », *La Forge*, vol. 4, no 30, 7 septembre 1979, p. 7 et PCO, « Débats et positions », *La Forge*, vol. 7, no 41, décembre 1982, p. 5.

Il faut cependant mentionner que la confrontation n'est ni perpétuelle ni complètement généralisée. Certains syndicats prennent parfois avantage de la présence de ces militants m-l, somme toute dévoués à la cause des travailleurs. Au lieu de s'opposer à cette énergie militante, certains leaders syndicaux, comme c'est le cas à la Fédération des Affaires Sociales (CSN), veulent la canaliser pour qu'elle profite au plus grand nombre :

Dans la pratique [...], les partisans de l'un ou l'autre camp s'avèrent des militants remarquables, sinon dans leur efficacité et la justesse de vue, du moins dans leur enthousiasme. La plupart ne compteront ni leur temps ni leur énergie. L'unité théorique sera sans doute impossible. L'unité d'action, elle, sa vigueur et sa progression seront indéniables. L'action de la Fédération au cours des années et ses ripostes locales aux politiques de rationalisation gouvernementales le montreront clairement¹²¹.

Cette analyse est confirmée par d'anciens présidents de la FAS qui, témoignant de leur expérience, parlent d'un même souffle de « l'intolérance des m-l » mais aussi de leur combativité hors du commun¹²². Donatien Corriveau, président de la FAS de 1976 à 1982, a été au centre de l'action au moment le plus intense de la présence maoïste dans cette fédération. Il se rappelle surtout des discussions hautes en émotion, de l'intensité de ces militants :

J'ai été obligé de composer avec ça. C'était ouvert, à la FAS. Les gens n'avaient pas peur de s'identifier. T'avais le président du Parti communiste-ouvrier (PCO) du temps, t'avais le PCCML (Parti communiste canadien marxiste-léniniste), ... [...] Tout était sur le plancher. [...] Mon point de vue à moi, c'est qu'ils étaient nécessaires à ce moment-là. C'était bon. Je ne pense pas que ça a nui. Il y a des fois que c'était agaçant. Je ne dis pas qu'ils nous achalaient pas. Ah ben tabarnouche!... C'était jamais assez... « faisons

¹²¹ Luc Desrochers, *Une histoire de dignité : FAS (CSN) 1935-1973 ; suivi de La FAS telle que vue par ses président(e)s (1974-1996)*, Beauport, MNH, 1997, p. 283.

¹²² Voir le récit de Renaud Flynn, président de la FAS de 1974-1976, dans L. Desrochers, *Une histoire de dignité...*, p. 293-294.

payer les riches »... mais... mais ils étaient là. Et qu'on atteignait des niveaux qu'on n'aurait pas atteints sans eux¹²³.

D'un point de vue stratégique, une position plus flexible pouvait être gagnante : sachant que les militants m-l étaient présents d'une manière ou d'une autre, mieux valait trouver un *modus vivendi*. D'ailleurs, les m-l eux-mêmes adoptent progressivement une approche plus conciliante, à force d'expériences peu concluantes. Sur la question de l'élargissement de son influence, le PCO mentionne qu'une tactique utilisée fut celle de cesser les attaques systématiques contre les chefs et les délégués syndicaux :

Nous avons alors mené la lutte contre certaines conceptions erronées qui persistaient depuis un certain temps dans notre travail et qui avaient des conséquences assez néfastes. Ces conceptions de nature sectaire se concrétisaient par une tendance à considérer les officiers syndicaux comme étant automatiquement des bureaucrates et des ennemis. À travers une meilleure compréhension de la tactique du front uni il nous a été possible de rectifier certaines pratiques syndicales qui avaient pour effet de nous isoler dangereusement¹²⁴.

Pour ce qui est de la question du sectarisme et du sentiment d'isolement, En Lutte! en arrive sensiblement aux mêmes conclusions pour ses premières années de militantisme dans le mouvement ouvrier, soit entre 1972 et 1975 :

Grosso modo, notre activité principale consiste à dénoncer les boss syndicaux et les syndicats, à ranger dans le camps de l'ennemi tous les permanents syndicaux et presque tous les chefs syndicaux. [...] Conséquences : pendant longtemps (encore aujourd'hui ?) et aidés en cela par la démagogie des chefs syndicaux réactionnaires et anti-communistes, bon nombre d'ouvriers

¹²³ Voir le récit de Donatien Corriveau, président de la FAS de 1976-1982, dans L. Desrochers, *Une histoire de dignité...*, p. 302-303. Corriveau est par la suite nommé président de la CSN, en 1982-1983.

¹²⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO. 47P-8/4, Comité syndical, « Manuel de formation pour les responsables syndicaux », [s.d., ca1981], p. 3.

conscients ou combatifs nous ont identifiés comme des anti-syndicaux. Bref cela nous a isolés¹²⁵.

Le désir de faire moins de vagues dans les institutions syndicales pousse même le PCO à inciter ses militants syndicaux à « reformuler (changer le style) les résolutions de façon à éviter l'identification « PCO » face à certaines résolutions »¹²⁶. Cette problématique du camouflage stylistique afin d'éviter l'identification au PCO soulève évidemment des questions. Hypocrisie ou pragmatisme ? Il faut dire que le PCO est, en ce début de la décennie 1980, dans une stratégie de Front Uni pour se distancier de son passé plus sectaire. Cela explique que certaines de ses résolutions – opposition au gel des salaires et aux compressions budgétaires du PQ dans le secteur public ou encore reconnaissance du droit à la grève – apparaissent comme plus modérées, pour aller chercher l'aval de tous les militants syndicaux progressistes¹²⁷. Si les confrontations avec les dirigeants demeurent présentes, le PCO entre visiblement à partir de ces années dans une tactique de conciliation plus pragmatique. Les réactions majoritairement négatives face à la stratégie des m-l dans les syndicats ont donc comme influence un certain repli tactique de la part des organisations m-l¹²⁸. Les militants m-l doivent maintenir un équilibre précaire entre une propagande et une agitation turbulente, et plutôt dérangeante pour la majorité des syndiqués, et une pratique syndicale axée sur les luttes concrètes des travailleurs, où les maoïstes se distinguent par un dynamisme particulièrement intense.

¹²⁵ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-630/29, Éric/C.P., « Notes de préparation pour la conférence sur les syndicats », 15 mai 1977, p. 1.

¹²⁶ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/7, Comité FTQ, « À propos du Congrès FTQ (automne 81) », septembre 1981, p. 8.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 8-12.

¹²⁸ En fait, certains auteurs parlent d'un « double discours », c'est-à-dire « un discours « low profile » dans les organisations de masse et un discours plus conséquent par rapport à leur ligne politique » dans leurs publications et leurs assemblées publiques. Marielle Déry et al., *La conjoncture au Québec au début des années '80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Éditions La librairie socialiste de l'est du Québec, 1980, p. 106. Voir aussi, sur l'utilisation de différents « niveaux » de discours, F. Moreau, « Bilan de l'extrême-gauche au Québec », [n.p.].

TROISIÈME CHAPITRE

Une étude de cas : le militantisme marxiste-léniniste à la CSN

Menu chargé s'il en est, congrès tendu, climat de méfiance à l'égard de la direction, polarisation politique partisane; les uns taxés de « coucher avec le PQ », les autres identifiés à des groupes politiques qui véhiculent sur le plancher du congrès des positions concoctées ailleurs et pour des fins autres que celle de l'organisation CSN.

Louis Favreau et Pierre L'Heureux¹

Afin d'illustrer concrètement tous les aspects évoqués dans les deux chapitres précédents, nous souhaitons utiliser dans ce chapitre le cas de la présence marxiste-léniniste dans les syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux et dans ses différentes instances. La CSN, il faut le mentionner, n'est pas nécessairement représentative des autres centrales syndicales québécoises (FTQ, CEQ, CSD); nous sommes donc prudent dans nos conclusions. En effet, c'est à la CSN que se regroupent la grande majorité des militants m-l, ce qui en fait la centrale la plus touchée par le phénomène et, du même coup, l'objet d'étude le plus pertinent à aborder. Ce chapitre se divise en trois sections : premièrement, nous rappellerons que le radicalisme syndical et le projet de société socialiste des m-l n'est pas un phénomène complètement étranger à la CSN : il fait partie d'une réalité plus large de réflexion sur le socialisme et sur le militantisme combatif, qui va bien au-delà de la présence maoïste. Nous ferons l'analyse dans les deux sections suivantes d'événements plus circonscrits, mais tout aussi

¹ Commentaire sur le congrès général de la CSN de 1978, dans Louis Favreau et Pierre L'Heureux, *Le projet de société de la CSN. De 1966 à aujourd'hui. Crise et avenir du syndicalisme au Québec*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière, 1984, p. 131.

révélateurs de la relation entre la CSN et ses militants m-l : soit les congrès de 1977 (CSN et CCSNM) et le congrès de 1979 du CCSNM ainsi que les élections qui s'y rattachent.

Des racines communes

L'histoire de la présence marxiste-léniniste à la CSN c'est, outre l'histoire du radicalisme communiste en Occident autour de la décennie 1970, aussi celle de l'évolution d'une centrale syndicale vers le radicalisme politique. Nous nous intéresserons donc brièvement au développement de la gauche – une gauche plurielle, il va s'en dire – au sein de la CSN et ce, dès la fin des années 1960. Nous illustrerons cette politisation de la centrale, et plus particulièrement du Conseil central de Montréal, à l'aide de l'exemple des Groupes d'étude et de travail (GET), ainsi que par la circulation des militants entre les institutions syndicales et les organisations politiques marxistes-léninistes.

Une réflexion sur le socialisme : l'exemple du GET, 1970-1972

Sans nous étendre sur la question, somme toute, bien connue de la radicalisation des syndicats québécois, il nous semble pertinent de rappeler certains aspects de celle-ci à la CSN. Premièrement, c'est à partir du début des années 1960 que la CSN entreprend un virage vers la gauche. Certains militants commencent à remettre en question non seulement les conditions de travail des ouvriers, mais plus largement le système

capitaliste lui-même. À titre d'exemple, Pierre Vadeboncoeur – conseiller syndical à la CSN de 1950 à 1975 – contribue à ces réflexions à travers des publications comme *Projection du syndicalisme américain* en 1961 (une critique du syndicalisme d'affaire et du capitalisme sauvage) ou encore par sa collaboration à la rédaction des deux premiers rapports moraux de Marcel Pepin, *Une société bâtie pour l'homme* en 1966 et *Le deuxième front* en 1968². C'est ce type de réflexion et d'analyse, s'attaquant aux fondements de la société capitaliste qui, lié à une action politique de plus en plus active, permet le développement progressif d'un projet de société socialiste à la CSN³. Nous pensons, notamment à l'action politique des CAPs, des Associations coopératives d'économie familiale et des comités pour le logement et la défense des locataires, regroupements qui émergent à partir de 1968, permettent les rencontres de militants de gauche et favorisent la création du FRAP en mai 1970⁴. Le Conseil central de Montréal (CSN) prendra les devants de ce mouvement : ce phénomène est relié au fait que les conseils centraux sont, en premier lieu, responsables des questions politiques⁵. Les délégués de cette instance régionale signifient dans leur Déclaration de principes de 1970, ce qui fait foi de leur volonté politique :

La libération des travailleurs exige la destruction du capitalisme qui pratique l'exploitation de l'homme par l'homme autant à l'intérieur de l'entreprise, par l'arbitraire patronal, que dans la société par l'exploitation des consommateurs aux moyens des trusts et des monopoles. En conséquence, l'action politique

² Michel Rioux *et al.*, *Portrait d'un mouvement*, Montréal, CSN, 2000, p. 124-130.

³ Sur le projet de société socialiste, Stéphanie Poirier note : « Selon le socialisme préconisé, le rôle de l'État devient central. Cependant, son pouvoir est contrebalancé par l'implication des travailleurs au sein des entreprises par l'entremise de comités de travailleurs qui coordonnent la production. Il est prévu que les travailleurs s'impliquent dans toutes les structures de l'économie et de la société afin de pouvoir éventuellement se réapproprier le contrôle des moyens de production. » Stéphanie Poirier, « Solidarité et luttes de classes : du Deuxième front au socialisme au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), 1968-1980 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 31, no 1, printemps 2005, p. 9.

⁴ L. Favreau et P. L'Heureux, *Le projet de société de la CSN...*, p. 34-37.

⁵ S. Poirier, « Solidarité et luttes de classes... », p. 4-5.

des travailleurs syndiqués, en collaboration avec tous les mouvements populaires, a pour objectif ultime de remplacer la dictature économique d'une minorité par le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, c'est-à-dire le pouvoir populaire⁶.

C'est dans ce contexte que le CCSNM favorise l'éducation politique des ses militants en expérimentant différentes avenues. Une des ces voies est la mise en place des Groupes d'étude et de travail, des comités d'éducation politique fondés à partir de 1970 et clairement ancrés à gauche. La structure des GET est relativement simple : chacun des groupes peut rassembler de huit à douze travailleurs « d'un même syndicat ou du moins d'un même secteur de travail » et se réunir environ tous les 15 jours. Sous la supervision d'un animateur délégué par le Conseil central, les syndiqués-militants étudient « le fonctionnement de la société » et s'appliquent à trouver des solutions pour « travailler à sa transformation »⁷. Comme le souligne la revue *Mobilisation*, les GET ont aussi l'objectif de voir au renouvellement du syndicalisme : « que les militants des G.E.T. deviennent progressivement les agents de la transformation du syndicalisme québécois »⁸.

Gaétan Tremblay, un des responsables à la formation au CCSNM et maître d'œuvre des GET, se rappelle qu'il a fait face à un manque de formateurs à l'interne du Conseil central pour voir à l'éducation politique des syndiqués et des différents officiers (présidents, secrétaires, trésoriers...). Il a d'abord compté sur le bénévolat de permanents

⁶ Dans la préface du document « Le socialisme, c'est la démocratie », 14^e congrès, 1972. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1194 (1960-1972), Dossier « Congrès 1972 » (S1/B1, 12).

⁷ « Groupes d'Étude et de Travail » [dépliant], p. 1. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1194 (1960-1972), Dossier « Congrès 1972 » (S1/B1, 12).

⁸ *Mobilisation*, « Au Conseil central de Montréal : moins de discours, un peu plus de militants », *Mobilisation*, vol. 1, no 5 [2^e série], 1972, p. 19.

du Conseil, mais les résultats n'ont pas été très concluants, faute d'une collaboration soutenue. C'est pourquoi, il décide de tenter sa chance avec des animateurs du Centre de formation populaire (CFP), mais aussi des militants plus radicaux des CAPs⁹. On parle de certains militants des CAPs Maisonneuve et St-Jacques qui luttent déjà pour introduire un syndicalisme plus combatif au CCSNM¹⁰. Dans un numéro spécial du *Travailleur*, journal publié par ces deux CAPs, ces derniers se sont d'ailleurs adressés directement aux délégués du 14e Congrès du CCSNM (mai 1972) les enjoignant de militer en faveur du syndicalisme de lutte de classe. De plus, les militants notent :

Ce travail [de conscientisation] nous le faisons dans les CAP St-Jacques et Maisonneuve et nous collaborons avec les travailleurs syndiqués du Conseil Central à l'intérieur du GET, ainsi que lors des sessions d'information sur le document de la CSN, « Ne comptons que sur nos propres moyens »¹¹.

Tremblay et ses collègues constatent cependant que ces militants ont un discours révolutionnaire qui ne passe pas bien dans tous les groupes. Inexpérimentés face aux besoins des travailleurs, ces militants-intellectuels peinent à communiquer avec la classe ouvrière¹². Dans un rapport de Gaétan Tremblay sur les activités des GET, déposé au congrès du CCSNM de mai 1972, on reproche aux animateurs de trop focaliser sur le marxisme-léninisme :

⁹ Entrevue avec Gaétan Tremblay et Jean-Yves Vézina, 19 septembre 2007. L'information est aussi confirmée dans un rapport déposé au congrès du CCSNM en mai 1972. Gaétan Tremblay, « G.E.T. : Session d'évaluation », 8 avril 1972, p. 4. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1194 (1960-1972), Dossier « Congrès 1972 » (S1/B1, 12).

¹⁰ Pierre-Paul Roy milite au CAP Maisonneuve à cette époque. Entrevue avec Pierre-Paul Roy, 27 août 2007.

¹¹ « Pour un syndicalisme combatif de classe », *Le travailleur* (édition spéciale), publié par les comités d'action politique St-Jacques et Maisonneuve, 1972, p. 4. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1194 (1960-1972), Dossier « Congrès 1972 » (S1/B1, 12).

¹² Entrevue avec G. Tremblay et J.-Y. Vézina, 19 septembre 2007.

Les militants dont nous avons besoin pour les G.E.T. constituent l'épine dorsale de la formation au C.C.S.N.M. Le critère premier ne doit pas être le niveau de connaissance ni la maturité « marxiste-léniniste », mais la disponibilité, en termes de temps et d'intérêt. Bien sûr, il faut prévoir donner aux formateurs (animateurs) des méthodes et des connaissances de base : c'est le but des rencontres régulières du groupe des formateurs. Mais il faut arriver à y rassembler non pas seulement des « gens capables de s'exprimer et d'expliquer les structures socio-économiques » mais aussi des militants de tout horizon qui entreprennent des expériences d'éveil et de formation dans toutes sortes de milieux¹³.

En entrevue, Gaétan Tremblay souligne que « cette tentative de lier la réflexion politique et le travail de base d'organisation syndicale » a eu un succès mitigé, et que la collaboration avec les militants m-l a pris fin assez rapidement et de manière plutôt abrupte : « on m'avait probablement classé dans la bourgeoisie bureaucratique syndicale réactionnaire », ajoute-t-il à la blague¹⁴. Malgré tout, le travail porte ses fruits dans certains secteurs plus propices à un tel exercice d'éducation, comme au syndicat des professeurs de l'UQAM, le SPUQ. Jean-Marc Piotte souligne à ce sujet :

La majorité des délégués syndicaux se sont formés en groupe d'étude et de travail (G.E.T.) pour discuter et étudier *Ne comptons que sur nos propres moyens*. Le même travail de discussion et d'étude s'est fait dans les différents pavillons, à l'aide d'un document audio-visuel et sous la direction d'un animateur. [...] De plus, plusieurs professeurs se promènent en province pour aider les travailleurs et d'autres syndicats à discuter et étudier ce document¹⁵.

¹³ G. Tremblay, « G.E.T. : Session d'évaluation », p. 3.

¹⁴ Entrevue avec G. Tremblay et J.-Y. Vézina, 19 septembre 2007.

¹⁵ Jean-Marc Piotte, *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977, p. 18 [version numérique], http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 28 août 2007.

Un des animateurs de ces GET est Charles Gagnon, employé du CCSNM depuis sa libération de février 1970¹⁶. Gagnon y joue un rôle de conseiller politique et contribue à la réflexion sur le socialisme en préparant différents travaux d'analyse. « C'était surtout un chercheur, un penseur et un technicien très méthodique [...], mais pas du tout charismatique ! » se rappelle Fernand Foisy, qui occupait à l'époque le poste de secrétaire général du CCSNM et était proche collaborateur de Michel Chartrand¹⁷. En février 1972, l'exécutif du CCSNM mandate Gagnon pour que ce dernier produise un document d'étude sur l'éventuelle transition du capitalisme au socialisme au Québec ; document qui est présenté et étudié en vue du congrès du CCSNM de mai 1972¹⁸. Gagnon y propose une lecture marxiste classique : le système capitaliste nord-américain est fondamentalement monopoliste et impérialiste, et il faut lutter pour la socialisation des moyens de production au profit des travailleurs. Ceci dit, Gagnon n'y fixe pas de modèle à suivre et souhaite l'instauration d'un socialisme original, basé sur les besoins réels des travailleurs québécois : « Bref, l'U.R.S.S., Cuba, la Chine, la France et la Suède, [...] sont des pays qu'il est bon de toujours mieux connaître, mais ce n'est pas en étudiant ces pays que nous réglerons les problèmes des classes laborieuses du Québec »¹⁹.

¹⁶ Arrêté en 1966 à New York avec Pierre Vallières, Charles Gagnon est finalement acquitté de l'accusation de meurtre qui pesait contre lui en février 1970. C'est Michel Chartrand, alors président du CCSNM, qui dépose la caution exigée. Gagnon est de nouveau arrêté lors des événements d'Octobre 1970 – détenu avec d'autres « accusés vedettes » ; on les surnommera les « Cinq » : Michel Chartrand, Pierre Vallières, Jacques Larue-Langlois, Robert Lemieux et Charles Gagnon – et libéré le 16 juin 1971. Fernand Foisy, *Michel Chartrand. La colère du juste*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 2003, chap. 6 et 7. Voir aussi *Le Bilan du Siècle*, « Charles Gagnon (1939-2005) Activiste, homme de lettres », Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/biographies/765.html>, site visité le 12 juillet 2007.

¹⁷ Entrevue avec Fernand Foisy, 9 juillet 2007.

¹⁸ Stéphanie Poirier, « Solidarité et luttes de classes... », p. 8. Voir aussi, Stéphanie Poirier, *Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN) à l'heure de la radicalisation syndicale, 1968-1980*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, p. 74-80.

¹⁹ Charles Gagnon, « Pour un programme socialiste. Notes à l'exécutif du Conseil Central, assemblée du 21 février 1972 », 1972, p. 8. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1194 (1960-1972), Dossier « Congrès 1972 » (S1/B1, 12).

L'idéal socialiste fait donc progressivement son chemin au CCSNM : le Conseil central entérine officiellement l'adoption du syndicalisme de classe et de combat à son congrès de 1975²⁰. Il est abusif de prétendre que Charles Gagnon et les GET ont déterminé à eux seuls l'avenir politique du CCSNM ; ces deux éléments font partie d'une série d'autres facteurs tout aussi significatifs. Cependant, il ne fait pas de doute que le travail d'éducation politique instauré au CCSNM par l'entremise des GET, ainsi que la courte présence de Gagnon au CCSNM, ont contribué à insuffler le désir du socialisme chez certains militants syndicaux, ainsi que la volonté de transformer les syndicats québécois en organisations combattives. Finalement, l'expérience permettra aux futurs militants des organisations maoïstes de créer des liens avec les différentes instances de la CSN. Il s'agit d'un point important selon nous, car il permet de comprendre la présence des militants m-l pour la décennie à venir : en un sens, ils avaient un pied dans la porte...

L'approfondissement du « deuxième front »

On voit bien que les syndicats, en particulier leurs comités d'action politique et d'éducation, deviennent des lieux de convergence pour les militants de gauche de différentes tendances dès le début des années 1970. Le mouvement ouvrier est dynamisé par l'arrivée d'une nouvelle génération de militants, dont font partie ceux que l'on identifie aux futurs groupes marxistes-léninistes. Louis Gill estime, qu'au départ, ces militants radicaux sont plutôt impliqués dans les CAPs et au FRAP et que c'est à la suite de la désintégration de ces organisations, contrecoup de la crise d'octobre 1970 et des

²⁰ « Les pratiques syndicales – 2^e partie », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 49. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

élections municipales montréalaises, « que les syndicats sont devenus le lieu d'intervention par excellence »²¹.

Assurément, ces militants ont su profiter des mouvements actifs entre 1968 et 1972 (CAPs, FRAP, FLQ, CFP, CCSNM, GET, etc.) pour « faire leurs classes » et créer des réseaux de relations inestimables, mis à contribution dans les décennies suivantes. En effet, les militants des divers groupes se fréquentent, discutent, débattent lors de congrès, s'appuient sur les lignes de piquetage et ce, malgré toutes leurs divergences politiques. En somme, certains objectifs communs assurent un minimum de cohésion dans les actions²². D'autant plus que plusieurs militants sont engagés de manière simultanée dans différentes structures et organisations : en d'autres mots les vases sont communicants²³. Cette circulation des militants invite d'ailleurs à la prudence quant aux interprétations vraisemblablement abusives relatives à l'infiltration des syndicats par les m-l. Il semble que le phénomène est plus complexe : sans nier la question de l'infiltration, il est important de rappeler que de nombreux militants m-l demeurent des syndicalistes avant d'appartenir, en tant que membre ou sympathisant, à une organisation marxiste. D'ailleurs, la disparition des principales organisations m-l, en 1982 et 1983, ne met pas fin pour autant au militantisme syndical de bien des « maos ». C'est le cas

²¹ Entrevue avec Louis Gill, 27 août 2007.

²² « On peut appeler « système d'action » l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon ses logiques de fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence. [...] Parler de *système d'action* ne signifie donc pas que les organisations soient liées par un contrat explicite, en d'autres termes qu'elles constituent un réseau manifeste; elles peuvent tout aussi bien n'être reliées les unes aux autres que par un tissu de rapports interindividuels entre leurs membres, peu formalisé et repérable seulement par une analyse attentive ». Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2002, p. 271-272.

²³ « La forme la plus générale des liens concrètement établis entre une organisation politique et d'autres groupements organisés est l'*activisme multipositionnel* de ses membres. La plupart des enquêtes réalisées en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis démontrent que les membres des partis politiques ont globalement un niveau de participation aux activités d'autres organisations supérieur à celui de leurs concitoyens ». *Ibid.*, p. 290-291.

d'Alain Cléroux, président de l'Union des employés de la Résidence Dorchester (local 298, FTQ) qui assure à ses collègues qu'il poursuivra son travail syndical, à la suite de la dissolution d'EL! :

J'ai été sympathisant et membre d'EN LUTTE! durant plusieurs années. Je me suis présenté à trois élections sur la base d'un programme politique et syndical qui était inspiré directement du travail d'EN LUTTE! [...] J'ai été élu « malgré » mon appartenance à une organisation communiste entre autres parce que cela n'a jamais été caché. [...] Ma pratique syndicale ne changera pas. [...] Finalement, l'expérience de lutte acquise durant ces années me servira à mieux faire mon travail syndical et éventuellement un nouveau travail politique²⁴.

La montée d'un militantisme plus radical dans les syndicats au début des années 1970 s'accorde plus facilement avec les syndicats affiliés à la CSN : la mise en application du deuxième front y suggère l'ouverture des frontières sociales et politiques²⁵. Comme nous l'avons noté précédemment, des objectifs communs qui transcendent les différentes tendances de gauche ont contribué à ce rapprochement : la lutte pour l'indexation des salaires, la dénonciation des abus quant à la santé-sécurité au travail, la lutte contre le chômage et les mises à pied en bloc. Mais c'est aussi grâce à l'ouverture d'esprit et la réceptivité qui caractérisent les militants de la CSN de la décennie 1970, ouverture qui s'appuie sur un idéal démocratique qui se veut exemplaire. « À la CSN, il y a toujours eu un certain scrupule à couper la parole. [...] Ce sont des instances où on avait un droit de parole, [...] et donc on les laissait parler » précise Gérald Larose au sujet

²⁴ Alain Cléroux, « Lettre aux membres de mon syndicat », *En Lutte!*, no 288 (vol. 9, no 27), 22 juin 1982, p. 10.

²⁵ Pierre-Paul Roy souligne, en entrevue, que c'est la CSN qui a ouvert la porte du deuxième front et que les organisations radicales s'y sont engouffrées : « [Le radicalisme politique] c'était pas propre au PCO... c'est d'abord le deuxième front de la CSN, que la CSN avait elle-même mis de l'avant [...]. Évidemment, nous [les militants m-l] étions à l'aise avec ça... plus à l'aise avec ça qu'avec autre chose ». Entrevue avec P.-P. Roy, 27 août 2007.

des interventions des militants m-l dans les assemblées syndicales²⁶. Comme le mentionne Michel Chartrand au congrès de 1982 de la CSN :

L'absence de tendances [à la CSN] serait inquiétante, il ne s'agirait plus d'un mouvement populaire mais d'une secte doctrinaire. Les tendances et les opinions minoritaires doivent être exprimées dans les différentes instances, même si cela risque de provoquer des affrontements. Une qualité de la démocratie, c'est le respect des minorités et des opinions minoritaires²⁷.

Cette tolérance politique se matérialise à travers des mesures concrètes. C'est ainsi que le CCSNM loue un local – du 1015, rue Ste-Catherine Est à Montréal – à différents groupes de gauche et d'extrême gauche. L'annexe du rapport du secrétaire général, Fernand Foisy, sur les activités de ce local au cours de la période 1972 et 1973, montre bien les liens entre l'instance syndicale et les différents mouvements progressistes. Le document souligne que le PCC(ml) y tint des réunions le 14 mai 1972, le 9 juillet 1972 et le 7 octobre 1972, de même qu'un congrès du 28 au 30 juillet 1972. On retrouve aussi la mention d'une rencontre d'un GET avec Charles Gagnon et Andrée Ferretti le 23 mai 1972, ainsi qu'une réunion de la Ligue socialiste ouvrière le 5 octobre 1972. Évidemment, le CCSNM veut rentabiliser son local, mais il faut aussi y voir une volonté de favoriser le développement de tous les mouvements qui luttent dans les intérêts de la classe ouvrière. Comme le mentionne le responsable du rapport du local du CCSNM, Gaston Therrien : « Au delà de deux cent (200) groupes les plus divers tels que

²⁶ Entrevue avec Gérald Larose, 19 septembre 2007.

²⁷ F. Foisy, *Michel Chartrand...*, p. 281.

syndicats et groupes populaires [...] ont pu faire usage du local pour des assemblées, réunions et cours de toutes sortes »²⁸.

Il ne faut donc pas se surprendre de voir les militants maoïstes appuyer assez clairement la CSN, jugée plus démocratique et plus progressiste que les autres centrales : la Ligue /PCO aurait fait du maraudage en faveur de la CSN, auprès de syndiqués affiliés à la FTQ²⁹. De son côté, En Lutte! n'hésite pas à mousser la campagne de financement de la CSN de 1981 : « Tous les progressistes doivent se faire une obligation de soutenir cette campagne, par l'envoi de dons personnels mais aussi en proposant à nos syndicats et groupes populaires de faire leur part pour renflouer le fonds de défense de la CSN »³⁰. L'approfondissement du deuxième front passe donc par la présence de plus en plus soutenue de militants plus radicaux, dont les maoïstes.

Les congrès de la CSN de 1977 : débat sur la présence de partis politiques

Les militants m-l ont donc fait leur place au sein de la CSN entre les premières expériences du GET (1970-1972) et la fin de la même décennie. Profitant d'un contexte favorable pour présenter leur projet de société socialiste, les m-l ont fait leur nid et leur présence suscite de plus en plus de réactions parmi les membres de l'exécutif de la

²⁸ « Rapport du secrétaire », 15^e congrès, 1973, p. 41 [pour la citation] et p. 44, 47 et 50 [pour les informations sur les locations]. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1973 » (S1/B1, 14).

²⁹ En Lutte!, « Refusons les règles du jeu de la loi 59 au Québec ! », *En Lutte!*, no 126 (vol. 6, no 8), 26 septembre 1978, p. 6.

³⁰ En Lutte!, « Appuyons la campagne de financement de la CSN », *En Lutte!*, no 242 (vol. 8, no 26), 17-24 mars 1981, p. 3.

centrale syndicale³¹. Dans cette section, nous nous intéresserons à certaines de ces réactions en présentant les exemples du congrès du CCSNM et du congrès général de la CSN de 1977.

Le congrès du CCSNM

C'est du 14 au 17 avril 1977 qu'a lieu le 19^e congrès du CCSNM, sous le thème de « Mobilisons-nous dans nos syndicats pour lutter contre la crise du capitalisme ». Le Conseil central de Montréal est alors en plein débat sur la présence de militants de partis politiques (comprendre les militants marxistes-léninistes, en particulier) au sein des différentes instances syndicales. Ce débat est notamment alimenté par le rapport du vice-président du Conseil, Nelson Cerat, qui a fait une enquête sur les partis politiques au sein du syndicat :

Le mandat le plus ingrat que j'eus [sic] à accomplir en tant qu'officier du conseil central fut [sic] sans contredit de faire enquête dans certains syndicats sur les agissements de certains militants « politiques » (sympathisants ou membres en règle de certains groupes politiques d'allégeance communiste) et ce, suite à des plaintes provenant de membres et d'officiers de syndicats locaux³².

Il semble évident que le vice-président marche sur des œufs, se sentant coincé entre son devoir de rappeler les règles internes du CCSNM – le Conseil central avait déjà enchâssé

³¹ L. Favreau et P. L'Heureux, *Le projet de société de la CSN...*, p. 113.

³² Nelson Cerat, « Rapport du vice-président », 19^e congrès, 1977, p. 4. CSN. Service des communications : documentation. Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1977 » (S1/B1, 19), 19^e congrès, 1977.

dans ses statuts la volonté d'autonomie face aux partis politiques³³ – et le désir de ne pas se mettre les militants de gauche à dos³⁴. Dans le sillage de son enquête, il déclare avoir eu le sentiment d'être perçu comme « l'inquisiteur du conseil central » par les militants communistes et « un allié possible de ces militants » par les militants plus conservateurs³⁵. Dans son rapport, Cerat insiste sur les impacts à la fois positifs et négatifs de la présence des militants communistes dans les rangs du Conseil central de Montréal : on fait état de la nuisance mais aussi du militantisme exemplaire. Cerat appelle à l'unité avec les militants m-l et refuse l'exclusion. Il favorise une politique de porte-ouverte, de négociation et de collaboration.

D'autres rapports remis au même congrès soulignent la présence m-l au CCSNM, dont un document qui trace un bilan de la création des 6 noyaux fondés sur des bases géographiques³⁶. Parmi les difficultés rencontrées dans la création de ces noyaux, on note le « manque de conscience des travailleurs québécois » (déficit idéologique), le boycottage des organisation régionales par certains membres, permanents et militants, et :

Il y a aussi certains militants qui veulent utiliser les régions pour des fins partisans : pour leur groupe ou parti. Heureusement que tous les militants des groupes politiques n'ont pas cette attitude mais ils sont encore trop

³³ « La liberté est le principe qui donne forme au mouvement syndical et en conséquence, l'autonomie est la condition indispensable pour que le mouvement syndical puisse réaliser ses objectifs de façon entière et loyale. Le mouvement syndical doit être autonome devant n'importe quel centre de pouvoirs qui ne résulte pas de la volonté de ses membres. Par conséquent, il doit être indépendant des employeurs, des partis politiques, des gouvernements ou de tout autre groupe étranger à ses affiliés. » Dans « Déclaration de principes du C.C.S.N.M. ». CSN. Service des communications : documentation. Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1976 » (S1/B1, 18), [Annexe du « Statuts et règlements adoptés au 18^e congrès, 1976 », 39 p.] », 18^e congrès, 1976, p. 7.

³⁴ La Ligue considère que le rapport de Cerat a ouvert la porte aux critiques anti-communistes. LC(ml)C, « Au congrès de Conseil Central de Montréal de la CSN. Une porte ouverte à l'anti-communisme et au révisionnisme », *La Forge*, vol. 2, no 9, 28 avril 1977, p. 9.

³⁵ N. Cerat, « Rapport du vice-président », p. 5.

³⁶ C'est en 1975 que s'effectue la régionalisation du Conseil central de Montréal. Les 6 sous-régions sont : Est, Centre-Nord, Centre-Ville, Laval, Ouest et Rive-Sud.

nombreux ceux qui agissent ainsi. Cela fut une autre cause qui a conduit des militants à se désintéresser et à ne pas continuer à participer au travail en région³⁷.

Le meilleur exemple de la présence m-l dans les sous-régions du Conseil central de Montréal est assurément celui de la « région Est », qui est pratiquement sous le contrôle de la Ligue, avec son bastion de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine³⁸. Dans un rapport de la région Est, signé par Robert Côté (employé dudit hôpital, responsable de la région et militant de la Ligue), il est frappant de voir la convergence entre les luttes de la région et les luttes typiques des m-l : contre la loi Trudeau, rappel symbolique de la grève générale du 14 octobre 1976, appui à la lutte des meuniers, contre la collaboration avec le patronat et contre la participation aux sommets économiques³⁹. Par ailleurs, les responsables de la région invitent des représentants de l'ADDS et des comptoirs alimentaires de la région – organisations populaires qui étaient bien souvent elles-mêmes noyautées par la Ligue – à assister aux assemblées syndicales afin d'assurer la direction des luttes dans ce secteur de Montréal⁴⁰. Le style du rapport, un véritable duplicata des

³⁷ « Les régions : noyaux de militants pour lutter », 19^e congrès, 1977, p. 2. CSN. Service des communications : documentation. Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1977 » (S1/B1, 19), 19^e congrès, 1977.

³⁸ Entrevue avec L. Gill, 27 août 2007 et entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007. Bien que nous parlions d'un bastion, il ne faut pas croire qu'aucune opposition à la Ligue n'est présente à l'hôpital. Par exemple, certains membres de l'exécutif du syndicat tentent, sans succès, de faire exclure les militants identifiés à la Ligue de tous les postes électifs du syndicat. Voir LC(ml)C, « À l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine. L'expulsion de communistes et de travailleurs combatifs est rejetée à 75 % », *La Forge*, vol. 2, no 6, 17 mars 1977, p. 6.

³⁹ Dans le partage des tâches au sein de la Ligue/PCO, c'est Robert Côté qui est responsable du CCSNM. Entrevue avec P.-P. Roy, 27 août 2007. Côté travaille depuis 1974 à l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine et représente son syndicat au CCSNM depuis 1976 ; en 1981, il deviendra président du Syndicat des travailleurs de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine, dans Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde - Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2007, p. 124.

⁴⁰ Exemple du travail de fond de la Ligue pour prendre la tête du mouvement syndical dans la région Est : la Ligue organise une assemblée publique regroupant des militants de son organisation, de la région Est (CCSNM), de l'ADDS et des ouvriers en grève de l'Uniroyal ; une pièce du « Théâtre du 1^{er} mai » et des chants révolutionnaires du « Théâtre Solidaire » (groupe culturel de la Ligue) sont d'ailleurs présentés. LC(ml)C, « Les Syndicats de la CSN de l'est de Montréal. Développons la lutte de classe », *La Forge*, vol. 1, no 6, 11 mars 1976, p. 5.

textes officiels de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, laisse peu de doute sur les allégeances de Côté :

Depuis la dernier congrès (et même quelques mois avant) la région EST mettait de l'avant un syndicalisme de lutte de classes, c'est-à-dire un syndicalisme qui cherche à mobiliser les travailleurs(euses) dans la lutte classe contre classe, contre la collaboration de classe en faisant le travail d'éducation sur les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière : le socialisme. C'est donc dire que dans chacune de nos pratiques nous avons tenté de mettre l'action directe au poste de commande dans les luttes et l'éducation politique dans toutes les activités de la région⁴¹.

En définitive, on peut donc voir que le CCSNM est somme toute hésitant à s'attaquer de plein front à la présence m-l dans ses troupes et que le positionnement avantageux de certains des militants dans les sous-régions du Conseil central – en premier lieu les militants de la Ligue dans la région Est – assure à ces derniers une certaine légitimité sur laquelle ils s'appuient fermement pour se maintenir en poste.

Le congrès de la centrale CSN

En mai 1977, le congrès général de la CSN poursuit le débat sur la question de la présence communiste dans les instances syndicales. Le message d'ouverture du président Norbert Rodrigue donne le ton :

Nous soumettons aussi à l'attention du congrès le problème des groupes politiques. Nous le faisons parce que la CSN est et doit demeurer un mouvement de masse voué à la défense quotidienne des travailleurs. Considérant la confusion et les réactions provoquées dans nos rangs par cette réalité, l'exécutif vous proposera de réaffirmer l'autonomie absolue de la

⁴¹ Robert Côté, « Rapport 1976-1977 : Région Est », p. 1. CSN. Service des communications : documentation. Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1977 » (S1/B1, 19), 19e congrès, 1977. Notons que Robert Côté signe aussi le rapport de 1977-1978.

démarche syndicale par rapport à celle de tout parti, et d'affirmer cette même autonomie par rapport à tout mouvement ou groupe politique. Ce serait manquer à nos responsabilités de dirigeants élus de laisser aller la situation sans intervenir⁴².

D'ailleurs, dans leur allocution respective, les présidents de la CEQ et de la FTQ, MM. Charbonneau et Laberge, qui assistent en tant qu'invités à l'inauguration du congrès, ne manquent pas de saluer le courage de l'exécutif de la CSN de se consacrer à une question aussi controversée⁴³. Yvon Charbonneau insiste cependant sur le fait que le vrai ennemi reste le patronat et « ce réseau de groupuscules terroristes que sont tous les représentants ou les porte-paroles officiels des Board of Trade et des conseils de patronat, des grandes banques, et des chambres de commerce »⁴⁴.

L'exécutif de la CSN s'est fixé des objectifs clairs : dénoncer des pratiques syndicales attribuées aux militants m-l qui, juge-t-on, encouragent la division, la démobilisation, la confusion et une réaction de la droite⁴⁵. L'exécutif cible des comportements comme la monopolisation du micro dans les assemblées, la distribution de tracts aux portes des assemblées, le harcèlement verbal et écrit dont seraient victimes certains militants syndicaux, les « attaques incessantes » contre les dirigeants de la centrale (du syndicat local à l'exécutif de la CSN) et la tendance à encourager des débats

⁴² « Message d'ouverture du président, Norbert Rodrigue », 19 mai 1977, p. 4. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

⁴³ « Allocution du président de la FTQ, Louis Laberge », p. 129. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

⁴⁴ « Allocution du président de la CEQ, Yvon Charbonneau », p. 126. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

⁴⁵ Notons que c'est dans ce contexte que Jacques Benoît publiera sa série d'articles sur l'extrême gauche dans les pages de *La Presse*. Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, Montréal, Éditions La Presse, 1977, 137 p.

sectaires⁴⁶. Les militants visés par de telles condamnations, au premier plan les maoïstes, veulent évidemment répliquer à ces salves de l'exécutif. Au moment de faire adopter par les congressistes le texte de l'exécutif qui réaffirme l'autonomie de la CSN face à tout parti, mouvement ou groupe politique, des voix s'élèvent pour que certaines modifications y soient apportées. Un amendement est proposé par Robert Côté, militant de la Ligue, afin que le congrès de la CSN :

1. rejette toute « chasse aux sorcières » et défende l'unité de la centrale et du mouvement ouvrier.
2. condamne toute tentative de division de la classe ouvrière par les éléments collaborateurs dans les syndicats.
3. dénonce la salissage anti-communiste et anti-ouvrier de la part des médias bourgeois tel « La Presse »⁴⁷.

L'amendement est adopté malgré des tentatives de blocage de la frange plus conservatrice des congressistes et ajouté intégralement au texte officiel ; symbole d'une certaine influence de l'extrême gauche au Conseil⁴⁸. Il est cependant important de spécifier que l'acceptation de ce type d'amendement n'est pas que le fruit de l'influence de la Ligue. Plusieurs délégués, que l'on pourrait qualifier de démocrates ou de progressistes appuient effectivement ce genre de résolution. Louis Gill rappelle que le GSTQ, considéré comme un « groupe ennemi » par la Ligue, soutint cet amendement parce qu'il s'agissait d'une pure question de défense de la liberté d'association et

⁴⁶ « Les groupes politiques », p. 113-116, dans « La CSN aujourd'hui. Rapport d'orientation de l'exécutif de la CSN », mai 1977. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

⁴⁷ « [Recommandations et demandes d'amendements sur le document sur les groupes politiques] », p. 141. CSN. Service des communications : documentation. Procès-verbaux des Congrès de la CSN, Procès-verbal du 48e Congrès, Québec, 19 au 22 mai 1977.

⁴⁸ Actions des congressistes dits « conservateurs » qui n'ont pas porté fruit : premièrement, une cinquantaine de délégués font part de leur dissidence; deuxièmement, un sous-amendement propose de biffer les points 2 et 3 (« Rejeté »); troisièmement, on demande que l'amendement soit scindé en 3 parties pour les fins du vote (« Rejeté »). « [Recommandations et demandes d'amendements sur le document sur les groupes politiques] », p. 141-143.

d'expression : « on ne peut pas réduire tous les votes aux représentants d'une seule tendance »⁴⁹. Il faut donc être prudent dans nos conclusions : une résolution proposée par un militant m-l et adoptée en assemblée, ne peut pas être considérée tout bonnement comme une victoire des marxistes-léninistes.

Revenant sur les événements du congrès, En Lutte! note que : « même si le Congrès a adopté l'amendement de la Ligue communiste à la proposition de l'exécutif, cette décision du Congrès est une véritable porte ouverte à l'anti-communisme »⁵⁰. Ceci dit, on ne peut certainement pas parler d'une victoire nette de l'exécutif : le texte amendé nous laisse plutôt croire qu'un certain statu quo va prévaloir, du moins jusqu'au prochain affrontement...

Les élections au CCSNM en 1979

Le débat sur la présence de militants de partis politiques communistes, bien loin de s'atténuer, continue de prendre de l'ampleur dans les différentes instances de la CSN. À tel point, qu'à la veille du congrès général du Conseil central de Montréal de 1979, il semble bien que ce débat prendra la vedette.

Il faut savoir que l'année 1978 – nous nous permettons ici une parenthèse – fut particulièrement intense en ce qui a trait aux relations entre les militants marxistes-léninistes et certains dirigeants du CCSNM. Nous y avons fait référence plus tôt, la

⁴⁹ Entrevue avec L. Gill, 27 août 2007.

⁵⁰ En Lutte!, « Au congrès de la C.S.N. : l'aristocratie ouvrière travaille à renforcer sa domination ! », *En Lutte!*, no 90 (vol. 4, no 22), 9 juin 1977, p. 10.

région Est du CCSNM est alors sous l'influence de la Ligue. Élu représentant de la région en 1976, Robert Côté profite donc d'un poste qui lui permet de siéger sur l'exécutif du CCSNM⁵¹. Or, le congrès du CCSNM de 1978 remet en cause la validité de la présence de Côté sur l'exécutif (ce dernier ayant été réélu pour représenter sa région). Sous l'impulsion de Michel Chartrand, on veut renverser la décision de la région Est, qui a pourtant voté pour Côté dans une proportion de 53 votes en sa faveur et de 41 votes pour un autre candidat⁵². Le vote du congrès du CCSNM est extrêmement divisé : 140 pour le non-entérinement et 130 pour l'entérinement. Côté est donc démis de ses fonctions de délégué sur l'exécutif, selon un procédé qui fait précédent ; puisque l'entérinement des représentants des régions n'est habituellement qu'une formalité. C'est d'ailleurs l'explication qu'en donne Pierre-Paul Roy :

Je pense que si Chartrand n'avait pas cautionné ça [...] je pense que c'est un débat qui n'aurait jamais eu lieu au Conseil central. [...] Tout ce débat a créé un énorme malaise chez les militants... parce que, tu vois, les votes ont été très serrés. [...] Dans tous les cas, le débat était interdit, parce qu'il avait amené ça comme une motion de privilège⁵³.

Cette décision ne décourage cependant pas la Ligue, qui propose de nouveaux candidats qui sont élus dans la région, mais qui sont, tour à tour, refusés par le CCSNM. En effet, après le non-entérinement de Robert Côté par 10 voix, le CCSNM refuse le poste à

⁵¹ LC(ml)C, « Les élections : un membre de la LC(ml)C élu au conseil syndical », *La Forge*, vol. 1, no 11, 20 mai 1976, p. 8. Plus marginalement, En Lutte! milite aussi dans la région Est : c'est la cellule « Solidarité » qui y dirige le travail. UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, p. 7.

⁵² LC(ml)C, « Au 20^e Congrès du Conseil Central de Montréal (CSN) », *La Forge*, vol. 3, no 9, 28 avril 1978, p. 11. Voir aussi LC(ml)C, « Entrevue avec Robert Côté, délégué au CCSNM et membre de la Ligue », *La Forge*, vol. 3, no 9, 28 avril 1978, p. 11.

⁵³ Entrevue avec P.-P. Roy, 27 août 2007.

Pierre-Paul Roy par 9 voix, puis à Richard Dufort par seulement 6 voix⁵⁴. Dans un document interne la Ligue note :

À la prochaine [assemblée], Mardi, le 3 octobre, aura lieu pour la 4^{ième} fois, l'élection d'un responsable à la Région Est. Nous n'allons pas y présenter de candidat car une quatrième défaite consécutive nous affaiblirait et le fait de ne pas avoir de responsable à la Région Est affaiblit le travail dans cette région et alourdit les assemblées du Conseil Central. Nous allons plutôt appuyer la candidature d'un élément progressiste, le président du syndicat de l'Hôpital St-Michel [Raymond Gagnon]⁵⁵.

Le choix de Raymond Gagnon est finalement entériné par le CCSNM, mais le lien de confiance avec les sous-régions est brisé ; c'est principalement l'autonomie de ces régions qui est remis en cause par l'exécutif. André Lauzon, président du CCSNM, souligne à ce sujet lors du congrès du CCSNM de 1979 :

À la lumière des expériences passées, je crois qu'il est nécessaire de revoir la place des régions à l'intérieur du Conseil Central afin d'éviter une trop grande décentralisation qui conduirait à la paralysie et à un manque d'unité pour le Conseil Central. [...] Suite à l'expérience vécue lors de l'élection du représentant de la région Est qui a divisé le congrès et paralysé l'assemblée générale du Conseil Central pendant plusieurs mois, le conseil syndical vous propose d'amender les statuts de sorte que les mêmes règles d'élections s'appliquent à tous les candidats à des postes d'officier au Conseil Central⁵⁶.

Le Conseil de la région Est semble d'ailleurs déstabilisé à la suite du départ de Robert Côté : trois responsables se succéderont rapidement, soit Raymond Gagnon (1978-79),

⁵⁴ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/10, Comité CSN, « À propos de la lutte de ligne au Conseil Central et à la région Est », mai 1978, p. 1 et 2. Il faut savoir que la Ligue se considérait « imbattable » dans cette région, pour reprendre les mots de Pierre-Paul Roy ; entrevue avec P.-P. Roy, 27 août 2007.

⁵⁵ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/10, Comité CSN, « À propos de la lutte de ligne au Conseil Central et à la région Est », mai 1978, p. 1 et 2.

⁵⁶ « Allocution d'André Lauzon, président », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 12-13. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21). Il s'en suit, dans les congrès subséquents, des débats sur le rôle des régions qui mèneront à la dissolution de ces instances.

Luc Dignard (1979-1980) et Pierre Paquette (1980-[1981?])⁵⁷. Pour Gérard Larose, il ne fait pas de doute que la raison principale du non-entérinement de Robert Côté avait tout à voir avec son appartenance politique : « Je suis convaincu que les gens refusaient d'être représentés par un « mao », comme on les appelait à l'époque. Je suis convaincu que c'était sur cette base là »⁵⁸. On doit rappeler que la prédominance communiste à la tête de ce secteur industriel de Montréal dérangeait :

La région Est était une des plus grosses [du CCSNM], à cause des institutions publiques [comme l'hôpital L.-H.-Lafontaine], mais aussi à cause d'une particularité de l'Est de Montréal, soit la présence de grandes entreprises privées. [...] La région Est au CCSNM, c'était un peu comme la FAS dans la CSN. [...] ...et que ça soit des militants communistes qui représentent la plus grosse région où il y a le plus de secteur privé, ça n'en faisant grincer les dents à quelques-uns⁵⁹.

C'est donc dans cette atmosphère de défiance et de controverse que s'ouvre le congrès du Conseil central de 1979.

Présentation du document « Nos pratiques syndicales »

Du 18 au 22 avril 1979, le Conseil central de Montréal tient son 21e congrès. Comme le rappelle le journal *En Lutte!* du 17 avril 1979, ce congrès a été « abondamment publicisé par les journaux bourgeois, surtout à cause du document

⁵⁷ Ce dernier mentionne d'ailleurs dans un rapport déposé au congrès du CCSNM de 1981 : « La région Est a eu trois (3) différents responsables au cours des deux (2) dernières années. Cette situation a causé un certain nombre de problèmes qui se sont ajoutés à l'ensemble des problèmes communs aux autres régions. [...] À chaque nouveau responsable, la liste de militants(es) intéressés(es) au travail de la région est à refaire. [...] Cela a suscité des questions sur la crédibilité de ces individus et du Conseil central de Montréal ». Pierre Paquette, « Rapport des régions : région EST », dans « Procès-verbal du 22^e congrès du CCSNM », 22^e congrès, 1981, p. 99. CSN. Service des communications : documentation. Boîte CCM0011 (1981-1993), Dossier « Congrès 1981 » (S1/B1, 23).

⁵⁸ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007.

⁵⁹ Entrevue avec P.-P. Roy, 27 août 2007.

intitulé « Nos pratiques syndicales », produit par des membres de l'exécutif sortant, dont Lauzon, Demers et Marin »⁶⁰. Le document, qui n'est pas tendre envers les militants des organisations marxistes-léninistes, sert de programme électoral à l'équipe de l'exécutif sortant. Mais revenons d'abord brièvement sur l'ouverture du congrès.

C'est le président général de la CSN, Norbert Rodrigue, qui donne le coup d'envoi au congrès avec un discours qui rappelle les grandes conclusions du congrès de 1977 de la CSN : appel à l'unité et à l'autonomie de la centrale syndicale⁶¹. Suit une allocution du président du CCSNM, André Lauzon, qui lance officiellement la chasse à la division interne. Lauzon y spécifie que la création des sous-régions a amené une régionalisation des tendances qui « n'a pas favorisé l'unité de pensée et d'action nécessaire au bon fonctionnement du Conseil Central »⁶² ; une telle remarque est, évidemment, une attaque directe à la région Est, identifiée à la Ligue.

⁶⁰ En Lutte!, « Au congrès du Conseil central de Montréal (CSN). Qui sont les vrais responsables de la division ? », *En Lutte!*, no 154 (vol. 6, no 36), 17 avril 1979, p. 8. Voir la réponse d'En Lutte! à cette controverse, Charles Gagnon, *Qui manipule les syndicats ?*, Montréal, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, mai 1979, 31 p. On fait, entre autres, références aux articles suivants : Laval Le Borgne, « Le Conseil central de Montréal tente de faire son image. Ni Marx ni... PQ », *La Presse*, 23 mars 1979, p. A-9, Vincent Prince, « Gauche et extrême gauche », *La Presse*, 26 mars 1979, p. A-4, Louis-Gilles Francoeur, « Au Conseil central de la CSN à Montréal. Deux groupes feront campagne contre l'extrême-gauche », *Le Devoir*, 10 avril 1979, p. 3 et 6, L.-G. Francoeur, « Le congrès du Conseil central de la CSN à Montréal vise une double réunification », *Le Devoir*, 19 avril 1979, p. 10, L.-G. Francoeur, « Au Conseil central CSN à Montréal. Pas de coalition contre l'équipe d'extrême-gauche », *Le Devoir*, 20 avril 1979, p. 7, L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal (CSN) : l'extrême-gauche marque des points », *Le Devoir*, 21 avril 1979, p. 3, L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal. Un désistement de dernière heure empêche l'élection de gauchistes », *Le Devoir*, 23 avril 1979, p. 3, Jean-Claude Leclerc, « Échec à l'infiltration », *Le Devoir*, 24 avril 1979, p. 4 et L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal (CSN). L'équipe Gagnon a été identifiée « à tort » avec la Ligue communiste », *Le Devoir*, 2 mai 1979, p. 10.

⁶¹ « Mot du président général de la CSN, Norbert Rodrigue », 21^e congrès, 1979, 6 p. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

⁶² « Allocution d'André Lauzon, président », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 12-13. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

C'est Serge Demers, le secrétaire du Conseil central, qui fait la lecture au congrès du rapport de l'exécutif sortant (« Nos pratiques syndicales »). Dans la première partie du rapport, on insiste sur l'importance du caractère « d'organisation de masse » de la centrale syndicale. Demers identifie deux tendances qui ne respectent pas complètement cette vision de la CSN : sous les appellations d'« Aménager le capitalisme » (tendance identifiée aux « 3 D », au PQ, au réformisme et qui nie le caractère de classe des syndicats) et de « La courroie de transmission » (tendance identifiée aux gauchistes, à l'« avant-garde » et qui porte atteinte au caractère de masses des syndicats)⁶³. La deuxième tendance, particulièrement visée dans le rapport, est selon ses auteurs la championne des mots d'ordre à l'emporte pièce et des pratiques activistes qui créent la confusion chez les syndiqués. Le rapport souligne également le risque de « soviétisation des syndicats », à l'image de ce qui s'est passé en Europe de l'Est ou encore en Chine, « où les organisations syndicales ont renoncé à leur indépendance et sont effectivement devenues « la courroie de transmission » des mots d'ordre du parti et de la raison d'État »⁶⁴.

La deuxième partie du rapport enfonce le clou encore plus loin : on y parle « d'ingérence gauchiste » et d'« hostilité des membres [de ces partis et organisations] vis à vis de leur organisation syndicale et de sa direction »⁶⁵. On accuse l'extrême gauche de faire de la désinformation, de l'élitisme, de rallonger les discussions lors de

⁶³ « Rapport sur les pratiques syndicales – 1^{ère} partie », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 17-20. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21). Surnommés les « 3 D », Paul-Émile Dalpé, Jacques Dion et Amédée Daigle, sont associés au schisme de 1972 à la CSN et à la création du CSD. À ce sujet, voir Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express/CSN, 1981, 335 p.

⁶⁴ « Rapport sur les pratiques syndicales – 1^{ère} partie », 1979, p. 20.

⁶⁵ « Les pratiques syndicales – 2^e partie », 1979, p. 49.

rassemblements syndicaux pour « provoquer l'écoeurement d'une partie de l'assemblée et conséquemment des départs anticipés », avant des votes importants à titre d'exemple⁶⁶.

Débats et réactions au document « Nos pratiques syndicales »

Si le rapport est adopté par le congrès, on note un bon nombre de réactions négatives et de propositions pour biffer des sections du texte présenté par Serge Demers devant les congressistes. En fait, avant même la présentation du texte en assemblée générale, deux dissidences ont été notées au sein de l'exécutif lors d'une rencontre préalable du Conseil syndical du CCSNM, tenue le 10 avril 1979 : soit celles de Jacques Bourbeau, responsable à l'éducation et de Raymond Gagnon, responsable de la région Est⁶⁷. Puis, en séance plénière, de grandes sections sont biffées à la suite de propositions adoptées par le congrès, ce qui contribue grandement à discréditer l'exécutif sortant⁶⁸. L'entérinement de la proposition no 5 permet de rayer le long passage sur « La courroie de transmission », qui s'en prend directement aux militants communistes. D'autre part, la proposition no 4, mise de l'avant par Robert Côté, est aussi particulièrement intéressante, car perçue comme une véritable victoire dans un bilan interne de la Ligue⁶⁹ : « Que le prochain conseil syndical du Conseil Central fasse une tournée de tous les syndicats locaux pour recueillir les critiques et commentaires sur le Conseil Central et les incite à

⁶⁶ « Les pratiques syndicales – 2^e partie », 1979, p. 49-54.

⁶⁷ « Recommandation du conseil syndical du CCSNM », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 23-25. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

⁶⁸ Voir les propositions no 1 et 2 de Claude Roy, no 4 de Robert Côté et no 5 et 6 de Jocelyn Villeneuve, dans « Recommandation du conseil syndical du CCSNM », 1979, p. 23-25. C'est dans ce contexte que L.-G. Francoeur écrit son article : « Conseil central de Montréal (CSN) : l'extrême-gauche marque des points », *Le Devoir*, 21 avril 1979, p. 3.

⁶⁹ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/10, Comité CSN, « Bilan du 21^e Congrès du CCSNM », mai 1979, p. 5.

une plus grande participation. Adopté »⁷⁰. Derrière cette volonté de consultation des syndicats locaux s'exprime une nouvelle réprimande envers l'exécutif sortant, accusé d'avoir préparé et présenté le document « Nos pratiques syndicales » sans avoir consulté la base militante ; en d'autres mots, la pertinence de l'analyse de l'exécutif sortant est encore une fois mise en doute.

Il faut dire que les organisations maoïstes avaient vu venir le coup, si l'on peut s'exprimer ainsi. Ces dernières avaient déjà mis au point des stratégies avant l'ouverture du congrès. Les militants m-l avaient pu lire attentivement le rapport de l'exécutif et préparer une contre-attaque concertée. C'est ainsi que la Ligue repousse du revers de la main les accusations selon lesquelles les m-l imposent leurs visées politiques à leur collègue des syndicats, en ajoutant cependant :

...c'est vrai que les militants de la Ligue tentent de convaincre les autres de la justesse de leurs positions. Ils mettent de l'avant des positions pour renforcer la classe ouvrière, lui montrer la nécessité du socialisme. [...] Les communistes le font, les péquistes le font... et la clique à Demers le fait aussi⁷¹.

S'il faut en croire la Ligue, les communistes ne veulent pas commander mais plutôt éduquer les ouvriers dans leur cheminement. Se préparant aussi pour le congrès, En Lutte! publie de son côté un article qui retourne les accusations de « paralysie du Conseil » et de « division et démobilisation » contre les responsables de l'exécutif⁷².

⁷⁰ « Recommandation du conseil syndical du CCSNM », 1979, p. 25.

⁷¹ LC(ml)C, « Rebâtir l'unité du Conseil central de Montréal (CSN) », *La Forge*, vol. 4, no 12, 30 mars 1979, p. 8.

⁷² En Lutte!, « Au congrès du Conseil central de Montréal (CSN)... », no 154, p. 8.

C'est dans le même esprit que la Ligue prépare ses militants à affronter les critiques : « ... comme on nous attaquera à boulets rouges et que le débat nous est imposé nous allons le mener et... ouvertement. La clef pour cette journée est de répondre du tac au tac aux attaques et de passer à la contre-offensive »⁷³. Le stratégie de la Ligue se résume essentiellement en deux points : mettre le tort sur les sociaux-démocrates de gauche qui, selon elle, paralysent le Conseil central ; rappeler que les militants de la Ligue sont avant tout des syndicalistes et qu'ils sont mandataires de leurs syndicats locaux et ce, « même si cela va à l'encontre de notre position personnelle ou de celle de notre groupe politique »⁷⁴. Par ailleurs, une des tactiques mises de l'avant par la Ligue est d'« imposer le terrain de bataille » en prenant l'initiative des débats et en se laissant « entraîner le moins possible et le plus tard possible sur le terrain des pratiques syndicales »⁷⁵. Dans un bilan interne de la Ligue, on considère que cette stratégie a été plutôt efficace, les militants ayant mis de l'avant une série de thématiques comme la santé-sécurité, le Front commun, le chômage et les fermetures d'usine, la lutte des femmes et la répression de l'État. La Ligue estime, d'autre part, que son action a permis de limiter l'impact réel du document de l'exécutif sortant : « Nous considérons le résultat des votes sur ce document traitant des pratiques syndicales comme une victoire »⁷⁶. Voulant aussi faire le bilan du congrès, En Lutte! se targue d'avoir su faire face à la tempête en contrant les « propositions les plus ouvertement anticomunistes [...], notamment celles qui interdisaient le droit de se regrouper en fraction dans les syndicats

⁷³ UQAM. SAGD. Fonds du PCO, 47P-8/10, Comité CSN, « 21^e Congrès du Conseil Central des syndicats nationaux de Montréal », avril 1979, p. 5.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁷⁵ UQAM. 47P-8/10, « Bilan du 21^e Congrès du CCSNM », p. 2.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 5. C'est la Ligue qui souligne.

et le droit de diffuser la presse communiste aux assemblées syndicales »⁷⁷. Comme le démontre bien ces différents extraits, les militants maoïstes étaient fins prêts pour en découdre avec leurs opposants.

Renouvellement de l'exécutif

Il ne faut pas perdre de vue que le renouvellement de l'exécutif du Conseil central de Montréal est au cœur de ce congrès. L'élection revêt une importance particulière, car la Ligue appuie clairement une des équipes de candidats ; l'équipe en question avait d'ailleurs l'opportunité de bien faire. Il faut dire que, dans toute l'organisation de la CSN, c'est au CCSNM que les m-l étaient les plus « susceptibles d'avoir une prise sur les décisions », selon Gérald Larose⁷⁸. Au sujet de la portée des élections, le journaliste Louis-Gilles Francoeur va plus loin en affirmant que « l'enjeu principal [des élections] constitue la marge de manœuvre future des activistes d'extrême-gauche »⁷⁹.

C'est donc trois équipes qui s'affrontent: l'équipe « André Lauzon », associée à l'exécutif sortant⁸⁰ et au document « Nos pratiques syndicales », l'équipe « Gérald

⁷⁷ En Lutte!, « Éditorial : Conseil central de Montréal. Échec à l'anticommunisme », *En Lutte!*, no 156 (vol. 6, no 38), 1^{er} mai 1979, p. 3.

⁷⁸ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007.

⁷⁹ L.-G. Francoeur, « Au Conseil central de la CSN à Montréal. Deux groupes... », p. 3.

⁸⁰ Les trois principaux représentants de l'exécutif sortant sont André Lauzon (président), Serge Demers (secrétaire général) et Pierre Marin (trésorier). S'ajoutent à ce trio les candidatures de Jocelyne Martineau (vice-présidente), Thérèse Desforges (secrétaire-adjointe), Roger Moreau (responsable à l'éducation) et Michel Hotte (responsable à l'information) ; aucun candidat comme responsable de l'action politique, ni dans les postes régionaux. « Élection au poste de président [et autres postes de l'exécutif] », dans « Procès-verbal du 21^e congrès du CCSNM », 21^e congrès, 1979, p. 84-87. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

Larose », basée sur l'appui de militants de syndicats locaux⁸¹, et l'équipe « Raymond Gagnon », identifiée, à tort ou à raison, à la Ligue⁸². En effet, le seul candidat officiellement membre de la Ligue communiste est Robert Côté, mais il demeure que l'orientation générale de l'équipe Gagnon s'inspire en bonne partie des positions de la Ligue. De plus, les militants de cette organisation appuient sans retenue l'équipe Gagnon, considérée dans la logique de la Ligue comme une équipe de type « Front Uni »⁸³.

Dans le contexte d'opposition frontale entre les équipes de Lauzon et Gagnon – opposition alimentée par le fameux document « Nos pratiques syndicales » – il semble que l'équipe de Larose incarne une voie médiane. « Nous défendons un syndicalisme de combat, mais un combat autonome, sur la base des mandats donnés par les assemblées locales », autrement dit, indépendant de tout parti politique⁸⁴. C'est d'ailleurs, l'une des raisons principales de la création de cette équipe, s'il faut en croire le principal intéressé : « Dans l'action, on pouvait très bien fonctionner avec les m-l », nous confie Gérard

⁸¹ Font partie de l'équipe de Gérald Larose (président) : Claude Roy (vice-président), Irène Ellenberger (secrétaire), René Paradis (secrétaire-adjoint), Jean-Roch Larose (trésorier), Pierre L'Heureux (responsable à l'éducation), Robert Couillard (responsable à l'action politique), Richard Nantel (responsable à l'information), Normand Pinel (responsable de la région Centre-Nord), René Doré (responsable de la région Centre-Ville), Joseph Akim (responsable de la région Est), Rénald Corriveau (responsable de la région Ouest), Colette Gouger (responsable de la région Laval) et Robert Forest (responsable de la région Rive-Sud). « Élection au poste... », 1979, p. 84-87.

⁸² Font partie de l'équipe de Raymond Gagnon (président) : Jean Fournier (vice-président), Claude Mainville (secrétaire), Robert Côté (secrétaire-adjoint), Diane Bertrand (trésorière), Jacques Bourbeau (responsable à l'éducation), Benoît Brais (responsable à l'action politique), Mansour Getta (responsable à l'information), Huguette Lauzier (responsable de la région Centre-Nord), Denis Leroux (responsable de la région Centre-Ville), Luc Dignard (responsable de la région Est), Jacques Beaumier (responsable de la région Ouest) et Bernard Bourgoin (responsable de la région Laval) ; aucun candidat pour la région Rive-Sud. « Élection au poste... », 1979, p. 84-87.

⁸³ Voir, sur la notion de « Front Uni », la section *Du syndicat local à la centrale* de la présente étude. Voir aussi, sur la question de la composition de cette équipe, L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal (CSN). L'équipe Gagnon... », p. 10.

⁸⁴ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007.

Larose, « mais c'est sur le respect intégral du mandat syndical » que le bât blesse. Ce dernier souligne que son équipe s'était formée dans le but précis de bloquer la voie à la Ligue, jugeant l'équipe Lauzon trop faible pour accomplir cette tâche⁸⁵. Dans un rapport interne, la Ligue se méfie d'ailleurs des visées politiques de Gérald Larose et de son équipe : « Larose est un cas plus complexe, moins démasqué. Il est le prototype de la « couleuvre ». Il ne s'est jamais opposé fermement et conséquemment à Demers. Il a plus souvent qu'autrement ouvert la porte à l'anti-communisme »⁸⁶.

À la dernière minute, un nouvel élément vient cependant redistribuer les cartes : l'équipe Lauzon se désiste en bloc ! Les élections se jouent finalement entre l'équipe Larose et l'équipe Gagnon. Les candidats de l'équipe Lauzon sont effectivement proposés lors des procédures de votation, mais ils se désistent tour à tour. Pour certains, cela démontre toute la controverse autour du document « Nos pratiques syndicales ». En Lutte! souligne : « ...ce n'est pas la défense de la démocratie qui justifie l'action de cette clique. Et les travailleurs l'ont eux-mêmes si bien compris que Lauzon, Demers et leurs acolytes ont dû faire leur valise et retirer leur candidature »⁸⁷. Nous soulignons cependant que, d'une autre perspective, cette décision a tout d'un désistement stratégique de dernière minute pour bloquer les « maos » de la Ligue⁸⁸. Sans nul doute, la division du vote entre les équipes Lauzon et Larose aurait potentiellement permis la victoire de

⁸⁵ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007.

⁸⁶ UQAM. 47P-8/10, « 21^e Congrès du Conseil Central... », p. 14.

⁸⁷ En Lutte!, « Éditorial : Conseil central de Montréal... », no 156, p. 3.

⁸⁸ L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal. Un désistement... », p. 3.

certain candidats de l'équipe Gagnon. Cette démarche a donc eu un impact non négligeable sur les résultats du vote⁸⁹.

Le décompte électoral confirme le tout : l'équipe Larose remporte 12 des 14 postes de l'exécutif. L'équipe de Gagnon évite le balayage en s'assurant les postes de responsable de l'action politique (Benoît Brais avec 50 % des votes) et de responsable de la région Est (Luc Dignard avec 71 % des votes). Il faut cependant noter que le pourcentage du vote obtenu par l'équipe Gagnon est loin d'être négligeable : en moyenne 40 % des votes pour l'ensemble des postes électifs, avec des résultats variant entre 31 % et 50 %⁹⁰. Robert Côté, candidat clairement identifié à la Ligue communiste, recueille tout de même 36 % du vote pour le poste de secrétaire-adjoint. Autre résultat intéressant pour l'équipe Gagnon, celui de Claude Mainville, qui perd le poste de secrétaire général par une marge de 20 votes seulement⁹¹. Pour la Ligue, les résultats de l'élection sont un succès, et ce malgré la défaite électorale :

Le candidat de la région-est, bastion du courant de lutte a été élu haut la main. Le candidat de l'équipe à l'action politique a aussi été élu, mais c'est l'élément le plus faible, facilement récupérable. [...] ...c'est donc dire que les délégués ont voté pour une orientation à donner au Conseil Central laquelle orientation est largement identifiée à la Ligue⁹².

⁸⁹ Notons que des négociations ont aussi eu lieu entre les équipes Larose et Lauzon afin de présenter une liste commune de candidats, dans le même but de bloquer l'équipe Gagnon. Des positions irréconciliables mettent cependant fin aux négociations. L.-G. Francoeur, « Au Conseil central CSN à Montréal. Pas de coalition... », *Le Devoir*, 20 avril 1979, p. 7.

⁹⁰ Nous avons exclu les résultats des élections des responsables des régions de ces pourcentages, car les délégués ne peuvent voter que dans leur région d'appartenance.

⁹¹ Tous les chiffres proviennent du procès-verbal du congrès. « Élection au poste... », 1979, p. 84-87. Claude Mainville est « responsable du Service industriel de génie industriel de la CSN et l'un des principaux artisans des politiques de cette centrale [CCSNM] dans le domaine de la sécurité et de la santé ». L.-G. Francoeur, « Conseil central de Montréal. Un désistement... », p. 3.

⁹² UQAM. 47P-8/10, « Bilan du 21^e Congrès du CCSNM », p. 7. Le représentant de l'action politique, jugé « facilement récupérable » par la Ligue, se rallie effectivement à l'équipe Larose à la suite des élections. Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007. Étrangement, lors de l'entrevue, M. Larose utilise pratiquement les mêmes mots que la Ligue, près de trente ans plus tard : « On a échappé deux postes [...]

Tentant d'expliquer sa défaite, la Ligue ajoute, dans le même document, qu'En Lutte! s'est rangé du côté des sociaux-démocrates de gauche en appuyant l'équipe de Larose et que ces « crapules » ont consacré l'essentiel de leurs énergies à tenter de discréditer la Ligue⁹³. Selon Gérald Larose, une bonne partie des militants d'En Lutte! ont effectivement voté pour lui afin de bloquer la Ligue, tout comme la majorité des militants trotskistes⁹⁴. De son côté, En Lutte! regrette son manque d'engagement dans tout le processus électoral. Pour l'organisation, il semble que l'autocritique soit la meilleure façon de revenir sur les événements :

Premièrement, l'article paru avant le Congrès, ne parlait pas de l'équipe Larose. Cela pouvait laisser supposer que nous les appuyions. [...] Deuxièmement, nous étions convaincus que certains militants de l'équipe Gagnon n'étaient pas liés à la Ligue. Cependant, le programme de cette équipe reprenait essentiellement les chevaux de bataille de la Ligue, négligeant des questions importantes. Nous aurions dû accorder plus d'importance à nous démarquer des positions politiques de cette équipe. Finalement, nous aurions dû faire connaître nos positions avant le vote : rejet de toutes les équipes, appui à tel ou tel délégué et pourquoi, etc. Ces faiblesses ont sérieusement miné notre capacité d'être à l'avant-garde dans ce débat⁹⁵.

En Lutte! revient sur ses erreurs stratégiques quelques mois plus tard. L'organisation déplore avoir voté sans réelle unité et ne pas avoir été constante dans ses interventions au congrès. Elle va même plus loin en affirmant qu'En Lutte! aurait probablement dû

celui de la Région-Est [...] et celui de l'action politique. [...] Mais [ce dernier] était très faible et finalement, il s'est rangé de notre côté ».

⁹³ UQAM. 47P-8/10, « Bilan du 21^e Congrès du CCSNM », p. 10.

⁹⁴ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007. Sur la question du vote trotskiste, voir aussi François Moreau et Richard Poulin, « Fatals prophètes et faux apôtres à l'heure du renversement des verdicts. Montée et déclin du marxisme au Québec », *Critiques socialistes*, no 1 (automne 1986), p. 137.

⁹⁵ En Lutte!, « Suite au dernier Congrès du Conseil central de Montréal. Des critiques qui montrent des faiblesses dans le travail d'EN LUTTE! », *En Lutte!*, no 165 (vol. 6, no 47), 3 juillet 1979, p. 5.

appuyer l'équipe de Larose, « compte tenu de ce qu'elle défend »⁹⁶. Toujours est-il que les remords n'y changent rien : l'équipe Larose est maintenant fermement en place et fait sienne quelques-unes des conclusions du débat sur les pratiques syndicales. Larose souligne dans un communiqué de presse, deux jours après la fin du congrès, que son équipe suivra les grandes lignes traditionnelles de lutte du CCSNM, et qu'elle prendra note du débat sur les pratiques syndicales :

Le gros acquis du 21^{ième} congrès demeure la réaffirmation par les congressistes de l'indépendance de l'organisation syndicale par rapport à toute organisation politique. En cela, le 21^{ième} Congrès poursuit l'orientation déjà affirmée en 1972 et en 1975 où il était défini que le Conseil Central mettait de l'avant et défendait une pratique syndicale anti-capitaliste, socialiste et démocratique en total indépendance par rapport à tout parti ou groupe politique⁹⁷.

Les m-l, en premier lieu la Ligue, venaient de manquer ce qui fut probablement leur meilleure chance de rafler des postes de prestige au CCSNM : une chance qui ne reviendra pas. De manière générale, pour Larose le « problème m-l » était réglé en 1981 et 1982 : « on avait fait le ménage pas mal »⁹⁸. Mais que s'est-il donc passé pour qu'on souligne au début des années 1980 la quasi-disparition de l'influence marxiste-léniniste au sein de la CSN ? Tout d'abord, il faut bien voir que la CSN de 1972 et celle de 1982 ne sont pas du tout les mêmes. Les expériences des comités d'action politique du début des années 1970 (dont les GET) se sont essouffées. De plus, la CSN a mis plus ou moins

⁹⁶ UQAM. SAGD. Fonds de l'OMLCEL!, 38P-530:02/11, « Discours de présentation à une rencontre sur la CSN, tenue le 4 octobre 1980 », 9 octobre 1980, p. 5.

⁹⁷ Gérard Larose, « Communiqué de presse », 24 avril 1979, p. 2. CSN. Service des communications : documentation. Archives des Congrès du CCSNM, Boîte CCM1955 (1973-1979), Dossier « Congrès 1979 » (S1/B1, 21).

⁹⁸ Entrevue avec G. Larose, 19 septembre 2007. Il ne faut cependant pas penser que les militants m-l disparaissent subitement du CCSNM. Par exemple, deux militants du PCO se présentent aux élections du CCSNM de 1981 sur une équipe qui défend le syndicalisme de classe et de combat. PCO, « Au 22^e Congrès du Conseil central de Montréal. Vives discussions sur l'action contre les coupures », *La Forge*, vol. 6, no 37, 30 octobre 1981, p. 10.

fin à sa réflexion sur le socialisme, alors que sa critique virulente du capitalisme a bien pâli. Les attaques répétées contre les militants de partis politiques finissent aussi par atteindre leur cible. Nous avons vu comment la confrontation a été alimentée, tout particulièrement entre 1977 et 1979, dans les différentes instances de la centrale syndicale québécoise. Après les années d'expérimentation et de croissance, entre 1972 et 1977, le mouvement marxiste-léniniste est finalement victime de la stagnation de l'option révolutionnaire au sein de la CSN, comme dans l'ensemble de la société québécoise.

Conclusion

La présente étude avait pour objectif de mettre en lumière le militantisme marxiste-léniniste dans les syndicats québécois, particulièrement dans les instances de la CSN. La période de 1972 à 1983 est marquée par la présence d'un important courant progressiste dans les syndicats, courant qui va bien au-delà de l'expérience maoïste. Cela dit, la présence maoïste demeure, selon nous, une illustration saisissante de cette manifestation de radicalisme politique.

Suivant les enseignements de Marx, Lénine, Staline, Mao et autres figures emblématiques du communisme international, les organisations m-l québécoises veulent prendre pied dans le mouvement syndical, au cœur des luttes ouvrières, afin d'y propager le désir de la révolution. Nous avons défini les particularités du discours m-l quant au syndicalisme. Les organisations m-l tentent de se distinguer des diverses tendances de gauche présentes dans les syndicats en développant un syndicalisme de lutte de classe, un syndicalisme du prolétariat en voie vers le socialisme. Il est évident que l'approche de confrontation avec les institutions en place est au centre de la stratégie discursive de ces groupes ; les différents dirigeants syndicaux étant particulièrement la cible des attaques verbales des marxistes-léninistes québécois. Cependant, nous avons constaté que, derrière les slogans flamboyants, le syndicalisme proposé se confond avec d'autres courants syndicaux comme le syndicalisme de combat : le syndicalisme m-l se caractérisant essentiellement par la constante volonté de créer le Parti révolutionnaire sur les bases d'une avant-garde éclairée et par une simplification abusive de la réalité

politique. En effet, tout étant ramené à un combat entre deux lignes, la bourgeoise et la prolétarienne, il n'y avait que peu de place pour les compromis. D'autant plus que toute digression idéologique était réprimée à l'intérieur des groupuscules maoïstes, comme par les organisations concurrentes : la fameuse lutte pour la ligne juste.

Voulant faire des syndicats des écoles du communisme et des lieux de recrutement des éléments avancés, les organisations m-l développent des structures internes qui permettent la formation de spécialistes affectés aux questions syndicales via différents comités et cellules. L'analyse de la structure de l'organisation d'En Lutte! a permis de constater que d'importantes lacunes mettent toutefois en péril l'efficacité du militantisme m-l dans les syndicats : le manque de coordination entre les cellules et l'essoufflement des responsables syndicaux étant deux éléments centraux de cette insuffisance. D'ailleurs, une étude plus approfondie du cas de la Ligue/PCO permettrait de préciser si de tels problèmes organisationnels affectaient aussi leur travail syndical.

Nous avons démontré que le militantisme « extrême » des syndicalistes maoïstes compense, du moins en partie, ce manque à gagner organisationnel. Comme le souligne un syndicaliste en 1977 au sujet du dévouement hors du commun des militants marxistes-léninistes : « La principale entrave à une vraie vie syndicale [...] est l'apathie du gros des troupes. La nature ayant horreur du vide, ces gars-là remplissent le vacuum. Ils sont mobilisés 24 heures par jour, et c'est ce qui les distingue du commun des mortels »¹. D'ailleurs, cette intensité suscite majoritairement des réactions négatives au sein des troupes syndicales. On reproche aux m-l leur agressivité dirigée vers les chefs syndicaux

¹ Témoignage rapporté dans Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, Montréal, Éditions La Presse, 1977, p. 5.

et le parasitage des assemblées syndicales, notamment en monopolisant le microphone qui permet aux délégués de s'exprimer lors des périodes de question. Les organisations maoïstes vont cependant, nous l'avons précisé, réadapter leur stratégie dans les syndicats à partir de la fin de la décennie 1970. Refusant de s'isoler davantage, les m-l, en premier lieu le Parti communiste ouvrier, favorisent dès lors une stratégie de « Front uni ». Cette stratégie se caractérise par des alliances avec des militants qui ne sont pas m-l, par exemple lors d'élections syndicales, ou encore par un discours moins dogmatique et qui se veut plus rassembleur. Nous avons ainsi parlé d'un repli tactique de la part des organisations m-l qui fait montre d'un certain pragmatisme : équilibre précaire entre une propagande et une agitation turbulente, et une pratique syndicale axée sur les luttes concrètes des travailleurs.

Comprendre l'activisme politique des marxistes-léninistes, c'est aussi remettre à l'avant plan l'héritage du deuxième front, lancé à l'époque de Marcel Pepin, président de la CSN de 1965 à 1976. En effet, à l'instar du CCSNM qui a poussé au maximum la logique du deuxième front dans la CSN, spécialement sous la présidence de Chartrand de 1968 à 1978, les m-l ont encouragé cette même tendance dans les rangs même du CCSNM, en particulier dans la région Est sous Robert Côté. L'échec des élections de 1979, avec la victoire de Gérard Larose à la tête du CCSNM, marque cependant le début du déclin de l'influence m-l à la CSN, comme dans les autres syndicats d'ailleurs. Au-delà de la défaite électorale elle-même, c'est la conjoncture qui joue contre le radicalisme syndical et politique². Charles Gagnon l'a bien précisé : « ...la période des grandes

² Même si des militants continuent de nier ce changement conjoncturel. En effet, dans un article publié en 1981 dans la revue du PCO, *Octobre*, Danièle Bourassa et Robert Côté tentent de convaincre que le

grèves, des occupations d'usines, des barrages routiers (Saint-Jérôme, Sept-Îles) est chose du passé » en cette fin de la décennie 1970³. Une chose est sûre, l'implosion des organisations m-l témoigne de l'étiollement de la volonté de mener des débats théoriques au sein des syndicats québécois. C'est aussi l'effritement progressif des projets de société socialiste proposés par ces syndicats et l'évanouissement d'un syndicalisme combatif.

À notre avis, les organisations m-l, qui ont su profiter de la vague de radicalisme qui déferle au Québec dans les années 1968-1972, ne sont plus en mesure d'alimenter la révolte au début des années 1980. Cela sans oublier l'épuisement physique et psychologique de nombreux militants qui commencent à faire des ravages dans le « membership » des organisations. En définitive, l'essoufflement de l'activisme affecte grandement les organisations marxistes-léninistes. Il faut noter que mettre fin au rythme effréné du militantisme pouvait progressivement mener à la dissolution des groupes. C'est ce que Daniel Gaxie appelle « l'effet surrégénérateur » : « Accepter que le militantisme se ralentisse, c'est interrompre les satisfactions qui en sont retirées et risquer à terme de perdre des adhérents »⁴. La chute des groupes marxistes-léninistes, souvent imputée à leur dogmatisme, leur positionnement sur la question nationale ou encore celle

radicalisme et la mobilisation dans les syndicats sont plus forts que jamais, à contrario de la majorité des analystes de l'époque qui sentent un vent de droite dans les syndicats (collaboration avec le PQ, grèves moins violentes...). Pour ces premiers militants, c'est bien le contraire : ils cherchent ici et là les exemples qui démontrent la combativité du prolétariat (fusillade Robin Hood, le nombre de grèves qui se maintient...). En fait, c'est selon eux la tête dirigeante des syndicats qui est plus à droite, alors que la base des syndicats (ouvriers) est plus mobilisée que jamais. Danièle Bourassa et Robert Côté, « Qui donc a viré à droite ? », *Octobre*, no 12, automne 1981, p. 26-34.

³ Charles Gagnon, *Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays*, Montréal, Lux Éditeur, 2006, p. 39.

⁴ La citation de Daniel Gaxie est tirée de l'ouvrage d'Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2001 (1^{ère} édition en 1996), p. 79.

de la place accordée aux femmes, peut aussi être partiellement attribuée à ce recul du radicalisme et de l'activisme dans le monde syndical.

Mais comment juger de la qualité et non pas seulement de la quantité du travail effectué dans les syndicats par les révolutionnaires maoïstes ? À notre avis, Jean-Marc Piotte propose un angle d'approche fort pertinent :

Un militant politique dont le lieu d'action est le syndicat ne peut espérer avoir une efficacité politique s'il ne démontre pas concrètement ses capacités au niveau de la technique syndicale : fonction de trésorier par exemple, défense d'un grief, négociation d'une convention collective, etc. Les intellectuels ont la déformation de croire que les gens les jugent d'abord sur la beauté ou la profondeur de leurs idées. Erreur, on les juge d'abord, et avec raison, sur ce qu'ils font. Un militant qui prêche la révolution mais qui est incapable, par exemple, de défendre un grief sera jugé sévèrement par les syndiqués. Comment peut-il espérer faire croire à la Révolution s'il est incapable, pour une chose aussi simple [...] et dans l'immédiat, de défendre les intérêts d'un salarié ? Qu'il démontre qu'il est un dirigeant syndical techniquement compétent, et les syndiqués seront alors prêts à débattre ses idées⁵.

Une étude basée sur ces interrogations, avec une plus grande place accordée aux sources des syndicats locaux et aux entrevues, permettrait de mieux évaluer le militantisme syndical des m-l. Les mêmes sources pourraient par ailleurs clarifier l'aventure de l'implantationnisme. Les implantés ont su, nous l'avons vu, pousser la mobilisation dans différents secteurs de travail. De plus, c'est à partir de ces positions que ces mêmes militants ont été en mesure de s'impliquer comme délégués dans les instances supérieures des différents syndicats. Une analyse plus en profondeur des circonstances de l'établissement en entreprises, privées et publiques, semble justifiée pour aller plus loin

⁵ Jean-Marc Piotte, *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977, p. 43 [version numérique], http://www.ugac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 28 août 2007.

que les constats classiques sur la question : les intellectuels étaient isolés ; les implantés prenaient le contrôle des syndicats aux détriments de la majorité, etc. Loin de nous l'idée de biffer ces réalités négatives, mais l'étude complète du phénomène exige à notre avis plus de profondeur. Après tout, l'élection de plusieurs militants m-l à divers postes dans les instances syndicales leur donnait une certaine forme de légitimité. C'est d'ailleurs probablement dans ces récits individuels que l'on peut retrouver les plus beaux exemples d'efficacité syndicale, telle que la formule Piotte. Des militants qui, jour après jour, ont lutté en faveur des intérêts de leurs camarades de travail, réglé des dossiers de conventions collectives, confronté des patrons véreux. C'est probablement à travers cette voie qu'il faut compléter l'« histoire des m-l québécois », en allant au-delà de l'analyse du discours officiel des publications et des mots d'ordre du bureau politique, et en misant plutôt sur la multitude et la variété des expériences personnelles.

Bibliographie

Sources

Archives

Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents. Fonds d'archives de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte! (38P).

38P-520/1, Le Bureau d'Organisation, « Notre politique et modalités d'adhésion », 19 février 1977, 21 p.

38P-530:02/1, « Rapport d'activités de la Région Québec », septembre 1978, 16 p.

38P-530:02/2, « Plan de travail de la région du Québec », [janvier ? 1980], 24 p.

38P-530:02/2, Responsable agitation au CRQ, « Bilan du Congrès de la FTQ du mois de novembre 1979 », 27 février 1980, 22 p.

38P-530:02/2, Coordinatrice des syndicats, « Plan de travail de notre intervention dans les syndicats », avril 1980, 10 p.

38P-530:02/2, CRQ, « Rapport sur les syndicats », 3 novembre 1980, 12 p.

38P-530:02/3, CRQ, « Analyse du mouvement ouvrier au Québec », 5 février 1981, 23 p.

38P-530:02/6, « Sur les syndicats », 1977, 17 p.

38P-530:02/11, « Discours de présentation à une rencontre sur la CSN, tenue le 4 octobre 1980 », 9 octobre 1980, 8 p.

38P-530:02/12, CRQ, « Proposition pour l'organisation des « fractions syndicales régionales » », 5 février 1981, 6 p.

38P-530:02/13, « Document sur la réorganisation '81 », 16 mars 1981, 26 p.

38P-630/7, « Bilan de l'intervention du Comité de solidarité avec les Luttes Ouvrières à l'hôpital Notre-Dame », 5 septembre 1974, 19 p.

38P-630/7, « Bilan de notre intervention à Uniroyal », [s.d.], 9 p.

38P-630/22, « Bilan de la grève [United Aircraft]. Compte-rendu de la 5^e réunion, le mercredi 8 février 1976 », février 1976, 5 p.

38P-630/29, Éric/C.P., « Notes de préparation pour la conférence sur les syndicats », 15 mai 1977, 12 p.

38P-730/1, « Rapport sur l'application de la directive sur la distribution », décembre 1978, 18 p.

Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents. Fonds d'archives du Parti communiste ouvrier (47P).

47P-8/1, « Communiqué du Comité syndical », [s.d.], 3 p.

47P-8/1, « Proposition de plate-forme pour le comité d'appui des meuniers (Saguenay) », 1977, 4 p.

47P-8/3, Comité syndical, « Les élections syndicales » et « Ajout au texte sur les élections syndicales », [s.d.], 9 p.

47P-8/4, Comité de Solidarité des Meuniers (CSN), « [Lettre du CCSNM à la Ligue] », 14 mars 1977, 1 p.

47P-8/4, Comité syndical, « Manuel de formation pour les responsables syndicaux », [s.d.], 5 p.

47P-8/4, « Pour un bon contrat », [s.d.], 8 p.

47P-8/7, Comité syndical, « Texte d'orientation pour le Congrès du CTM – 19-21 avril 1979 », mars 1979, 5 p.

47P-8/7, Comité FTQ, « Bilan du Congrès de la FTQ », décembre 1979, 10 p.

47P-8/7, Comité FTQ, « À propos du Congrès FTQ (automne 81) », septembre 1981, 12 p.

47P-8/9, « Votons pour une équipe qui défend les intérêts de tous les travailleurs de l'hôpital contre les patrons ! Oui à un syndicat de lutte de classes ! », [s.d.], 8 p.

47P-8/9, « Plan de la fraction hôpitaux », 1978, 25 p.

47P-8/9, Fraction hôpitaux, « Mémo de la fraction hôpitaux », décembre 1980, 6 p.

47P-8/10, Comité CSN, « À propos de la lutte de ligne au Conseil Central et à la région Est » et « Bilan du Congrès du Conseil Central de Montréal », mai 1978 et juillet 1978, 9 p. [3 p. et 6 p.]

47P-8/10, Comité CSN, « 21^e Congrès du Conseil Central des syndicats nationaux de Montréal », avril 1979, 15 p.

47P-8/10, Comité CSN, « Bilan du 21^e Congrès du CCSNM », mai 1979, 12 p.

47P-8/15, Comité syndical, « L'A & P sur la relation entre Parti et syndicat », août 1979, 6 p.

Confédération des syndicats nationaux. Service des communications : documentation, Montréal.

Procès-verbaux des Congrès de la CSN, 1972 à 1984.

Archives des Congrès du CCSNM, 1972 à 1983.

Publications marxistes-léninistes

Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!

Journal *En Lutte!*, 1973-1982.

Revue *Unité Proletarienne*, 1976-1982.

COMITÉ CENTRAL D'EN LUTTE!. *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mai 1978, 25 p.

EN LUTTE!. *Manifeste pour le mouvement ouvrier. Dehors McDermott! Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, Montréal, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, septembre 1979, 85 p.

EN LUTTE!. *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, Groupe marxiste-léniniste canadien En Lutte!, Montréal, mars 1977, 48 p.

EN LUTTE!. *Contre l'économisme : A propos du Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières (C.S.L.O.)*, L'Équipe du Journal En Lutte!, Montréal, septembre 1975, 43 p.

EN LUTTE!. « À propos des syndicats », *Les Cahiers d'EN LUTTE!*, no 14, supplément au journal *En Lutte!*, no 39 (vol. 2, no 18), 22 mai 1975, 8 p.

EN LUTTE!. *Les Cahiers d'EN LUTTE!*, no 1 à 10, Montréal, Les Presses Solidaires, 1975.

GAGNON, Charles. *En Lutte! Écrits politiques. Volumes II (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, 379 p.

GAGNON, Charles. *Qui manipule les syndicats ?*, Organisation marxiste-léniniste du Canada En Lutte!, Montréal, mai 1979, 31 p.

GAGNON, Charles. *Pour le parti prolétarien*, Montréal, L'Équipe du Journal, octobre 1972 (1^{ère} édition), 49 p.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada / Parti communiste ouvrier

Journal *La Forge*, 1975-1983

Revue *Octobre*, 1977-1982

LIGUE COMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) DU CANADA. *Contre la crise capitaliste : Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme !*, LC(m-l)C, Montréal, [1977?], 36 p.

LIGUE COMUNISTE (MARXISTE-LÉNINISTE) DU CANADA. *Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada*, Montréal, novembre 1975, 94 p.

Autres groupes

Revue *Mobilisation* [2^e série], 1971-1976

CELLULE MILITANTE OUVRIÈRE, CELLULE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE ET MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC. *La lutte pour la création de la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, Montréal, 1975, 68 p.

CELLULE MILITANTE OUVRIÈRE. *De quelques questions brûlantes sur la ligne tactique. Les étapes de développement du parti et nos tâches pratiques actuelles*, Montréal, juin 1975, 36 p.

CELLULE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE. *À propos des syndicats – Classe contre classe*, Montréal, printemps 1975, 5 p.

MASSÉ, Joseph. « Les syndicats et le travail communiste. Une critique de l'opportunisme », *Cahiers de pratique et d'étude marxiste-léniniste*, Montréal, 1974, 8 p.

MOBILISATION. *Liquidons le spontanéisme, l'opportunisme et l'économisme : autocritique de Mobilisation*, Montréal, Mobilisation, 1976, 102 p.

MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC. *En avant pour la création de l'organisation marxiste-léniniste*, Montréal, octobre 1974, 46 p.

Articles de journaux et de revues

BENOÎT, Jacques. *L'extrême gauche*, Montréal, Éditions La Presse, 1977, 137 p.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Conseil central de Montréal (CSN). L'équipe Gagnon a été identifiée « à tort » avec la Ligue communiste », *Le Devoir*, 2 mai 1979, p. 10.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Conseil central de Montréal. Un désistement de dernière heure empêche l'élection de gauchistes », *Le Devoir*, 23 avril 1979, p. 3.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Conseil central de Montréal (CSN) : l'extrême-gauche marque des points », *Le Devoir*, 21 avril 1979, p. 3.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Au Conseil central CSN à Montréal. Pas de coalition contre l'équipe d'extrême-gauche », *Le Devoir*, 20 avril 1979, p. 7.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Le congrès du Conseil central de la CSN à Montréal vise une double réunification », *Le Devoir*, 19 avril 1979, p. 10.

FRANCOEUR, Louis-Gilles. « Au Conseil central de la CSN à Montréal. Deux groupes feront campagne contre l'extrême-gauche », *Le Devoir*, 10 avril 1979, p. 3 et 6.

GENDRON, Louise. « Vive le Québec rouge ! », *L'Actualité*, 15 décembre 1998, p. 62-71.

LE BORGNE, Laval. « Le Conseil central de Montréal tente de faire son image. Ni Marx ni... PQ », *La Presse*, 23 mars 1979, p. A-9.

LECLERC, Jean-Claude. « Échec à l'infiltration », *Le Devoir*, 24 avril 1979, p. 4.

PRINCE, Vincent. « Gauche et extrême gauche », *La Presse*, 26 mars 1979, p. A-4.

PRINCE, Vincent. « Syndicats et communisme », *La Presse*, 23 décembre 1978, p. A-4.

PRINCE, Vincent. « La « go-gauche » se fait démasquer », *La Presse*, 11 décembre 1976, p. A-4.

TASCHEREAU, Yves. « Ils sont fous, ces Marxiens ! », *L'Actualité*, vol. 1, no 3, novembre 1976, p. 44-50.

VENNAT, Pierre. « Syndicalisme et extrême gauche. 1979, une année d'affrontements ? », *La Presse*, 30 décembre 1978, p. A-7.

VENNAT, Pierre. « Des syndicalistes portent plainte contre cinq militants communistes », *La Presse*, 21 décembre 1978, p. A-1 et A-8.

Documents audiovisuels

SAINT-MARTIN, Hélène (réal.). « L'extrême gauche au Québec », *Télémag*, Montréal, Société Radio-Canada, 1979, 28 min.

SIMARD, Marcel. *Il était une fois... le Québec rouge*, Productions Virage, 2003, 53 min.

Entrevues réalisées par l'auteur

Fernand Foisy, 9 juillet 2007.

Pierre-Paul Roy, 27 août 2007.

Louis Gill, 27 août 2007.

Gérald Larose, 19 septembre 2007.

Gaétan Tremblay et Jean-Yves Vézina, 19 septembre 2007.

Études

ABÈLES, Marc et Henri-Pierre JEUDY (dir.). *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, 277 p.

BEAUDET, Pierre. *On a raison de se révolter. Chronique des années 70*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2008, 247 p.

BEAUDRY, Lucille. « Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes. De l'opposition à la conciliation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 57-63.

BEAUDRY, Lucille. « Pertinence et actualité d'une critique de l'orthodoxie ». Dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Éditions Vent d'Ouest, 1996, p. 209-221.

BEAUDRY, Lucille. « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) ». Dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 259-279.

BEAUSOLEIL, Maude. « Le syndicalisme au Québec. Bilan historiographique, 1921-1999 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 27, no 1, p. 3-16.

BÉDARD, Éric. *La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998, 199 p.

BÉLANGER, Yves, Robert COMEAU et Céline MÉTIVIER (dir.). *La Révolution tranquille, 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, 2000, 319 p.

BIBEAU, Jean-Pierre. « De la contre-culture au marxisme-léninisme », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 17-24.

BOIVIN, Robert. *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques (1968-1988)*, Montréal, VLB, 1988, 257 p.

BOUCHARD, Pierrette. *Féminisme et marxisme. De Marx à la Ligue communiste canadienne : une certaine continuité*, Québec, Les Cahiers de recherche du Groupe de recherche multidisciplinaire féministe, Université Laval, Cahier no 3, 1985, 66 p.

BOUCHARD, Pierrette. *Le journal : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste, marxiste-léniniste, canadienne*, mémoire de maîtrise (science politique), Université Laval, 1984, 370 p.

CARDIN, Jean-François. « La CSN et le syndicalisme de combat (1960-1975) ». Dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 33-38.

CARDIN, Jean-François. *La crise d'Octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*, Montréal, Collection RCHTQ : Études et Documents, no 1, 1988, 309 p.

CAREL, Ivan. « Feu sur l'Amérique. Propositions pour la révolution nord-américaine, de Charles Gagnon : analyse et mise en perspective », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 1, automne 2006, p. 149-161.

CEQ. *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1976) : 150 ans de lutttes*, Montréal, Co-édition CSN-CEQ, 1979, 235 p.

COMBY, Marc. « L'expérience du FRAP à Montréal (1970-1974). La tentative de créer au Québec un parti d'extrême gauche ». Dans Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Collection « Études canadiennes », Bruxelles, Université libre de Bruxelles (Belgique), No 6, 2007, p. 153-175.

COMBY, Marc. *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, 125 p.

COMEAU, Robert (dir.). *Jean Lesage et l'éveil d'une nation*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 367 p.

COMEAU, Robert et Bernard DIONNE (dir.). *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises », 1989, 546 p.

CYR, François, Jean LALANDE et Richard POULIN. « Heurs et malheurs d'En Lutte! (genèse et trajectoire) », *Les cahiers du socialisme*, no 10/11, automne 1982, p. 263-286.

CYR, François et Rémi ROY. *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*, Laval, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 205 p.

DANSEREAU, Bernard. « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 25-35.

DEGAGNÉ, Sébastien. « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 119-128.

DEGAGNÉ, Sébastien. *Le mouvement marxiste-léniniste En lutte! et la question nationale québécoise au Canada : (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1998, 121 p.

DEGAGNÉ, Sébastien. « Sur la gauche et l'extrême-gauche au Québec : 30 ans après mai 1968 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 6, no 1, automne 1997, p. 75-87.

DEGENNE, Alain et Michel FORSÉ. *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994, 295 p.

DENIS, Roch et Serge DENIS. *Les syndicats face au pouvoir : syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992*, Ottawa, Éditions du Vermillon, 1992, 196 p.

DENIS, Roch. *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, 601 p.

DESHARNAIS, Daniel. *La représentation de la Chine dans les médias québécois à l'époque de la Révolution culturelle chinoise (1966-1976)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2001, 156 p.

DESROCHERS, Luc. *Une histoire de dignité : FAS (CSN) 1935-1973*, Beauport, MNH, 1997, 389 p.

DÉSY, Marielle et al. *La conjoncture au Québec au début des années '80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Éditions La librairie socialiste de l'est du Québec, 1980, 200 p.

DIONNE, Bernard. *Le syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1991, 126 p.

DORÉ, Michel. « La CSN : 1975 à aujourd'hui ». Dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 45-55.

DUBUC, Pierre. « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 129-138.

DUBUC, Pierre. *L'autre histoire de l'indépendance. De Pierre Vallières à Charles Gagnon. De Claude Morin à Paul Desmarais*, Trois-Pistoles, Les Éditions Trois-Pistoles, 2003, 291 p.

FAVREAU, Louis. « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec ». Dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 281-296.

FAVREAU, Louis. *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours : continuités et ruptures*, Montréal, Centre de Formation Populaire, Éditions du Fleuve, 1989, 307 p.

FAVREAU, Louis et Pierre L'HEUREUX. *Le projet de société de la CSN. De 1966 à aujourd'hui. Crise et avenir du syndicalisme au Québec*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière, 1984, 269 p.

FILIEULE, Olivier et Cécile PÉCHU. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1993, 221 p.

FILIEULE, Olivier. « L'Analyse de mouvements sociaux : pour une problématique unifiée ». Dans Olivier Filieule (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1993, p. 29-64.

FOISY, Fernand. *Michel Chartrand. La colère du juste*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 2003, 318 p.

FORTIN, Andrée. *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.

FOURNIER, Louis. *Histoire de la FTQ. 1965-1992. La plus grande centrale syndicale au Québec*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1994, 292 p.

GAGNÉ, Jean-Pierre, Yvan GAUTHIER et Jean-Guy PRÉVOST. « En Lutte! et le socialisme : de la mythologie à la dure réalité », *Les cahiers brouillons*, [s.l.], [s.d.], p. 7-27.

GAGNON, Charles. *Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays*, Montréal, Lux Éditeur, 2006, 48 p.

GAGNON, Charles. « Il était une fois... Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 43-56.

GAGNON, Marie (dir.). *De mémoire vive : la CSQ depuis la Révolution tranquille*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 2003, 443 p.

GAUCHER, Dominique. « La CSN et l'enjeu de l'équité salariale ». Dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, p. 81-90.

GILL, Louis. « Le groupe socialiste des travailleurs (1974-1987). Deuxième partie : Les autres dimensions de l'activité politique du GST », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, no 3, printemps 2006, p. 271-292.

GILL, Louis. « Le groupe socialiste des travailleurs (1974-1987) : première partie », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, no 2, hiver 2006, p. 227-248.

GILL, Louis. « Derrière l'étiquette, le contenu ! Notes en marge du dossier sur le mouvement « marxiste-léniniste » au Québec, paru dans le numéro d'automne 2004 du *Bulletin d'histoire politique* », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, no 1, automne 2005, p. 299-307.

GILL, Louis. *Trente ans d'écrits syndicaux. Contributions à l'histoire du SPUQ. Recueil préparé à l'occasion du 25e anniversaire de la grève de 1976-1977*, Montréal, SPUQ, 2002, 547 p., version numérique dans la collection « Les classiques des sciences sociales », http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 12 juillet 2007.

GRANGER, Serge. « Commentaire à propos de notre dossier sur l'histoire du mouvement marxiste-léniniste. Le maoïsme québécois : héritier d'une sinophilie qui s'ignore », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, no 1, automne 2005, p. 309-314.

HARVEY, Fernand. « L'histoire des travailleurs québécois : les variations de la conjoncture et de l'historiographie ». Dans Fernand Harvey (dir.), *Le mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, p. 9-48.

JODOIN, Réal. *Du nationalisme à l'internationalisme*, Montréal, Communistes Internationalistes de Montréal, février 2008, 71 p.

JOURDAIN, Jacques. *De Cité libre à L'urgence de choisir. Pierre Vallières et les palinodies de la gauche québécoise*, mémoire de maîtrise (science politique), Université du Québec à Montréal, 1995, 115 p.

LAGROYE, Jacques, Bastien FRANÇOIS et Frédéric SAWICKI. *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 4^e édition revue et mise à jour, 2002, 599 p.

LALONDE, Yves. *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 1982, 131 p.

LAMARRE, Jean et Magali DELEUZE. « Le Québec des années 1960 : influences extérieures et héritage : introduction », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, no 1, automne 2006, p. 101-108.

LA ROCHELLE, Réal. « Cinéma rouge au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 105-117.

LEFEBVRE, Gordon. « Réflexions sur l'autocritique de *Mobilisation* », *Chroniques*, no 29-32 (automne-hiver 1977-1978), p. 66-143.

LEMENOREL, Alain. « Introduction : Sociabilité et culture ouvrières : une historiographie trompeuse ? ». Dans Alain Lemenorel (dir.), *Sociabilité et culture ouvrières*, Mont-Saint-Agnan, Presses universitaires de Rouen, 1997, Collection Cahiers du GRHIS, no 8, Publications de l'Université de Rouen, no 238, p. 7-10.

LINTEAU, Paul-André, et al. *Histoire du Québec contemporain*, t. 2 *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.

MCCORMACK, Andrew Ross. *Reformers, Rebels and Revolutionaries: the Western Canadian Radical Movement, 1899-1919*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, 228 p.

MCKAY, Ian. *Rebels, Reds, Radicals: Rethinking Canada's Left History*, Toronto, Between the Lines, 2005, 264 p.

MILLS, Sean. *The Empire Within: Montreal, the Sixties, and the Forging of a Radical Imagination*, thèse de doctorat (histoire), Queen's University, 2008, 440 p.

MILLS, Sean. « La gauche montréalaise, le nationalisme et les années soixante », dans Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Collection « Études canadiennes », Bruxelles, Université libre de Bruxelles (Belgique), No 6, 2007, p. 115-133.

MILOT, David. « La conception de la culture chez En Lutte! », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 65-82.

MILOT, David. *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec (1973-1982)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2000, 147 p.

MILOT, Pierre. *Le paradigme rouge : l'avant-garde politico-littéraire des années 70*, Candiac, Les Éditions Balzac, 1992, 295 p.

MILOT, Pierre. *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec : (1972-1982)*, mémoire de maîtrise (science politique), Université du Québec à Montréal, 1982, 92 p.

MOREAU, François. « Bilan de l'extrême-gauche au Québec », *Quatrième Internationale*, no 21, septembre 1986, [n.p.], version numérique dans *La Gauche : Journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme*, « Bilan de l'extrême-gauche au Québec », http://www.lagauche.com/Gauche_socialiste/moreaubextg.htm, visité le 14 décembre 2006.

MOREAU, François et Richard POULIN. « Fatals prophètes et faux apôtres à l'heure du renversement des verdicts. Montée et déclin du marxisme au Québec », *Critiques socialistes*, no 1, automne 1986, p. 101-146.

NEVEU, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2001 (1^{ère} édition 1996), 123 p.

PALMER, Bryan D. *James P. Cannon and the Origins of the American Revolutionary Left, 1890-1928*, Urbana, University of Illinois Press, 2007, 542 p.

PENNER, Normand. *The Canadian Left: a Critical Analysis*, Scarborough (Ont.), Prentice-Hall of Canada, 1977, 287 p.

PIOTTE, Jean-Marc. « Du combat au partenariat ». Dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2^e Édition, 2002, p. 385-403.

PIOTTE, Jean-Marc. *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB Éditeur, Collection : Études québécoises, 1987, 142 p.

PIOTTE, Jean-Marc. « Le monstre bicéphale », *Chroniques*, no 29-32 (automne-hiver 1977-1978), p. 12-28.

PIOTTE, Jean-Marc. *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, Collection Recherches et documents, 1977, 267 p., version numérique dans la collection « Les classiques des sciences sociales », http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, site visité le 28 août 2007.

POIRIER, Stéphanie. *Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN) à l'heure de la radicalisation syndicale, 1968-1980*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2005, 114 p.

POIRIER, Stéphanie. « Solidarité et luttes de classes : du Deuxième front au socialisme au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), 1968-1980 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 31, no 1, printemps 2005, p. 4-16.

POIRIER, Stéphanie. « Joliette dans la tourmente syndicale : le conflit de la Canadian Gypsum (1973-1974) », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 29, no 1, printemps 2003, p. 33-42.

PUDAL, Bernard. « La vocation communiste et ses récits ». Dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 147-161.

PUDAL, Bernard et Claude PENNETIER (dir.). *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Belin, 2002, 368 p.

PUDAL, Bernard. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po., 1989, 327 p.

RICARD, François. *La génération lyrique*, Montréal, Boréal, 1992, 282 p.

RIOUX, Michel *et al.* *Portrait d'un mouvement*, Montréal, CSN, 2000, 285 p.

ROBILLARD, Claude et Daniel HUBERT. « En Lutte!, grandeur et décadence : un essai d'interprétation », *Les cahiers du socialisme*, no 10/11, automne 1982, p. 363-385.

ROUILLARD, Jacques. *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2004, 335 p.

ROUILLARD, Jacques. *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express/CSN, 1981, 335 p.

RYAN, Claude. « Syndicalisme et pouvoir politique au Québec ». Dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, p. 203-212.

SAULNIER, Alain. « La question nationale et le PCO », *Les cahiers du socialisme*, no 14, printemps 1984, p. 101-125.

SAWICKI, Frédéric. *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 340 p.

SOLASSE, Bernard. « Les idéologies de la FTQ et de la CSN, 1960-1978 ». Dans Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy (dir.), *Idéologies au Canada français, 1940-1976. Tome II : Les mouvements sociaux, les syndicats*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 219-294.

STEPAN-NORRIS, Judith et Maurice ZEITLIN. *Left Out: Reds and American's Industrial Unions*, Cambridge (N. Y.), Cambridge University Press, 2003, 375 p.

TRÉPANIÉ, Esther. « Peindre à gauche », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 83-103.

VALIQUETTE, André. « Introduction historique au groupe En Lutte! », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, no 1, automne 2004, p. 37-42.

WARREN, Jean-Philippe. *Ils voulaient changer le monde - Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB éditeur, Coll. « Études québécoises », 2007, 252 p.